

Sortir de la crise : comment garantir un revenu d'existence ?

AREZKI DERGUINI

- Journal d'un «Covidé»,
patient parmi tant d'autres

AKRAM BELKAÏD

- L'Algérie et l'après-
pandémie coronavirus

ABDELKADER KHELIL

- Planète
corona !

CHERIF ALI

- Après le
coronavirus,
une autre
Algérie est
possible
et ce n'est
pas une utopie

MED-BRAHIM FAROUK

- Trump en
médiateur
dans la guerre
des prix du pétrole

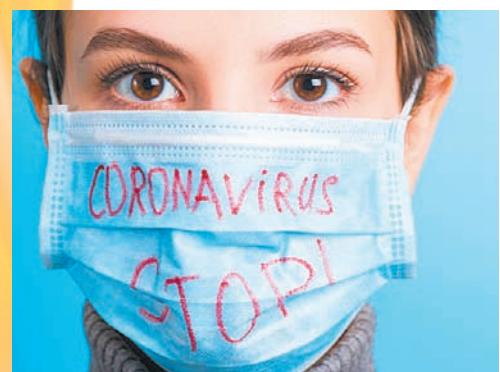
RECHIS RABAH

- Livres : «déchirements» d'intellos ?

BELKACEM AHcene-DJABALLAH

■ Les hâbleurs du temps du corona

ABDELHAFID OSSOUKINE



- Pour une meilleure
intégration
du secteur
médical privé

B. NOURREDINE

Blida A quand le bout du tunnel ?

Tahar Mansour

La pandémie de coronavirus risque de s'étaler dans le temps si nous nous référons aux dires de certains spécialistes qui, à travers le monde, se penchent sur la question et sur les moyens d'éradiquer ce virus qui tardent à venir. Nous comptons nos morts, parfois nombreux, parfois peu, en nous enfonçant chaque jour, un peu plus, dans l'incompréhension, ne sachant plus qui croire ou qui entendre. A part le traitement à la Chloroquine qui donne des résultats, selon les médecins, rien ne vient nous montrer au moins une lueur lointaine à l'intérieur de ce tunnel obscur dont nous n'en voyons ni devinons le bout. Même à travers le monde, des spécialistes de renom sont partagés entre ceux prédisant une catastrophe mondiale et ceux qualifiant cette pandémie de grippe bénigne à laquelle 'on' a donné une autre dimension. Chez nous, il semble qu'un juste milieu est observé, peut-être parce qu'il n'y a pas mieux ou que c'est tout ce que nous pouvons faire. Nos médecins font ce qu'ils peuvent avec ce qu'ils ont et des résultats positifs sont enregistrés, ça et là, les encourageants à poursuivre pour sauver ce qu'ils peuvent, sans rester les bras croisés à attendre je-ne-sais-quoi, de je ne sais qui.

A Blida, si le moral s'est quelque peu relevé quand nous avons appris qu'il n'y a eu que 2 décès, il y a trois jours, le noir s'est abattu de nouveau avec l'annonce de 11 morts en 24 h mais atténué quelque peu par le nombre de nouveaux cas qui « n'est que » de 45. Il est à noter que parmi les 11 décès enregistrés le 7 avril, il y a un fonctionnaire de la cellule de communication de la wilaya de Blida et un enseignant universitaire exerçant à l'Université Blida 2 d'El Affroun, un autre enseignant universitaire décédé, le même jour, l'a été suite à AVC, selon nos informations. Nous apprenons aussi que le CHU 'Frantz Fanon' vient de se doter d'une nouvelle structure pour l'accueil et le traitement des personnes atteintes du coronavirus et ce, à l'Institut du Rein, réalisé au CHU. L'encadrement médical a été renforcé pour faire face à cette nouvelle fonction de la structure et un matériel moderne

y a été mis en place pour le dépistage, les analyses et le traitement des malades.

La vie en confinement commence à devenir routinière, ce qui est naturel, le potentiel d'adaptation de l'être humain étant très important. Dès la matinée, les gens sortent de chez eux pour aller vaquer à leurs occupations qui se limitent, actuellement, à l'approvisionnement en produits alimentaires, à retirer de l'argent auprès des bureaux de poste ouverts entre 8 h et 14 h, mais toujours en faisant la chaîne ou à faire un tour pour casser l'ennui. A partir de 13h, les rues commencent à se vider car les services de sécurité sillonnent les quartiers pour inviter les habitants à rentrer chez eux. Les épiciers et les autres magasins étant fermés à partir de 15h.

Pour éviter aux citoyens de se déplacer et risquer d'attraper et de propager le virus, nombre de compagnies ont opté pour l'é-paiement, comme l'Assurance des véhicules, l'Internet, des services divers et même des achats en ligne sont de plus en plus proposés aux potentiels acheteurs. Mais pour la wilaya de Blida, les achats en ligne ne peuvent se faire du fait du confinement total. L'approvisionnement en produits alimentaires se fait de manière presque normale, sauf pour certains produits sous tension comme le lait, la semoule ou la farine qu'on ne trouve que rarement, pas du tout dans certaines régions. Les associations caritatives continuent aussi d'investir le terrain et fournir les denrées alimentaires qu'elles reçoivent de la part de divers donateurs, aux familles nécessiteuses et même à d'autres quand les quantités sont assez importantes. Enfin, certains parents d'élèves que nous avons rencontrés affirment que leurs enfants n'ont pas encore vraiment commencé à s'intéresser aux cours, surtout ceux ayant un examen à passer, leur esprit étant beaucoup plus occupé par la maladie qui risque de les emporter ou d'emporter l'un des leurs que par leurs études. Beaucoup d'entre eux demandent une assistance psychologique de la part de spécialistes pour inciter leurs enfants à reprendre le chemin de l'école, même de manière virtuelle, et éviter de perdre bêtement, une année de leur vie.



Covid-19

104 nouveaux cas confirmés et 12 nouveaux décès

Cent-quatre (104) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 12 nouveaux décès ont été enregistrés en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 1572 et celui des décès à 205, a indiqué hier

à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Djamel Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

L'Agence nationale du sang (ANS) sonne l'alerte à propos d'un début de pénurie de poches de sang en raison d'un net recul des dons provoqué par la pandémie de Covid-19 et des mesures de confinement mises en place depuis quelques jours, ainsi que des craintes de contamination chez les donneurs traditionnels et occasionnels.

Une situation vraiment préoccupante qui met en danger les malades dans le besoin de ce liquide biologique vital, notamment les personnes atteintes d'une maladie de sang, d'un cancer (surtout la leucémie) ou en situation d'hémorragie (victimes d'accidents et d'accouchements compliqués) et les patients qui souffrent de troubles de la coagulation ou d'un déficit immunitaire grave.

Il faut relever que le recul extrême des dons de sang n'est pas seulement enregistré en Algérie, mais également vécu à travers tous les pays, à cause des mêmes effets de la pandémie de Covid-19. L'appel au don de sang est, donc, répercuté sur un plan mondial, puisque les pays viennent l'un après l'autre alerter l'opinion et appeler à la mobilisation pour sauver la vie des malades en réanimation, notamment, qui ont un besoin urgent, immédiat, d'une transfusion sanguine. Ces appels seront-ils entendus par les populations cibles, dont la tranche d'âge se situe entre 18 et 65 ans, et répondre aux besoins exprimés par les hôpitaux, qui peuvent atteindre les 600.000 poches par an, selon des statistiques relevées en 2018 ? C'est ce qu'on pourrait espérer de mieux.

Malheureusement, de nombreux facteurs ne plaident pas en faveur d'une reprise régulière des dons de sang, dont le discours et les positions officielles, poussant au confinement des populations, le réflexe naturel de repli individuel sur soi par mesure de précaution et la peur persistante, voire grondissante, d'une contamination au Covid-19. La tâche

de sensibilisation des donneurs doit se poursuivre sans relâche, comme le préconise l'ANS, mais cela ne pourrait suffire sans une baisse de la psychose collective nourrie face à cette pandémie du Covid-19. Le déconfinement serait également salutaire pour une reprise des dons de sang. Hélas, l'ambiance générale semble plutôt propice au renforcement des mesures de confinement, de plus en plus strictes. Comment alors espérer un retour à la normale des dons de sang ? Sans parler de ces corps, les services de sécurité et les sapeurs-pompiers notamment, donneurs traditionnels de sang, et qui se trouvent engagés sur le front de la lutte contre la propagation du coronavirus. Ainsi que les mosquées, fermées, où la collecte était également assez importante.

Tous les indices indiquent que les réserves de poches de sang, qui ont une durée de conservation limitée (les globules rouges se conservent au maximum 42 jours et les plaquettes 7 jours) vont encore se réduire dangereusement. Et puis, il y a aussi cette autre face, dont on ne parle pas et qui doit être mise en lumière, en l'occurrence le risque viral des malades transfusés. Des biologistes chinois rapportent dans la revue 'Emerging Infectious Diseases' avoir détecté la présence de l'acide ribonucléique messager (ARN) du SARS-CoV-2, le coronavirus responsable de la maladie Covid-19, dans des échantillons de plasma issus de dons de sang provenant de donneurs asymptomatiques et d'autres sur lesquels les symptômes du Covid-19 sont apparus plus tard, soit après avoir effectué des dons de sang. Cela rappelle le scandale des années 80, plus connu sous le nom de « l'affaire du sang contaminé », lorsque des milliers de patients ont été infectés au VIH (sida) lors de transfusion sanguine à partir de donneurs sidéens. Cela devrait donner à réfléchir quand on ne sait pas encore tout de ce nouveau coronavirus.

Blida : deux individus arrêtés pour diffamation contre les éléments de la Gendarmerie

Les éléments de la section de recherches de la Gendarmerie nationale de Blida ont arrêté deux individus, dont l'un filmait une vidéo pour un ami propriétaire d'un page sur un réseau social, en profitant des accusations mensongères contre les éléments de la Gendarmerie nationale de Beni Tamou, selon lesquelles ils lui auraient extorqué une somme de 5.000 DA, a indiqué, mercredi, un communiqué du Ministère de la Défense nationale.

«Le 6 avril 2020, une vidéo relayée via le compte d'un individu sur un réseau social montrait deux (02) individus, dont l'un filmait pour un ami à lui, propriétaire d'une page sur le même réseau, en profitant des accusations mensongères contre les éléments de la Gendarmerie nationale de Beni Tamou selon lesquelles ils lui auraient extorqué une somme de 5.000 DA, une montre et une bague», a précisé la même source.

«Aussitôt localisés par des experts de la Gendarmerie nationale en lutte contre la cybercriminalité, une patrouille composée d'éléments de la section de recherches a été dépêchée pour interroger les deux (02) individus, en l'occurrence B.B apparaissant sur la vidéo et N.A qui filmait et qui a diffusé la vidéo, tous deux repris de justice résidant dans la commune de Ouled Yaïch (wilaya de Blida)», précise la même source. «L'enquête avec les deux mis en cause a révélé que les allégations proférées dans la vidéo par le premier (B.B) n'étaient que mensonge et calomnie par vengeance des éléments de la Gendarmerie nationale pour leur rigueur dans l'application des mesures préventives décidées par les hautes autorités du pays en vue de préserver la santé publique», ajoute la même source. Confronté, le nommé (B.B) a expliqué que les faits remontaient au 5 avril 2020 lorsqu'une patrouille

de la Gendarmerie nationale de Beni Tamou lui avait retiré les documents de son véhicule (une camionnette) pour transgression des mesures de confinement sanitaire dans la wilaya de Blida, et que le jour suivant, une autre patrouille l'avait contraint à rentrer chez lui alors qu'il était en compagnie de son ami (N.A) devant son domicile. Que par vengeance ils ont fait la vidéo calomnieuse avant de se rétracter face aux enquêteurs, fait savoir le communiqué du MDN. Le 07 avril 2020, les deux mis en cause ont été présentés devant le Procureur de la République près le tribunal de Blida qui a ordonné leur placement en détention provisoire pour insulte et diffamation envers un corps constitué, violation des décisions émanant des Pouvoirs publics et diffusion aux fins de propagande de publication pouvant porter atteinte à l'intérêt national.

Lutte contre le coronavirus L'Armée prête à toute éventualité

Houari Barti

Le général-major Abdelkader Bendjelloul, directeur central des Services de Santé militaire, au sein du MDN a exposé, dans une vidéo, mise en ligne mardi, sur la page officielle Facebook du ministère de la Défense nationale, les moyens et dispositifs mis en place par l'Armée nationale populaire pour venir en aide, si la situation l'exige, au Système de santé national, dans sa lutte contre le coronavirus.

Selon le général-major Abdelkader Bendjelloul, « 70% des capacités des hôpitaux de la Médecine militaire sont réservés au 'Covid-19', et tous les malades, militaires ou civils, pourront y être admis », a-t-il affirmé. Détailant le dispositif mis en place par l'Armée dans le cadre de la lutte contre le 'Covid-19', le directeur central des Services de Santé militaire dira : « On a créé un couloir dédié au coronavirus, afin de ne pas mélanger les malades ordinaires et ceux atteints du Covid-19 qui sont très contagieux. Sur le parking de l'hôpital central de l'Armée, on a installé des cabines sahariennes où se font les consultations des malades, et les examens biologiques (les prélevements), et si ces derniers sont positifs, les patients sont orientés vers les unités d'hospitalisation installées, juste à côté, avec une unité de réanimation qui se trouve exactement au même endroit ». Les malades du Covid-19, a-t-il précisé, « ont donc à leur disposition un couloir qui leur est spécialement réservé, de manière à les séparer des autres malades ».

Pour rappel, et en vue de s'enquérir du degré de disponibilité opérationnelle des unités de l'Armée nationale populaire, le général-major Saïd Chengriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, par intérim, a effectué, le 31 mars dernier, une visite de travail et d'inspection en 1^{re} Région militaire dont le quartier général se trouve à Blida.

Le général-major Saïd Chengriha a ainsi visité le 52^{ème} Régiment médical à Bouira, en compagnie du général-major Ali Sidane, Commandant de la 1^{re} Région militaire et du général-major Abdelkader Bendjelloul, directeur central des Services de Santé militaire. Selon un communiqué rendu public par le MDN, le général-major « s'est enquis des derniers préparatifs et dispositifs entrepris par l'ensemble des composantes de ce Régiment, en prévision de toute éventuelle intervention, à tout moment, en soutien au système de Santé national, dans cette circonstance sanitaire exceptionnelle, comme il a inspecté de près les différents équipements modernes et les moyens médicaux dont dispose ce Régiment, à l'instar de l'Hôpital de campagne pouvant prendre en charge un nombre considérable de patients au cas où la situation le requiert ».

Le général-major Abdelkader Bendjelloul a, par ailleurs, évoqué les moyens logistiques de soutien à

Le Général Abdelghani Rachedi désigné Directeur général adjoint de la Sécurité intérieure

Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a désigné le Général Abdelghani Rachedi au poste de directeur général adjoint de la Sécurité intérieure avec de larges prérogatives, indique mercredi un

ce dispositif, à l'exemple des hôpitaux de campagne dont disposent l'Armée, des structures « totalement autonomes », a-t-il dit et qui « sont dotées de tous les équipements nécessaires, de services de radiologie, de réanimation, d'un bloc opératoire et de laboratoires d'analyses pour effectuer, sur place, des opérations chirurgicales et des soins intensifs », avant de souligner que « ces hôpitaux peuvent être installés n'importe où pour être immédiatement opérationnels ». Aussi, a-t-il ajouté, « nous avons des ambulances tout-terrain, qui peuvent intervenir dans des pistes, et d'autres équipées pour les évacuations sanitaires spécifiques », a-t-il ajouté, précisant que toutes les Régions militaires et toutes les structures de la Santé militaire, à travers le territoire national, sont dotées de ce type d'ambulances ».

Evoquant la situation sanitaire dans le pays, le général Bendjelloul dira qu'elle « n'est pas alarmante ». Pour lui, « la pandémie n'est pas aussi importante par rapport à d'autres pays ». « Nous n'avons pas enregistré la même courbe mais l'on se prépare, à toute éventualité », a-t-il expliqué.

Et de souligner : « des pays développés ont vu leurs capacités dépassées. Ils ont dû sélectionner les malades, c'est une décision lourde sur le plan éthique. On ne veut pas arriver à cette situation », a encore ajouté l'officier supérieur.

Pour rappel, et en vue de s'enquérir du degré de disponibilité opérationnelle des unités de l'Armée nationale populaire, le général-major Saïd Chengriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, par intérim, a effectué, le 31 mars dernier, une visite de travail et d'inspection en 1^{re} Région militaire dont le quartier général se trouve à Blida.

Le général-major Saïd Chengriha a ainsi visité le 52^{ème} Régiment médical à Bouira, en compagnie du général-major Ali Sidane, Commandant de la 1^{re} Région militaire et du général-major Abdelkader Bendjelloul, directeur central des Services de Santé militaire. Selon un communiqué rendu public par le MDN, le général-major « s'est enquis des derniers préparatifs et dispositifs entrepris par l'ensemble des composantes de ce Régiment, en prévision de toute éventuelle intervention, à tout moment, en soutien au système de Santé national, dans cette circonstance sanitaire exceptionnelle, comme il a inspecté de près les différents équipements modernes et les moyens médicaux dont dispose ce Régiment, à l'instar de l'Hôpital de campagne pouvant prendre en charge un nombre considérable de patients au cas où la situation le requiert ».

communiqué de la Présidence.

Le chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, le Général-Major Said Chenebriha, avait procédé, mardi, à l'installation du Général Abdelghani Rachedi officiellement dans ses nouvelles fonctions, conclut le communiqué.

UGTA Appel à la sauvegarde des salaires et des emplois



Z. Mehdaoui

Le nouveau secrétaire général de l'UGTA, Salim Labatcha, a appelé hier le gouvernement à trouver des solutions afin de sauvegarder les salaires et les emplois des Algériens en cette période de crise sanitaire. « La situation qui prévaut actuellement dans le pays est préjudiciable à l'emploi et à la production économique nationale », a-t-il déclaré sur les ondes de la chaîne 3 de la Radio nationale en préconisant toutefois d'agir vite mais pas dans l'immédiat, parce que la priorité actuelle, selon lui, est de sauver les vies humaines. « Il y a urgence de se retrouver avec le gouvernement, autour d'une table, afin de se concerter ensemble en vue de créer des conditions qui permettent de sauvegarder le tissu économique de nos entreprises, qui éprouvent de grandes difficultés à supporter des charges, et ce, après avoir réduit, voire arrêté carrément leurs activités », a-t-il déclaré en soulignant que le problème touche aussi bien le secteur économique public que pri-

vé. Salim Labatcha a précisé que la crise sanitaire a touché les secteurs des travaux routiers, l'hydraulique et le bâtiment, les transports, et le tourisme, ainsi que plusieurs services et métiers artisanaux.

L'invité de la chaîne 3 a tenu à ce sujet à alerter le gouvernement afin de déterminer les mesures à prendre pour sauver les salaires des Algériens et pérenniser les emplois pendant cette crise. Les métiers libéraux et artisanaux doivent bénéficier d'une assistance particulière de la part de l'Etat afin de les aider à faire face à l'impact de la pandémie du Covid-19 sur leurs revenus, a-t-il encore indiqué. « Nous avons tendance à parler uniquement des entreprises et des salaires de leurs employés, mais il faut parler aussi des petits métiers. Eux aussi doivent bénéficier d'une assistance et d'un suivi pour pouvoir trouver des mécanismes (d'aide) », a déclaré M. Labatcha qui note que « c'est des petits métiers qui ont leur importance dans notre vie quotidienne et qui méritent d'être accompagnés et d'être pris en compte

au même titre que les entreprises ». Il a tenu à rappeler à cet égard l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la dernière entrevue avec des représentants de médias nationaux, à soutenir et prendre en charge les PME, micro-entreprises ainsi que les activités artisanales touchées par la pandémie. La centrale syndicale veut, dit-il, porter sa contribution, pour faire sortir le pays de la crise économique. Dans ce sens, il a annoncé que « nous sommes dans une phase d'évaluation de la situation actuelle ». Il a précisé, en outre, que « l'UGTA est en train de travailler avec les organisations patronales afin d'élaborer conjointement des propositions, pouvant compléter celles d'autres acteurs, et ce, pour redynamiser la croissance du pays dans divers secteurs ». Labatcha affirme que « l'UGTA et des organisations patronales proposent 11 points, parmi lesquels il fait état de la création d'un fonds spécial, ainsi que le gel des pénalités et l'instauration de facilités pour l'accès aux crédits, et ce, pour mieux sortir de la crise actuelle ».

Raina Raïkoum
Sid Lakhdar Boumédiène

Le temps qui passe: Le temps relatif

La nature de l'être humain est de souvent s'engager dans une réflexion sur le temps et donc du cycle de l'histoire humaine. Cette fois-ci nous parlerons du temps de vie d'un individu. Je n'oserais pas vous parler de la relativité du temps théorisée par A. Einstein. Vu mon incompétence abyssale en physique (pas une seule heure de cours), je m'abstiendrais, au risque de perdre ma crédibilité sur mon raisonnement des lignes suivantes.

À l'école maternelle, une année scolaire nous paraissait un siècle. Les enfants disent j'ai huit ans et demi. C'est que le temps long pour un enfant a besoin de balises, de repères. Le demi a un sens important, il indique la volonté de montrer le vécu de l'enfant et sa longue expérience pour mériter le respect de sa maturité. Puis cette expression étonnante et spontanée des enfants et adolescents : « De toute ma vie je n'ai pas eu un si beau cadeau ». Vous vous imaginez la référence d'une vie entière pour qualifier le temps lorsqu'on a dix ou quinze ans. Puis le temps s'accélère avec l'expression :

« Mon Dieu, je n'ai pas vu le temps passer ! ». Puis le fameux « Je n'ai pas le temps, je t'appellerai ! ». Et puis vient le terrible moment qui m'a fait basculer dans un autre temps, plus jamais celui dont j'avais la perception auparavant. Car un jour, un terrible jour, une jeune élève dans mon début de carrière en banlieue me dit « Monsieur, vous avez l'âge de mon père ! ». (Véridique). Le monde s'écroule et le temps vous écrase soudainement de tout son poids.

Puis le rabâchage, encore et encore « De mon temps, dans ma jeunesse, et patati et patata... ».

Comme je le fais souvent, y compris dans cette rubrique. Le temps futur promis devient le temps antérieur. Et un jour, vous vous apercevez que le temps n'est pas infini. Et vous vous souvenez que vous êtes né une certaine année 1955 à Saïda. C'est « le temps à rebours »

Le temps est traître, il se dissimile, il mute et change de vitesse. Mais il finit toujours par vous rattraper dans votre course effrénée et vous ramener à son point de départ.

Education

Des syndicats et des parents d'élèves demandent le report du bac et du BEM

M. Aziza

Si les responsables du ministère de l'Education nationale estiment qu'il est encore prématuré de se prononcer sur le report des examens de fin d'année (Bac et BEM), l'Organisation nationale des parents d'élèves sollicite le président de la République pour trancher sur l'avenir de ces examens.

L'organisation a estimé qu'"il est impossible que l'apprentissage de nouveaux concepts à distance, loin de l'environnement scolaire, soit d'un apport probant, notamment pour les familles qui vivent dans des conditions sociales défavorables". Et d'affirmer à travers la lettre adressée le 05 mars dernier au président de la République que « psychologiquement, les familles sont envahies par ce sentiment d'inconfort et de peur suite à cette situation sanitaire par le fait de la propagation du coronavirus». «Il n'est pas toujours facile à ces familles d'accompagner leurs enfants en matière d'enseignements à distance, notamment ceux qui ont trois à quatre enfants scolarisés et ceux qui n'ont pas de moyens».

Ladite organisation a proposé après avoir consulté des experts

en la matière de comptabiliser les deux trimestres seulement, notamment pour les classes hors examens de fin d'année. Et d'organiser des rattrapages pour ceux ayant obtenu des moyennes en dessous de 5 dans le primaire, ou en dessous de 8,50 pour les élèves du collège. Pour ce qui des examens de fin d'année, ladite organisation propose de reporter les examens du bac et du BEM au mois de septembre prochain, avec une révision qui sera dispensée par les enseignants à la mi-août. Et ce, tout en mobilisant les inspecteurs et les cadres du ministère pour accompagner les élèves psychologiquement.

Selon Ali Benzina, président de l'Organisation nationale des parents d'élèves, le président est sollicité pour trancher sur la question.

Khaled Ahmed, président de l'Union nationale des associations de parents d'élèves, a refusé de dévoiler les propositions de l'union pour le moment. «On préfère attendre l'évolution de la situation sanitaire pour pouvoir se prononcer. On verra d'ici le 19 avril, après cette date on consultera les experts, les parents d'élèves, mais aussi les élèves eux-mêmes, notamment les candidats

au baccalauréat de 2020».

Le Conseil national des enseignants du secondaire et du technique (Cnapeste) a proposé, à travers un communiqué rendu public, de reporter de trois semaines les dates des épreuves du bac et du BEM, ou bien les programmer pour le mois de septembre si la crise sanitaire perdure dans le temps. Le secrétaire général Messaoud Boudiba a également proposé d'annuler les cours du 3^e trimestre dans les examens.

Pour sa part, le syndicat des lycées d'Algérie (Cela) a estimé que le ministère de l'Education n'a pas eu de vision assez claire et qu'il ne dispose pas d'alternative pour la gestion des crises, en exploitant notamment les moyens technologiques et les supports numériques. En affirmant, à travers un communiqué parvenu à notre rédaction, que le plan d'urgence lancé, proposant un enseignement à distance, n'est pas motivant en l'absence d'interactions et ne permet pas l'égalité des chances. Le syndicat lance un appel aux enseignants et aux syndicalistes pour contribuer en proposant des solutions en réponse à la situation sanitaire actuelle et dans l'intérêt de l'élève.

Près de 37 millions d'abonnés à l'Internet mobile



R. N.

Au 4^e trimestre de 2019, l'Algérie comptait près de 37 millions d'abonnés à l'Internet mobile (3G et 4G), représentant une évolution de 1,57% par rapport au même trimestre de 2018, selon un bilan de l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) publié sur son site web.

Le parc global des abonnés actifs à l'Internet mobile au 4^e trimestre de 2019 a atteint 36,911 millions, dont 24,922 millions à la 4G (67,52% du parc global) et 11,989 millions à la 3G (32,48%), ce qui représente une augmentation de 568.827 abonnés par rapport à la même période de 2018 (+1,57%). Le taux de pénétration à la même période était de 84,08%, contre 83,74% au 4^e trimestre de 2018.

Quant à la data consommée par les abonnés de l'Internet mobile elle a atteint 312,123 millions Go (Gigaoctet), contre 166,691 Go

au 4^e trimestre de 2018, soit une évolution de 87,25%, relève le régulateur des télécoms.

Par ailleurs, selon la même source, à la même période, le parc de téléphonie mobile (2G, 3G et 4G) a enregistré une «légère diminution», passant de 45,52 millions abonnés au 3^e trimestre 2019 à 45,42 millions au 4^e trimestre de la même année. Sur les 45,42 millions d'abonnés, 8,51 millions de la 2G (18,74%), contre 36,911 millions aux réseaux 3G/4G (81,26%).

BAISSE DANS LA 2G

Le parc d'abonnés 2G (GSM) est en baisse à 8,514 millions abonnés au 4^e trimestre 2019 (8,97 millions au 3^e trimestre 2019), en raison de la migration vers la 3G et 4G dont le nombre d'abonnés a atteint 36,91 millions contre 36,54 millions au 3^e trimestre 2019.

Selon les chiffres de l'ARPCE, l'opérateur Mobilis demeure en

Toujours selon les chiffres du régulateur, l'Algérie comptait au 4^e trimestre 2019 plus de 4,6 millions d'abonnés à la téléphonie fixe (réseaux filaires, 4G LTE et Wimax). La part des abonnés au réseau filaire est de 75,18% (3,424 millions d'abonnés), contre 25,82% (1,192 million) aux réseaux sans fil fixe (4G LTE/Wimax).

Le taux de pénétration de la téléphonie fixe a atteint 10,52% au 4^e trimestre 2019, relève la même source, ajoutant que 63,09% des ménages en Algérie disposent d'une ligne fixe.

Au 4^e trimestre 2019, le trafic voix global généré sur la téléphonie fixe a atteint 445,87 millions de minutes, dont 341,87 millions de minutes réalisés en intra-réseau, 63 millions de minutes en trafic sortant national (fixe vers autres réseaux nationaux) et 41 millions de minutes en trafic international.

En difficulté de remboursement de leur endettement bancaire et de renouvellement de leurs lignes de crédit d'exploitation

Dispositif particulier d'aide aux petites et moyennes entreprises publiques et privées

Par Ouahioune Abderrahmane*

des travaux et ou livré des services, en instance de règlement

Monsieur Le Ministère des Finances et ou la Banque d'Algérie pourrait prolonger la démarche du Premier Ministre et instruire, dans les plus brefs délais, les Banques et Etablissements Financiers pour la mise en œuvre des recommandations ci-dessous énoncées dans ma contribution de 05 avril écoulé :

-Mobiliser à hauteur de 70% ces créances avec échéance, date de règlement de ces créances, sous réserve des études de risque entreprise préalable et d'éligibilité aux critères définis par Note, aux banques et établissements financiers à élaborer à charge de l'Association des Banques et Etablissements Financiers (ABEF)

-Rééchelonner toutes les échéances impayées y compris échéances leasing, de l'exercice 2019 et du premier semestre 2020 en les consolidant sous forme de crédit à moyen terme d'une durée de Cinq années avec un an de différé à un taux de 6%. (ou coût moyen des ressources +2%)

-Adapter le renouvellement des lignes de crédit d'exploitation des petites et moyennes entreprises au business plan présenté par ces dernières en évitant de les pénaliser au regard de leur contreperformance en 2019 et des timides prévisions de clôture pour l'exercice 2020

*Consultant Financier, ex-directeur central à la Banque Extérieure d'Algérie, chargé du financement des grandes entreprises du secteur publics (DFSP)

Approvisionnement en gaz et en électricité Le ministre de l'Energie rassure

Le service de distribution d'électricité et de gaz à travers le pays sera "continu et de qualité", a tenu à rassurer mercredi à Alger le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, saluant les efforts du personnel de Sonelgaz pour maintenir un service public de qualité en cette période de crise sanitaire. A l'occasion d'une visite de travail et d'inspection au niveau du siège de la Société de distribution du Groupe Sonelgaz de Belouizdad (Alger), le ministre a fait savoir que le service public de distribution d'électricité et de gaz sera "continu et de qualité" à travers l'ensemble du territoire national, malgré les contraintes qu'impose la crise sanitaire liée au coronavirus.

"Toutes les mesures ont été prises par Sonelgaz pour poursuivre la production dans de bonnes conditions en respectant l'ensemble des règles sanitaires et sécuritaires du personnel", a souligné M. Arkab, plaident pour que cette pandémie n'impacte pas la préparation des filiales de Sonelgaz à l'ensemble des échéances, notamment celle du mois de Ramadan. "Nous devons continuer à travailler pour proposer un service public de plus en plus développé répondant aux attentes du citoyen. Cela dans le but d'atteindre une numérisation à 100%", a-t-il adressé au personnel de Sonelgaz qu'il a

salué pour "tous les efforts fournis pour offrir ce service public de qualité au citoyen à travers la fourniture de deux matières vitales qui sont l'électricité et le gaz". "Je remercie à travers vous l'ensemble du personnel de la Société de distribution de Sonelgaz pour les efforts considérables et les importants sacrifices dont vous faites preuve sur le terrain", a-t-il insisté auprès des employés de la direction de distribution de Belouizdad, notant le travail d'adaptation du personnel de Sonelgaz au contexte de propagation du coronavirus sans engendrer d'impact sur le service proposé au citoyen.

M. Arkab a en outre relevé la pertinence de la décision de Sonelgaz d'avoir prolongé la période de règlement des factures "afin de ne pas contraindre le citoyen, notamment dans cette période de confinement sanitaire". Plus tôt dans la journée, le ministre de l'Energie a effectué une visite d'inspection au niveau de la centrale électrique de Larbaa (wilaya de Blida), d'une puissance totale de 4x140 MW. A cette occasion, il a également rendu hommage au personnel de la centrale pour leur dévouement et leur travail dans le but d'assurer la continuité de la disponibilité électrique au niveau de Blida dans un contexte de confinement total de la wilaya.

Sortir de la crise : comment garantir un revenu d'existence ?

Par Arezki Derguini

Partout dans le monde, avec la crise du coronavirus et le confinement qu'il implique, se pose le problème d'un revenu d'existence pour tous pour assurer la chaîne de nos interdépendances. On ne pourra plus compter chez nous sur une redistribution publique et une politique publique de réinsertion sociale pour assurer un tel revenu, mais sur une redistribution de la productivité sociale, des pouvoirs de production et de consommation. De la place doit être faite aux territoires pour qu'ils puissent restaurer nos interdépendances de base et que l'économie puisse trouver une autre assise, la société une autre solidarité.

REVOIR LA DISTRIBUTION DE LA PRODUCTIVITÉ SOCIALE

La crise montre que la société de consommation de masse accorde plus de valeur à nos besoins superflus qu'à nos besoins fondamentaux. Mais dans cette dynamique elle a fragilisé nos interdépendances fondamentales. De vouloir trop se différencier par la consommation, de consommer toujours davantage en oubliant la nécessaire consommation de tous, a conduit la société à une telle vulnérabilité.

Il va nous falloir apprendre à dissocier production privée et consommation privée pour permettre à la production d'être efficace et à la consommation d'être équitable. Celui qui produit le plus ne pourra plus consommer le plus. Cela est déjà le cas dans certains pays où une redistribution importante a été établie. Il faudra sinon apprendre à distribuer les pouvoirs de production d'une manière non concentrée, autrement dit, prendre soin de la progression, de la diffusion horizontale et non plus seulement verticale de la productivité. C'est ce dernier cas qui devrait prévaloir dans les sociétés au faible produit marchand. Car la concentration des ressources rendrait rapidement intenables les asymétries sociales, la capacité publique de redistribution s'éroderait. Il faudrait d'abord élargir la base fiscale^[2], la base de la production, et ensuite être en mesure de la développer.

Il ne faut donc pas seulement penser la redistribution comme redistribution du produit marchand et donc le fait des prélèvements obligatoires de la puissance publique. Dans les sociétés au faible produit marchand, des consommations collectives du surplus peuvent exister sans qu'il ait besoin de passer par le marché. Les sociétés non industrielles connaissent ce genre de dépenses. Mais surtout c'est une autre orientation du marché et de la production et une autre distribution des puissances de production qu'il faut opérer. Donc distribution de la puissance productive d'abord plutôt que redistribution de son produit marchand. Une production orientée vers la consommation de tous qui distribue un revenu qui puisse la racheter. Ce problème se pose aussi à l'échelle des fortes économies marchandes mais de manière moins urgente.

La question est de donner une plus grande place à la consommation collective qu'à la consommation privée. Dans les sociétés au fort produit marchand, les « sociétés de marché », la part de la consommation collective est objectivée par la place des services publics. Dans les sociétés de marché les plus égalitaires où la contribution (fiscale) à la collectivité est proportionnelle au revenu (que distribue la production dans les pays scandinaves) et le service public gratuit (consommation), c'est une consommation collective qui se substitue à une partie importante de la consommation privée. Avec la crise épидémique, les sociétés qui ont livré le secteur de la santé à la consommation privée sont particulièrement fragilisées.

La société en alignant ses préférences peut décider des deux parts de la production qui iront à la satisfaction des besoins de tous et à l'investissement de productivité et des deux parts de la consommation collective et

Avec la crise du coronavirus, le confinement oppose nos interdépendances vitales au reste de nos interdépendances. Il découvre l'état de nos interdépendances. Nous avons rompu beaucoup de nos interdépendances. Des interdépendances vitales désormais fragilisées dépendent plus du monde que de nous-mêmes. Elles relèvent de situations précaires et sont l'attribut des couches sociales défavorisées. Le confinement accentue notre dépendance extérieure et inverse la hiérarchie de nos interdépendances^[1].

privée. Ceci va à contre-courant de la libéralisation préconisée par les institutions internationales^[3] qui va tout compte fait, parce qu'elle dénie à la société la possibilité d'aligner ses préférences, livrer le système de prix aux prix internationaux et la concurrence interne à la concurrence extérieure. Ce n'est pas, ce ne peut pas être le point de départ d'une économie émergente. C'est faire du marché national un satellite du marché mondial, dans la gravitation duquel on ne pourrait pas s'élargir. Sans planification armée d'une stratégie d'insertion internationale, une économie de marché ne pourrait pas émerger.

Pour qu'une économie puisse émerger, il faut se défaire de l'opposition marché et planification qui réserve en fait la planification aux entreprises et États qui dominent le marché mondial. Et par conséquent il faut se débarrasser des oppositions société et marché, marché et État, société et État. L'État n'est pas nécessairement l'appareil de pouvoir d'une minorité, il le devient. Le marché n'est pas nécessairement le marché des riches, il le devient. La compétition de tous n'exclut pas nécessairement la coopération de tous.

On peut rapporter la différence de la consommation collective et de la consommation privée à une différence de qualité du service public et du service privé. Ce service privé pouvant être le fait du monde plutôt que de la société. Il y aurait une consommation commune et une autre différentielle. Si la société peut découper ainsi sa consommation, et si l'on suppose que la consommation différentielle destinée à s'élargir est la pointe dynamique de la consommation, on peut supposer un certain comportement social sous-jacent. Les riches pourraient consommer ce qu'ils envisagent de produire, de faire consommer au reste de la société. On pourrait parler de dynamique cohérente de la consommation. L'épargne s'orientant alors vers l'investissement de productivité.

Bien sûr, cela n'est pas très orthodoxe, la théorie économique n'admet pas l'existence a priori des préférences collectives, elle refuse l'existence à ce qu'elle ne peut pas reproduire et contrôler, elle préfère des consommateurs qui n'ont pas d'effet collectif sur la consommation. La théorie refuse les monopoles, la pratique destitue le pouvoir des producteurs et des consommateurs et institue le pouvoir de marché des grandes puissances productives et financières. Ce que la théorie refuse d'une main, la pratique le prend d'une autre. Elle ne veut que de la concurrence entre des consommateurs séparés par leurs préférences, pas d'achats groupés, pas de coopération. Ce qui n'empêche pas les gestionnaires de tenir compte de celles à posteriori sur lesquelles ils travaillent (marketing). Mais qui a dit qu'il fallait suivre la théorie mainstream (standard) ? Les institutions internationales et la science économique standard ont elles déjà piloté la réussite d'une économie émergente ?

Les riches de la Chine et des autres économies émergentes envoient leurs enfants étudier à l'étranger. Ces économies ont encore beaucoup à apprendre du monde^[4]. Les riches seraient alors comme les gestionnaires de l'épargne sociale, l'instrument de la société pour s'approprier, s'incorporer le savoir-faire du monde. L'épargne irait moins à la consommation de prestige qu'à l'investissement de productivité.

Les humains ne peuvent pas manquer de vouloir manifester leur réussite, ils peuvent cependant vouloir bien l'asseoir, la faire reconnaître de manière plus sociale que matérielle. Et cela dépend moins des riches que de l'ensemble de la société, de ses normes. C'est la reconnaissance sociale qui établit la reconnaissance que cela soit par des signes matériels ou immatériels. Le comportement

du riche ne lui est pas spécifique en cette matière. C'est souvent la faible reconnaissance sociale réelle, la faiblesse des normes sociales et des valeurs, qui pousse les individus à faire passer leur distinction matérielle pour leur distinction sociale. Bien sûr quand toute la société peut s'imaginer riche et que la richesse ruisselle de haut en bas, la richesse matérielle peut incarner la réussite sociale.

Que les riches se pensent comme les gestionnaires de l'épargne sociale n'implique donc pas que la consommation collective, le service public chinois ou scandinave par exemple, doive être de mauvaise qualité ou que l'effort collectif lui fasse défaut. Il peut être de bonne et d'excellente qualité quant aux ressources de la société et à la mission qui lui est confiée. Il sera équitable et efficace si se confirme le sentiment que la richesse de la société, sa résilience et sa puissance, dépendent de la propension de la société à améliorer et diffuser sa productivité, à partager ses puissances productives et ses pouvoirs de consommation. L'individu (ou le collectif) peut ainsi être satisfait de ce qu'il donne et reçoit de la société.

LES CONDITIONS D'UN REVENU D'EXISTENCE

La crise du coronavirus révèle aussi que certaines productions ne doivent pas être abandonnées à la compétition internationale. Ainsi la consommation de tous, les productions qui assurent la sécurité alimentaire et sanitaire. La consommation de tous ne peut pas être confiée à des puissances productives qui ne distribuerait pas le pouvoir d'acheter cette production. Ce n'est pas en confiant la production agricole à quelques producteurs mondiaux que l'on nourrirait l'Afrique, sinon en échange de ses matières premières, de la dissipation de ses ressources naturelles. La consommation de tous a donc besoin d'une certaine répartition de la productivité. Le marché entendu au sens dominant, piloté par l'intérêt personnel, les préférences individuelles et la main invisible, ne peut se charger d'une telle répartition de la productivité. Il ne s'entendrait que comme un marché satellite du marché mondial. Les riches ne seraient pas nos riches, le capital ne serait pas notre capital.

Un modèle de consommation de base du côté de la production et un revenu minimum du côté de la répartition devraient être garantis pour chaque citoyen. Un revenu minimum garanti, une protection sociale suffisante, permettrait aux couches sociales inférieures d'assurer les fonctions vitales de la société sans compromettre leur situation et celle de la société dans son ensemble. Ils ne peuvent cependant pas être garantis par un État central aux faibles prélevements obligatoires mais par une redistribution des pouvoirs de produire et de consommer.

On se plaint beaucoup aujourd'hui des jeunes qui ne se soumettent pas aux mesures du confinement, ne partagent pas les préoccupations de la société. A la différence des individus qui doivent contrevenir aux mesures de confinement pour survivre parce qu'ils doivent travailler pour ce faire, les jeunes expriment apparemment un tout autre sentiment. Un sentiment de dissidence, jusqu'à l'outrecuidance. Vous serez un peu surpris, si je vous dis qu'il faut interpréter leur comportement comme la poursuite du mouvement de contestation de l'état social, économique et politique dominant : comment les jeunes peuvent-ils se préoccuper d'une société qui ne se préoccupe pas d'eux ? Comment peuvent-ils partager ses normes de conduite ? Ce sentiment s'exprime clairement chez ceux que l'on a pris l'habitude de désigner comme des marginaux. Leur expression d'insoumission et de dissidence est explicite. Et que dire des vieux qui se sentent ou

sont réellement seuls ? Va-t-on mettre ces jeunes et ces vieux dans des prisons qu'on ne peut plus surcharger pour cause de COVID-19 au moment où l'on conseille de les vider ? Les marginaux ne font qu'exprimer explicitement un sentiment dont ils n'ont pas l'exclusivité. Les couches défavorisées constatent qu'elles doivent monter au front de la sécurité sanitaire pour protéger les couches plus favorisées disposant d'une épargne et n'étant pas contraintes de travailler en milieu hostile. Quel état d'esprit peut-être le leur à l'égard d'une société qui ne se préoccupe de leur état que pour couvrir son indifférence ? Et ces autres travailleurs de la santé qui ne se sont pas engagés à donner leur vie pour la sécurité de leurs concitoyens, devant lesquels la puissance publique use du bâton plutôt que de la carotte, comment peuvent-ils être prêts à donner leur vie le cœur en fête ?

Plutôt que d'incriminer une partie de la population pour ses incivilités, plutôt que d'envoyer au front des personnes qui n'y étaient pas préparées ni consentantes, il faut d'abord remettre les choses à plat. Car cette crise qui accélère la venue de crises plus profondes prépare certaines ruptures sociales aux conséquences dramatiques. Le pétrole ne pourra plus acheter la paix sociale, il faut compter sur une répartition équitable et efficace de la productivité, des puissances sociales de production et de consommation pour le faire. Il faut que l'État fasse de la place aux territoires pour reconstruire les interdépendances sociales et économiques dont la rente nous a dispensés.

Pour l'heure, le plus urgent est de demander pardon à tous ces oubliés de la société et de la rente. Peut-être qu'en demandant pardon à toutes ces personnes pourra-t-on obtenir d'elles une meilleure coopération présente, un plus grand civisme ?

Si la crise n'est pas l'occasion d'une rédemption des pouvoirs publics et de la société, le résultat est déjà là : le confinement ne sera pas respecté. Une partie de la population, la plus exposée qui aura comme préféré la mort à la vie et une autre qui l'accompagne, en paiera le prix. Même si en termes de statistiques le coronavirus ne pourra pas constituer une grande tragédie humaine, notre façon de traiter la crise épidémique définit déjà notre façon d'aborder une crise plus large, la crise sociale et économique. Demander pardon aux oubliés de la rente et aux générations futures pour la dissipation de notre capital naturel est le premier pas dans une direction de réconciliation réelle.

Il n'est pas sûr que le prix que nous ferons payer la crise purement épidémique influe sur la décision des pouvoirs publics. Les « décideurs » ne seront pas ceux qui paieront. Ils sont bien protégés. Il n'est d'ailleurs pas question de leur demander de payer. Ils feront tout ce que les décideurs du monde font. Ils auront même leur assistance. Ce qui influera c'est l'horizon qui pointe, ce sont les coûts futurs de l'attitude de non repenser des pouvoirs publics et de la société. Oui, j'ajoute la société. Les décideurs appartiennent-ils à cette société ? La société est-elle suffisamment solidaire ? C'est l'attitude de la société qui détermine l'attitude des décideurs. Il y a une norme sociale qui règle nos attitudes de bas en haut. Comment se comporterait le citoyen ordinaire s'il était dans la peau du décideur ? Son comportement serait-il différent ? La société ne peut pas se disculper du comportement des décideurs. Celui-ci grossit le comportement du simple citoyen. Le proverbe qui affirme qui vole un œuf, vole un bœuf, serait aisément vérifié, car comme dit un autre proverbe, l'appétit vient en mangeant. Bien sûr la société peut se soulager en sacrifiant des victimes expiatoires, mais se soulager temporairement seulement.

Suite en page 6

Sortir de la crise : comment garantir un revenu d'existence ?

Suite de la page 5

Les médias algériens sont en passe de devenir les champions de la diversion. Ils prennent ce qu'on leur donne. Ils accompagnent leurs lecteurs pour déverser la haine qu'ils ont d'eux-mêmes sur des victimes expiatoires. Comment peut-on demander un changement de régime, comment peuvent y croire les décideurs qui regardent de haut un tel spectacle, quand on refuse de se regarder, quand on est le dupe de soi-même ? La société ne veut pas encore affronter ses problèmes. Elle a les dirigeants qu'elle mérite, dit une expression. Ce que nous admettons au sein de nos familles, nos microsociétés, est ce qui se reproduit entre le citoyen ordinaire et le citoyen extraordinaire. La norme qui nous dirige la voici : nous avons mis le groupe au service de l'individu en faisant prévaloir le principe de l'extraction sur celui de l'association, suivant en cela le modèle colonial, un modèle féodal. Car nous sommes consentants. Le collectif a perdu sa boussole, car nos collectifs ont jusqu'ici été des échecs. Nos collectifs publics n'ont pas pris de consistance, ils sont sous assistance respiratoire. Aussi avons-nous du mal à entrevoir notre intérêt au travers d'un autre collectif. Nous faisons prévaloir l'intérêt personnel sur celui collectif et ne voyons plus qu'un intérêt individuel se réalise précisément dans un intérêt collectif. Celui de l'entreprise par exemple dans celui de ses clients et fournisseurs. Jusqu'à ses concurrents avec lesquels il peut partager un écosystème.

Il ne s'agit pas non plus d'opposer intérêt individuel et intérêt collectif, mais de composer convenablement un intérêt collectif pour qu'il puisse intégrer de nouvelles associations et permettre une meilleure respiration à ses composants. Croire que l'on puisse obtenir d'une entité plus qu'elle peut donner est une erreur, elle le relève du temps du taylorisme qui voulait administrer la production sur un mode esclavagiste. Pourquoi un (frère) riche serait-il solidaire d'un (frère) pauvre s'il le regarde comme un coût ? Nous faisons du libéralisme négatif, car l'individu compte toujours sur un collectif (le marchand sur un marché) qu'il soit tenu par la loi ou la norme. Le libéralisme positif d'A. Smith affirmait que si l'intérêt individuel se réalisait au service de l'industrie nationale, il réalisait l'intérêt général et n'avait plus besoin d'être contrôlé par une instance transcendant les intérêts particuliers. Le libéralisme à la mode oublie l'industrie nationale autrement dit l'intérêt collectif dans lequel se réalise l'intérêt particulier. Ce n'est pas dans le marché comme abstraction qu'il faut faire confiance, c'est dans l'articulation des intérêts particuliers comme intérêt collectif. C'est dans la vérification que la richesse des associations ne nourrit pas de parasites.

Notre société sera bientôt affectée par de sérieux resserrements marchands. Sa cohésion sera mise en jeu. Ce ne sera pas la première fois. La cohésion sociale dans le futur aura un certain prix à payer et ce prix à payer sera celui avancé plus haut : une consommation de base et un revenu d'existence^[5] garantis. Pour nous éloigner d'horizons tragiques, il faut resserrer la relation entre production et consommation et élargir leur base sociale. Il nous faut une distribution de la production qui distribue suffisamment de pouvoir d'achat de sorte qu'une consommation pour tous et un revenu d'existence pour tous soient garantis. La société pourra alors encaisser les différents chocs qui l'affecteront. Elle réduira sa consommation, réorientera sa production, mais ne rompra pas. Avec la crise sociale et écologique comme horizon, cette disposition à répartir équitablement et efficacement les pouvoirs de production et de consommation, la productivité sociale, lui fera traverser les temps mouvementés à venir.

Car, ce n'est pas avec des subventions ciblées que nous sortirons de la crise. Elles ne feront que l'approfondir, car la politique de libéralisation est incapable de produire les puissances productives qui produiront

le pouvoir de racheter leur production. Les subventions ciblées qui prétendent faire retrouver le chemin de la croissance à l'économie devront d'abord faire maigrir l'économie pour finalement lâcher en chemin les catégories vulnérables. Les riches pourront continuer d'acheter au monde en échange de la rente naturelle et géopolitique qui leur est concédée. Le marché national sera alors complètement satellisé et la société qu'il ne sera pas parvenu à intégrer devra confier son ordre à une subordination despiqueuse ou à des seigneurs de guerre comme cela est déjà le cas dans certaines parties de l'Afrique. Les luttes « féodales » déborderont de leur cadre pour embrigader des « travailleurs » sans emploi en quête d'employeurs, parce qu'ils ont été abandonnés par les autres secteurs de la vie. N'est-ce pas que la distribution des monopoles informels de l'importation s'apparentait finalement à la distribution de fiefs marchands ? On ne pourra pas entretenir les sans-emploi et les laisser inemployés.

Si la production pharmaceutique et sa consommation pour tous peuvent être très variables d'un contexte à un autre (contexte de crise sanitaire sortant de la norme) c'est le savoir-faire qu'il faudra assurer afin que la production puisse mettre en œuvre et disposer des capitaux nécessaires à la production. Car, comme il faut le dire probablement, le savoir-faire est le paradigme du capital, sa cellule souche. Les autres formes de capital sont des formes objectivées qui le prolongent. Le savoir-faire étant disponible, les capitaux y seront attirés en temps de crise. Cela indique clairement que ces productions dont le savoir-faire n'est pas rentabilisé tout le temps doivent être le fait de la collectivité et non d'un particulier qui ne pourrait assurer la rentabilité de son investissement. Une partie de la production pharmaceutique par conséquent doit être publique et non privée, planifiée et non marchande. Voilà pourquoi l'université et sa fonction de recherche publique peuvent être justifiées : être à l'heure du monde du point de vue des savoir-faire. Je citerai avec plaisir l'exemple du laboratoire de médecine de l'UMMTD de Tizi Ouzou qui apporte aujourd'hui son assistance dans la réalisation des tests de dépistage.

SOLIDARITÉ, INTERDÉPENDANCES ET INTÉGRATION SOCIALE

Assurer une production de base et un revenu d'existence ne consiste pas simplement à privier une partie de la société actuelle de sa consommation et de son revenu. Il s'agit de leur donner une meilleure base. Ce n'est qu'à partir de ce moment que la différenciation sociale et économique peut-être bien assise. Il faut reprendre le projet d'industrialisation sur de nouvelles bases, la construction de nouveaux collectifs, des collectifs inclusifs et porteurs, pour garantir le bien-être futur.

Et garantir une production de base, ne concerne pas que la production marchande, tout comme le revenu minimal ne peut pas concerner la collectivité nationale, mais des fonds de solidarité en mesure fabriquer de l'intégration sociale. Ce ne sera pas aux finances publiques d'assurer un tel revenu de base, mais aux territoires, aux collectivités et aux bassins de vie.

Dans une « société de marché » où tout le monde vit d'un revenu public ou marchand, le revenu de base concerne la redistribution publique. La pression fiscale serait suffisante pour assurer un tel revenu. Ce qui n'est pas le cas dans des sociétés où l'économie de marché est faible et n'intègre qu'une partie de la population. L'économie de marché ne peut supporter une telle redistribution : qui paiera pour qui ? Demander à chacun d'être solidaire avec tout le monde reviendrait à demander à n'être solidaire avec personne et donc conduirait à renforcer le sentiment de rejet de l'impôt au moment où il s'agit précisément de construire une large base fiscale. Du reste, comment passer d'une pression fiscale quasi nulle sur le marché à un fort consentement à l'impôt ? Comment susciter l'engagement social conséquent, comment supporter un tel virage ?

Mais surtout, un tel revenu (tel qu'il peut

être envisagé en Allemagne par exemple en échange d'un travail précaire et qui pourrait être appliquée chez nous du fait de ressources publiques disponibles, mais non renouvelables) ne pourrait conduire qu'à une plus grande dissolution des interdépendances sociales existantes et finalement à une plus grande désintégration sociale. La société en utilisant des ressources non renouvelables pour entretenir une paix sociale qui se passe en vérité de la solidarité sociale, s'est épargné ainsi la tâche de construire les interdépendances sociales nécessaires à l'intégration sociale. Un tel revenu devrait être donc financé par des sociétés solidaires de par le fait de leurs interdépendances et de celles qu'elles veulent promouvoir, et dans le but d'intégrer les bénéficiaires dans de nouvelles interdépendances. Les dons ne doivent pas favoriser la destruction des interdépendances sociales, ils doivent les améliorer. Les dons peuvent être des poisons plutôt que des remèdes^[6].

LES TERRITOIRES ET LA CONSTRUCTION DES INTERDÉPENDANCES SOCIALES

De manière générale, on ne peut pas compter en vérité sur un revenu de base pour tous financé par les ressources publiques quand la base sociale de l'économie de marché tend à se réduire. Ce revenu ne ferait qu'accompagner l'émergence d'une nouvelle domesticité sociale^[7] qui ne concernerait plus un sexe en particulier, mais la masse des humains. Ce n'est pas un hasard si les violences conjugales constituent aujourd'hui un objet médiatique émergent, une nouvelle tâche de la socialisation médiatique. Il faut remettre les gens en couple et distribuer de manière nouvelle les tâches de domesticité qui ne sont plus seulement spécifiques à l'économie domestique, internes à la famille, elles sont étendues aux étrangers. La fabrication des nouvelles « familles » est engagée. La durée du « contrat de mariage » est racourcie, son application étendue.

Il ne s'agit donc pas d'un revenu d'assistance tout court, comme ce serait le cas avec un fonds de solidarité national mais d'« assistance » qui permet une intégration des populations concernées dans les interdépendances élargies de la collectivité en question. La collectivité pourra être mieux garantir que l'État une diffusion de la productivité qui préserve et améliore ses interdépendances et leur revenu. L'État doit maintenant faire de la place aux territoires, sa survie en dépend. Il s'organisera avec eux, car avec eux il doit changer, pour qu'il ne s'effondre pas et que les territoires ne s'abandonnent pas à des forces centrifuges.

Des fonds de solidarité de milieux de vie où les normes collectives peuvent fonctionner pour intégrer les populations sans activité dans les interdépendances locales, anciennes ou nouvelles, où des assemblées peuvent décider régulièrement de la conduite à suivre avec l'évolution de l'intégration. On ne doit plus séparer marché et assemblée sociale, économie et politique^[8]. Un corps

solidaire autour du principe une activité pour tous, où des engagements mutuels peuvent être obtenus, tenus et corrigés. Un fonds de solidarité national peut être ensuite dédié à la réalisation des objectifs d'intégration nationaux de ces fonds locaux. Il ne faut absolument pas fermer les yeux sur les lieux d'existence réelle de la solidarité sociale, sur la construction réelle des interdépendances entre tous. La solidarité sociale ne peut plus être une construction publique au départ. On ne doit pas soustraire à la surveillance locale la démarche d'intégration et sa progression. Autrement nous n'obtiendrions pas d'engagements solidaires ni de consentement à l'impôt.

Au plan théorique, cela signifie qu'il ne faut plus opposer État et société, économie (marché) et société, État et marché, planification et concurrence, compétition et coopération. Il ne faut pas non plus opposer équité et efficacité. Il faut les articuler. La science économique mainstream les articule de manière très particulière en séparant deux classes, la classe des propriétaires dominants qui décide et le reste de la société qui exécute. Autrement, la société n'est pas nécessairement extérieure à l'économie, elle le devient si l'on suit la logique économique et idéologique dominante qui vise à concentrer les ressources. La pauvreté est une « externalité » négative de l'économie qu'elle produit en se séparant de la société. Elle ne réussira pas à l'internaliser avec logique économique dominante. L'économie séparée de la société ne pourra pas recomposer la société sur son mode d'intégration purement marchand.

Il ne faut pas opposer marché et planification, il faut parler de planification sociale qui fait tourner le marché et que prolonge une planification publique. Il faut parler d'auto surveillance de la société plutôt que de société de surveillance, surveillance étatique. Se surveiller, n'est-ce pas se rendre compte de ce que l'on fait, la condition de la redéveloppabilité ?

Pour éviter toutes ces oppositions, il faut partir d'une nouvelle définition de l'individu. L'individu est lui-même un collectif stabilisé (B. Latour). Un collectif est quant à lui un agencement stabilisé d'individus. Une personne morale, une institution. Il faut mettre à plat la société, il y a discontinuité entre les individus, le collectif et les collectifs de la société, mais il n'y a pas de rapports de transcendance entre eux, il n'y a que des agencements de collectifs humains et non humains. L'État lui-même constitue un réseau de collectifs stabilisés dont la nature dépend des rapports (de transcendance ou d'immanence) qu'il entretient avec les autres collectifs. Ensuite il faut cesser d'opposer équité et efficacité en économie. L'équité n'est pas de l'ordre de la société et l'efficacité de l'ordre de l'économie. Elles appartiennent à un même ordre social qui les articule. Un ordre social qui distribue d'une certaine manière, égale ou inégale, diffuse ou concentrée, les puissances de production et de consommation.

Arezki Derguini

Notes

[1] Dominique Méda : « Elle bouleverse la hiérarchie sociale des métiers. Des métiers qui apparaissaient dévalorisés, à faible reconnaissance sociale comme les caissières, les aides-soignantes, les aides à domicile, en gros les métiers du care et de la vente apparaissent aujourd'hui comme le comble de l'utilité, comme les métiers les plus importants. Une grande partie des métiers essentiels et en première ligne – pas tous bien sûr, car les médecins, les techniciens, les cadres le sont aussi –, mais une grande partie des métiers qui sont en première ligne sont des métiers classiquement peu considérés, occupés majoritairement par des femmes et sous rémunérés ». <https://travailleraufutur.fr/dominique-medea-la-crise-du-covid-19-bouleverse-la-hierarchie-sociale-des-metiers/>

[2] A. Benachenhou, L'Algérie, sortir de la crise. Alger 2015.

[3] Voir notre article la tragédie de la propriété privée. Le Quotidien d'Oran du 06/02/2020

[4] Nos riches font de même, mais ne reviennent pas. C'est là toute la différence.

[5] On aura compris que je n'entends pas par ce terme ce qui est généralement entendu dans la littérature mondiale, mais dans le sens qui garantit une activité, non pas comme un revenu issu de la redistribution, mais de la distribution de l'activité. Voir l'opposition de nous établirsons entre le philosophe anglais John Locke (1632-1704) et celle du philosophe allemand Johann Gottlieb Fichte (1762-1814) dans notre article la tragédie de la propriété privée. Cit. op.

[6] Voir les débats sur l'aide internationale en Afrique.

[7] La polarisation du marché du travail et la multiplication des services à la personne dessinent une telle configuration sociale. Ce que les partisans du revenu inconditionnel de base ne prennent pas en considération c'est le rétrécissement de la base sociale de la production qui est à l'origine de la concentration du pouvoir d'achat que le revenu inconditionnel de base vise à corriger. Le revenu universel de base est un enfant imaginaire de l'État providence qui le délite. Il occupera l'attention tel un rêve de la société salariale, mais ne sera pas un remède. Il ne traite qu'un symptôme.

[8] L'économie politique classique a séparé l'économie des bourgeois de la politique du monarque. Elle a rendu l'économie aux « bourgeois ». Nous ne sommes dans ce cas de figure que par la grâce de l'Etat importé et de sa transcendance.

DU BLE D'AR



Paris : Akram Belkaïd

[Note : Si vous cherchez des conseils pratiques pour faire face à une infection par le virus, allez directement en fin de texte]

● Jour 1

J'y suis. Ou presque. Après la conjonctivite, la respiration qui sifflait et grattouillait depuis quelques jours s'est transformée en toux sèche, insistante. Pas de fièvre. Mais je sens que je vais y avoir droit. Journée habituelle. Télétravailler. Relayer toutes les créations humoristiques autour du virus. Fulminer contre la porte-parole du gouvernement qui explique que les masques sont inutiles parce que l'on ne serait pas capable de les mettre correctement. Comment peut-on proférer pareilles âneries ? Pauvre aghioula, incarnation physique du mensonge et de la com'.

● Jour 2

38,4 au réveil. J'y suis vraiment. Appeler le médecin, c'est l'instruction donnée par les sites officiels. Je me déplace au cabinet. Heureusement, j'ai un masque chirurgical. Je croise des abrutis qui font leur footing, soufflant comme des veaux, balançant leurs miasmes à tout va. Je n'ai pas l'énergie pour les insulter. Chez le docteur, vérifications d'usage. La fréquence cardiaque, le taux d'oxygène, tension. On m'inscrit dans la base de surveillance Covidom qui prendra de mes nouvelles. En attendant, repos et paracétamol. Pas de test. Pas de masques. Pénurie. Bravo Macron.

Il faut attendre, se reposer et, surtout, espérer que l'état respiratoire ne se dégrade pas. Si c'est le cas, appeler le SAMU (le 15). A la pharmacie, regard mi-inquiet, mi-bienveillant de l'apothicaire. C'est fou comme on apprend vite à décoder les mimiques derrières les masques... Nous fabriquons aussi du gel, me dit-elle. La vente de paracétamol est limitée à une boîte mais j'ai une ordonnance qui me permet d'en acheter deux. La semaine dernière, les Parisiens qui ont quitté la capitale avant le confinement en ont acheté par dizaines... Retour à la maison. Il faut organiser la quarantaine dans le confinement. Plaisanter, parce qu'il le faut bien. Télétravailler un peu. Dormir. S'éveiller, brûlant, à l'heure où les médecins sont applaudis. Pas de force pour se joindre au mouvement. Paracétamol, vitamine C.

En soirée, j'informe quelques ami.e.s. Du Valais, je reçois ces recommandations d'un immunologue via une vaillante infirmière : « Une dose standard de 25 mcg (1 000 UI) de vitamine D3 par jour. Et je recommande au moins 3000 milligrammes (ou plus) de vitamine C par jour, en doses fractionnées. Et très important : prise de 15 mg de zinc par jour sous forme de composé facilement assimilable (citrate/gluconate). La vitamine C favorise clairement à haute dose la fabrication des globules blancs. Les effets sont excellents. Pas d'ibuprofène, rester tranquille et prendre du paracétamol. » Je repense à Jean-Michel Apathie, ce rien absolu, spécialiste de tout, évoquant une simple « grippette ». Je repense aussi à l'infect Yves Calvi et ses mots prononcés alors que la crise frappait déjà : « J'veais choquer tout le monde en disant ça mais la pleurniche permanente hospitalière fait qu'on est en permanence au chevet de notre hôpital ». Pauvres mecs. Inutiles mais ô combien malfaits.

● Jour 3

Une sale nuit. 39,7 de fièvre, voire plus. Des cauchemars en pagaille. Des pensées incohérentes. Au réveil, la température a un peu baissé mais j'ai l'impression d'avoir été rossé par plusieurs gourdins. Je remplis mon questionnaire de santé-Covidom. Je me demande à quoi cela peut bien servir mais sait-on jamais. Une petite voix moqueuse me dit que cela servira un jour à repérer les malades et à les parquer dans les catacombes ou dans un stade...

En tous les cas, dans ce torrent d'informations sur la pandémie, quelque chose manque : des indications sur la maladie elle-même. On parle beaucoup des symptômes mais il n'y a pas grand-chose sur le moment où tout se déclenche, sur le pendant et sur l'après. J'aimerais bien savoir combien de temps la toux peut durer. J'aimerais bien savoir combien de temps la fièvre peut durer. Surtout, j'aimerais bien savoir s'il y a un moment particulier où cet étrange et inhabituel état grippal peut dégénérer en problèmes respiratoires graves.

Autre chose, on me demande de rester chez moi. D'accord. Je sais que je suis malade (enfin, c'est probable à 90% faute d'avoir été testé) donc il ne faut contaminer personne. Mais comment faire chez soi ? Je suis un privilégié, une amie médecin m'a donné quelques masques. Sans elle, comment aurais-je fait pour protéger les miens ? Ce gouvernement qui affirme que les masques ne servent à rien m'écoûte et m'inspire un mépris absolu. Pas de gel, pas de masques, pas de gants, pas de tests (quoique certains députés, ministres, personnalités du showbiz et grands patrons ont pu y avoir droit, eux...), certains ne présentant pourtant que des « symptômes légers », pas de chloro-machin chose. Au-delà du fait d'annoncer « restez chez vous », quelle est donc sa stratégie ? En a-t-il une, d'ailleurs ? Je suis certain que toute cette engeance ne pense qu'à une chose : les effets de la pandémie sur l'élection présidentielle de 2022.

Journal d'un «Covidé», patient parmi tant d'autres



Je reçois ce message qui me fait chaud au cœur : « Bats toi carrément et pulvérise ce virus. J'ai lu deux heures sur lui ce matin. Tu fais clairement partie de ceux qui s'en sortent. Courage ». Cela n'a l'air de rien, mais voilà qui redonne le moral même si une soudaine quinte de toux rappelle que cette saloperie est toujours là.

● Jour 4

La fièvre persiste. La toux aussi. Des hauts mais beaucoup de bas... Parfois, j'ai l'impression de tournoyer vers les abysses. Sur Facebook, je trouve un petit groupe de covidés. Echange d'infos, d'astuces. Cela fait du bien. J'y apprends que j'en ai encore pour un moment. Que la période Jour5-Jour10 est assez délicate. On verra bien.

A la maison, j'organise comme je peux le périmètre de sécurité. Se laver les mains à chaque fois qu'on se lève. Porter un masque. Ouvrir et fermer les portes des toilettes et de la salle de bain par le haut, là où aucune autre main n'aura l'idée de se poser. Tout désinfecter après son passage. User et abuser du vinaigre blanc, couplé à du savon liquide, plutôt que de la javel car cette dernière peut aggraver les difficultés respiratoires qui sont mon obsession du moment. Se sentir dans la peau d'un « souillant ». J'en plaisante. Quand je me lève, je fais un bruit de crêcelle, mais cela ne plaît guère. Même malade, je ne rencontre aucune indulgence pour mon humour.

Je viens de lire que la République Tchèque a volé des masques et des appareils de réanimation à l'Italie. Et on ne l'a su que parce qu'il y a eu dénonciation sinon l'affaire serait restée secrète. L'Union européenne, me dites-vous ? Je pense que cette crise va remettre beaucoup de choses en question. Le diktat de la Commission sur les affaires économiques et budgétaires ne pourra pas se maintenir ou alors les gens sortiront dans la rue pour tout casser.

Gérard Darmanin, ministre des cadeaux fiscaux pour les plus riches et les multinationales, promet aux personnels de santé que leurs heures supplémentaires leur seront payées. Quelle générosité...

Hier, j'ai poussé un coup de gueule sur les réseaux. Toutes ces injonctions « à faire », à consommer du culturel, à lire, à écouter, m'insupportent. A l'opposé, j'apprécie la manière dont nous travaillons au Diplo. En silence, en réseau, sans agiter autre mesure. Des Bénédictins...

● Jour 5

L'Aube. En nage. Et voici venu l'autre grand symptôme de cette cochonnerie : perte de goût (agueusie) et d'odorat (anosmie). Bon, pas grave puisque de toutes les façons pas d'appétit. La fièvre est résumée par une chanson de Claude François : ça s'en va et ça revient. Aucune nouvelle, par contre, de Covidom, cette jen-fourrière destinée à remplir le vide et l'incapacité des autorités à bien gérer cette épidémie. La com'. Toujours et encore. Le questionnaire à remplir deux fois par jour en dit long... Je ne pense pas que tout le monde soit capable de prendre seul sa fréquence cardiaque, encore moins sa fréquence respiratoire et, cerise sur le gâteau, le questionnaire demande même si on possède chez soi un saturemêtre. Un saturemêtre, rien que ça... La start-up nation de l'autre, c'est peut-être ça. Du matériel médical chez tout le monde, aux frais des intéressés. Et même, pourquoi pas, du matériel de réanimation...

Dans le même questionnaire on me demande ensuite si j'ai eu des frissons, un malaise et si je suis toujours capable de supporter le confinement. Une fois fini, ça mouline. Puis on me dit que quelqu'un va prendre contact avec moi (jamais, en ce qui me concerne) et qu'il faut appeler le 15 si ça ne va pas. Ah ouais, j'savais pas...

Quand le jour décline, quelque chose d'indéfinissable s'installe chez le malade, qu'il soit chez lui ou à l'hôpital. Ce moment de silence progressif, où les couloirs se vident. C'est l'heure où les nourrissons pleurent, où un sentiment d'oppression s'installe dans les établissements pour personnes âgées. Comme tous les jours, je m'endors quand vient le temps de la nuit et m'éveille aux applaudissements qui fusent dans la rue en soutien au personnel médical. Je suis trop faible pour aller sur le balcon mais j'espère bien pouvoir sortir bientôt pour crier, non pour hurler, du fric pour l'hôpital public. Il faut que vous sachiez qu'en face de chez moi, un peu décalée, il y a une clinique privée. L'endroit, machine à cash, est depuis longtemps une nuisance sonore pour tout le quartier. Traite-t-il des malades du Covid-19 ? Y pratique-t-on les tests de dépistage pour fortunés anxieux ? A quoi bon se poser ces questions. Comme on dit chez moi. Ils ont. Qu'ils aient plus.

Sinon, grande décision. Pour faire écho à quelques émulations fraternelles, j'ai décidé de laisser pousser la moustache qui ne partira qu'une fois débarrassé de cette saloperie. Me voyant, d'assez loin, un post-boutonneux ose me lancer : « Yosoy Pablo Emilio Escobar Gaviria ! Plata o plomo ? » Le respect se perd... Suite en page 8

Journal d'un «Covidé», patient parmi tant d'autres

Suite de la page 7

● Jour 6

A l'âge de huit ans, une rougeole m'a sérieusement mis à mal. Plusieurs jours d'une fièvre intense, des parents qui veillent et se relaient pour changer le linge posé sur le front, des cauchemars, des cris, le délire, les draps trempés, un monde nocturne peuplé de monstres et de formes inconnues, puis une longue convalescence où, peu vaillant pour lire, la radio (transistor à longues ondes) fut ma compagne du réveil au coucher. Radio Chaine III. Emissions culinaires, sportives, culturelles, journaux d'information résument l'activité du président Boumediène mais aussi bonne musique (Santana, Pink Floyd, Bob Dylan, Joan Baez : respect pour les programmeurs de l'époque) et pièces de théâtres radio-phoniques. C'est ainsi que je suis entré dans la secte mondiale des auditeurs, celles et ceux qui peuvent se passer de télévision pendant des mois, voire des années, mais jamais de radio. De cette période, je garde le souvenir de ma première sortie dans le jardin, installé au pied d'un oranger en fleur. Un moment béni. Avant cela, il y eut tout de même ces pieds qui se dérobent au premier lever et la chute.

La rougeole... Vous comprendrez pourquoi j'enrage quand je croise des trentenaires qui m'expliquent, avec la suffisance des idiots, qu'ils refusent de vacciner leurs gamins contre cette saloperie. « Je ne suis pas médecin, mais il me semble que... » : Bah oui, ducon, tu n'es pas médecin. Vaccine tes gosses et ferme-la ! Les postures à défaut du savoir : c'est ainsi que l'on prépare les catastrophes.

Ce virus impose une bagarre difficile. Il est vicieux. Il feint d'avoir perdu la partie et vous réattaqué au moment où on pense qu'il a eu son compte. Si au moins je disposais d'un descriptif sérieux de cette saloperie. Mais rien. Lavez-vous les mains et ne sortez pas...

En attendant, les motifs de se mettre en colère ne manquent pas. Il suffit de regarder les informations ou d'écouter la radio et l'on se sent soudain submergé par la bêtise humaine. Tiens, aujourd'hui, Emmanuel Macron portait un masque, ce même masque qui manque cruellement aux professionnels de santé... L'image suffit d'elle-même. Lui a droit un masque FFP2, les autres ont un simple masque chirurgical. Tout est dit. Toujours, toujours se méfier d'un civil qui n'a jamais porté l'uniforme de sa vie, qui tiré au flanc pour ne pas faire son service militaire et qui, soudain, se pose en chef de guerre. J'aimerais bien que l'ânesse qui sert de porte-parole au gouvernement m'explique pourquoi le président portait un masque alors qu'il n'est pas malade. Les journalistes politiques la poseront-elle, cette question, ou préféreront-ils pondre de longs édits sur « le ton déterminé du président » ?

● Jour 7

Des quintes qui durent des dizaines de minutes. Incapable de faire quoi que ce soit, je participe, symboliquement à la deuxième partie de la réunion titres du journal. Et je m'endors aussi sec... J'attends la seconde vague puisque tout le monde me la prédit.

Parmi les questions qu'il faudra poser devant les instances judiciaires compétentes : pourquoi ce manque de masques ? De gants, de gel et de tests ? Mais aussi qui a décidé de maintenir le premier tour des élections municipales et pourquoi ? Et qui a autorisé la tenue du match Lyon - Juventus ? Dans le premier cas, on sait déjà que nombre d'assesseurs ont été contaminés. Dans le second, silence radio mais vu le chaos italien, qui peut jurer que des contaminations n'ont pas eu lieu pendant et en marge de cette rencontre ?

J'ai laissé tomber Covidom, « l'application développée en un temps record pour lutter contre le virus », me dit un titre de la presse. Lutter... Toz !... Pas un seul appel, pas un seul message, pas un seul conseil concret sur la manière de lutter contre la maladie...

● Jour 8

Attendre l'aube. Attendre le chant des oiseaux. Attendre les premiers bruits de la rue (confinement ou pas, il y en a toujours). Attendre les signes de vie. Et pouvoir alors s'endormir. La forte fièvre est de retour. Passage obligé me dit-on ici et là. La toux ne lâche rien. Principales activités du jour : dormir et transpirer.

Je m'interroge. Pourquoi, le vendredi 6 mars, d'un théâtre où il venait de passer la soirée, Emmanuel Macron a-t-il encouragé les Françaises et les Français à continuer de sortir ? Je ne peux pas croire qu'il s'agisse d'inconscience ou d'ignorance. Cela faisait au moins six jours que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait clairement tiré la sonnette d'alarme. Alors quoi ? J'ai une théorie qui mériterait enquête pour peu que les intéressés acceptent de dire un jour la vérité. Je suis persuadé que le gouvernement français a opté d'abord, sans toutefois le dire de manière explicite, pour l'immunité de masse. En gros, on fait en sorte que le virus circule le plus vite possible et, au bout d'un moment, la population étant en grande partie infectée, sa virulence devient moins grande. C'est le calcul fait aussi par le premier ministre britannique Boris Johnson avant qu'il ne décide de faire machine arrière. Le choix de l'immunité de masse, rendu caduc par la léthalité du virus, expliquerait clairement le peu d'intérêt pour la question des masques.

● Jour 9

Seconde vague. Oppression, faiblesse totale. Ce virus est un vrai vicelard... Il provoque des migraines qui, en temps habituel, ne disparaissent qu'avec de l'ibuprofène. Lequel est déconseillé, on ne le dira jamais assez. Bien sûr, ces choses n'ont pas d'intelligence. Mais la manière dont il attaque l'organisme - j'ai lu qu'il avançait masqué - est assez impressionnante.

La grande affaire du jour est le premier ministre français qui affirme qu'il ne « laissera personne dire » que le gouvernement a tardé à prendre les mesures de confinement. Ben si, mon gars, on va le dire, le redire, te le dire et te le redire. On ne va pas cesser de le répéter : le gouvernement d'Edouard Philippe a tardé à prendre la mesure de la gravité de l'épidémie, a exposé des dizaines de milliers de personnes inutilement en leur demandant d'aller voter et a tardé à prendre les mesures de confinement. Voilà c'est dit. Tu vas faire quoi, monsieur le premier ministre ? Faire tirer au LBD ? Poursuivre pour crime de lèse-ministre ?

Depuis le début de la crise sanitaire, je suis saisi par l'allégeance au pouvoir de nombreux éditocrates français. Bien sûr, on savait que ces spécialistes de la réputation n'avaient guère de courage, sauf à stigmatiser les plus faibles et celles et ceux qui peinent à faire entendre leur voix, mais là, cet aplati-ventrisme est saisissant. Il leur faut absolument sauver le gouvernement Macron. Et la technique d'évitement est toujours la même. On ne parle pas des vrais scandales (absence de masques, de respirateurs), on focalise sur une polémique stérile (l'affaire de la Chloroquine et de la rivalité entre pontes parisiens et le marseillais Raoult) et, au détour d'une pseudo critique on accorde quitus au gouvernement (ah, cet abruti européeniste qui fait la comparaison entre Churchill et Macron...). De France Inter à BFM, c'est le même verrouillage insidieux, le même refus de porter le fer dans la plaie. Ah que la retenue a bon dos... Le grand problème de ces gens, c'est qu'ils écrivent leurs papiers en pensant d'abord à leurs sources, à l'objet de leur intérêt. Erreur inacceptable en matière de journalisme. Mais, on le sait, les maîtres des éléments de langage veillent au grain et recadrent au besoin.

● Jour 10

Les messages de soutien me sont précieux. Poèmes lus. Extraits vocaux. Vidéos humoristiques. Montages comiques. J'admire cette capacité à faire rire les autres quand tant de malheurs s'abattent sur l'humanité. Bien sûr, cela demeure un privilège. Depuis le début de cette pandémie, il ne se passe pas un jour sans que je pense concrètement aux Palestiniens, notamment ceux enfermés dans la bande de Gaza ou dans les camps du Liban, de Jordanie ou de Syrie. Je pense aussi au peuple syrien. Un ami de Lataquié avec qui j'ai gardé le contact depuis 2011, malgré nombres de divergences, me dit que le paracétamol est un bien rare, que les gens n'ont aucune idée des ravages que le virus peut infliger. La propagande du régime de Damas laisse entendre que la situation est sous contrôle. C'est l'apanage des dictatures que de prétendre que tout est maîtrisé jusqu'au moment où rien ne peut masquer les preuves de la catastrophe.

En Algérie, le régime en profite pour démultiplier la répression. Le Hirak étant suspendu - décision ô combien mature et courageuse des Algériennes et des Algériens -, les dirigeants de l'ombre prennent leur revanche. Karim Tabbou ne sortira pas de prison, jugé par surprise en l'absence de ses avocats. Khaled Drareni, journaliste, modèle de professionnalisme, est désormais en prison. Tout ça alors que le pays est peu préparé à l'épidémie. Des méthodes de voyous.

En Algérie encore, un clown n'ayant aucune formation médicale prétend avoir trouvé le vaccin contre le virus. C'est la deuxième fois en quelques années que le pays est confronté à ce genre de charlot (le précédent jurait avoir trouvé un remède contre le diabète). Qu'un tel taré - qui se dit descendant du Prophète (!!!) - puisse passer sur les plateaux des télévisions privées (vecteurs de tant d'inconséquences et d'obscurantisme) me saisit. Comment a-t-on pu en arriver là ? Et ce type est même reçu à l'Institut Pasteur d'Alger... Et le pire, c'est que des gens croient en lui, le défendant bec et ongles sur les réseaux sociaux... Voilà ce qui arrive quand on mine le système éducatif, quand on laisse des charlatans dispenser le savoir académique. Un jour, un « savant » algérien prétendra avoir la preuve que la terre est plate et des milliers de ses compatriotes réclameront le Nobel de physique pour lui...

● Jour 11

Le Covid-19 amène avec lui des petits copains qui profitent de la situation. Des bactéries opportunistes. Résultat, il me faut des antibiotiques en renfort. La fièvre persiste. La fatigue dicte sa loi. Et le Nutella a un goût de pneu brûlé et je n'ose pas vous dire ce que sent l'Ovomaltine. Parfois des odeurs fantômes m'assaillent. Comme celle de la tchakhtchoukha, par exemple. Ou du couscous ou d'un Osso bucco. On me dit qu'il faut absolument entretenir le souvenir des goûts et des arômes. Que c'est ainsi qu'on les reconstitue, qu'on les récupère. Je veux bien. Parce que le pneu brûlé, c'est un peu la fin du monde. Remarque, on y est peut-être...

Je suis attentif aux travaux d'une conceur qui compile les chiffres de décès dans les Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Ce qu'elle décrit dans ses posts déchire la poitrine. Chaque jour apporte son lot de colères et de peines. Je crains, qu'à la fin, les secondes ne submergent tout.

Je reçois aussi nombre de témoignages d'amies et amis soignants s'étant dévoués pour travailler dans des unités Covid. Tous les jours, elles et ils font face aux insuffisances en termes de matériel, comme par exemple le manque de survêtements ou de masques. On leur demande d'emmener le tout et de le laver à la maison. Je crains le pire... Et dire que ces héros ont été gazés et tabassés par les forces de l'ordre parce qu'ils réclamaient plus de moyens pour pouvoir accomplir sérieusement leur travail. Ce sont ces gens dévoués, n'en déplaise à Calvi le kavi, à qui le gouvernement a intimé l'ordre de s'effacer devant des « bed manager », autrement dit des gestionnaires de lit d'hôpital, ce lieu essentiel étant ainsi transformé en vulgaire ressource marchandise. Maudits soient les concepteurs de ces théories farfelues. Maudits soient les politiques qui les mettent en application. Le sous-développement au Sud de la Méditerranée, je connais. J'y suis habitué. Je suis né dedans. Mais la France ? Sixième puissance économique mondiale, dotée de l'arme atomique, membre du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Voilà où ce pays en est arrivé : le sous-développement... Merci l'austérité budgétaire imposée par l'euro, merci les cadeaux fiscaux, merci la révision générale des politiques publiques (RGPP). Prenons ici un pari : pour l'heure, les néolibéraux font profil bas. Mais dans quelques semaines, on les entendra de nouveau expliquer que c'est parce que les réformes ne sont pas allées suffisamment loin. Il appartiendra alors à chacun d'agir ou de continuer à subir.

● Jour 12

C'était à la sortie du collège sur les hauteurs d'Alger. J'étais en cinquième. Dès midi, la rumeur avait couru que deux élèves de Troisième allaient se battre. Impossible de rater ça. D'un côté, F., voyou, copieur, malhonnête et pilleur de cartables. De l'autre, O. Élève discret, plutôt solitaire. La raison du litige ? Le vol d'une calculatrice finalement rendue mais endommagée. La bagarre commence. Très vite, O. a le dessus. Crochets, esquives. F. est à terre. O. hésite puis s'éloigne sous les hourras. F. se lève, ramasse de gros cailloux (des blocks, disions-nous alors). L'un d'eux atteint O. à l'arrière du crâne. Le sang coule. O. ne se démonte pas. Il fonce sur F. Balayage, l'autre est sol, supplie que cela s'arrête. Victoire totale d'O. Quelques jours plus tard, dans la cohue de l'ouverture du portail, O. ressent une douleur à la nuque. F. vient de le larder d'un coup de compas. Alors, sous nos yeux égarés, O. que nul bras modérateur ne peut retenir, se jette sur le surveillant, lui casse d'une clé un bras puis, d'une autre, le second. Une leçon. Voilà la seule manière de traiter le Covid-19.

Je commence à aller mieux mais la bagarre continue. Ce virus est une saloperie qui ne fait aucun cadeau. Il impose un combat de rue où le danger vient de partout, à n'importe quel moment. Si je m'en débarrasse, je promets de ne plus manger de carpaccio de pangolin ni de soupe de chauve-souris. Et j'essaierai même de ne plus dire du mal du quinoa. Plus sérieusement : soyez prudents. Restez chez vous. Et si vous devez sortir, soyez masqués, gantés, n'écoutez pas celles et ceux qui affirment que les masques ne servent à rien. Ces gens sont des menteurs. Des criminels. Enfin, ayez en tête une chose que l'on ne répète pas assez : le plus tard vous contracterez ce virus, et le mieux ce sera pour vous car plus les jours passent et plus la médecine avance.

Akram Belkaïd

● Conseils pratiques

(qui ne dispensent absolument pas de consulter, une ou plusieurs fois, un médecin) :

- En attendant que soit trouvé un traitement consensuel, et surtout définitif, contre le Covid-19 :
- Pour s'aider et lutter contre la fièvre, du Paracétamol (maximum 3 grammes par jour). Pour doper son système immunitaire : vitamine C fractionnée, jusqu'à 4 grammes par jour (le mieux est de ne pas dépasser les 3 grammes par jour), vitamine D3 et zinc.
- A cela, on peut ajouter des infusions au thym et/ou à l'origan.
- Boire, boire, et boire encore. Du chaud, de préférence.
- Faire des inhalations d'eau bouillante (aucun intérêt si l'eau n'est pas à forte température). L'eau seule suffit, si vous avez des feuilles d'eucalyptus, c'est un plus. Par contre, éviter les huiles essentielles dont on ne connaît pas l'effet sur les poumons.
- Pas d'Ibuprofène ni d'aspirine.
- Lavage de mains systématique, plusieurs fois dans la journée.
- Manger et dormir. Point.
- Pas d'alcool.
- Pas de tabac.
- Pas de zetla ni de cachiyattes.
- Essayer de voir un docteur vers le dixième jour pour vérifier qu'il n'y a pas eu d'infection opportuniste dans les poumons (ou ailleurs).

L'Algérie et l'après-pandémie coronavirus

Prise de court par la pandémie du coronavirus, la « cigale Algérie » habituée et formatée par « ses » dirigeants à « chanter » et « festoyer », se retrouvera dans la difficulté, faut-il le craindre et le déplorer. Cet héritage est celui laissé par ces décideurs et gouvernants pilotant à vue, au lieu de faire preuve de rigueur et de rationalité dans la gestion des richesses du pays. Ils ont plutôt bradé et gaspillé les deniers publics en s'acoquinant avec le monde des affaires sciemment encouragé à devenir prospère.

Par Abdelkader KHELIL*

Comme par un mauvais « alignement des planètes », l'Algérie est frappée de plein fouet par une situation aussi inédite que critique. Cette situation complexe et difficile à surmonter résulte à la fois, de la chute des cours du pétrole et du gaz, mais aussi et surtout, de cet héritage malsain fait de politiques basées sur l'imprévision et l'absence de stratégie. Pour couronner le tout, s'ajoute à cela le coronavirus. Alors que fâché depuis belle lurette avec la valeur du travail productif, de la rigueur et du souci de défendre le bien commun et le bien-être de notre société, notre pays n'a pris aucune mesure anticipatrice pour surmonter les épreuves. Aucun de nos grands décideurs et gouvernants n'a songé à placer une partie des gains accumulés ces 20 dernières années dans des activités productives génératrices de richesses et d'emplois. C'est pourquoi il n'est point besoin d'être devin pour dire, que notre pays aura à vivre des moments difficiles, lorsque ne restera derrière lui que le souvenir du passage destructeur du Covid-19, que la science, la recherche et la volonté des pays riches ou même des pays pauvres comme Cuba, finiront bien par vaincre à terme.

QUAND LA BONNE GOUVERNANCE FAIT DÉFAUT

Dans tout ce qui nous arrive, il faut dire que l'État a négligé pour ne pas dire détruit scientifiquement tous les instruments essentiels concourant à la bonne gouvernance. Il s'agit notamment : de la Démocratie, du respect des avis et de l'expertise, des systèmes avérés de planification, du recours à la statistique et à la prospective dans le cadre d'une stratégie globale mises en veilleuse par l'équipe néolibérale de l'ère Bendjedid. Les dégâts ont été fortement accélérés durant l'ère du « bouteflikisme » marquée par des esprits vaniteux et arrogants, du : « Je sais tout, sur tout ». Pas besoin pour eux les adeptes des thèses du FMI et de la Banque mondiale, d'éclairer et baliser la voie du développement de leur peuple et de leur pays. Ces ministres « coopérants » ne pouvaient pas faire confiance en leurs cadres et notamment, ceux encore intègres et proches des intérêts de leur pays. C'est pourquoi, ils furent écartés des centres de décision.

Avec une manne colossale de près de 1.500 Milliards de dollars US, le président déchu aurait pu se comporter en « bon père de famille », s'il avait réellement « gouverné » et recherché le bien-être de « son » peuple et s'il était animé par cette volonté de préparer l'avenir des générations futures, en utilisant à bon escient cette manne financière. Au lieu de cela, il ne s'est contenté que de nous vendre une feuille de route appelée pompeusement « programme du président » ce « fourre-tout » qui dans la réalité, n'était qu'un simple agrégat d'actions disparates, sans cohérence et surtout, sans lien avec l'économie des activités productives. Elle était sans cap ni horizon stratégiques et avait pour but de permettre l'installation d'une oligarchie sans foi ni loi. Ces oligarques aux dents longues, attirés par une « relance économique » dominée par la prédation des terres agricoles à fortes potentialités, par le bitume, le béton et la promotion immobilière de la « issaba », dans un contexte émaillé de scandales de corruption à répétition.

Les effets collatéraux ont été surtout : un arrêt de toute velléité de développement autonome de notre économie, un manque flagrant de lisibilité et une perte de confiance pour nos partenaires. Surtout les véritables acteurs nationaux de l'économie productive qu'on a délibérément isolés, éliminés et broyés par l'émergence de l'économie de bazar que certains oligarques ont voulu nous « vendre » comme le « véritable moteur » et le levier du

développement, du bien-être et de la croissance. Plus grave encore ! À défaut de créer des emplois productifs durables, on a laissé mourir des jeunes par milliers dans le ventre de la Mer Méditerranée qui consigne dans ses fonds marins, l'Histoire de l'échec d'une Algérie, pourtant relativement riche et détenant de nombreux atouts n'eût été la politique de rapine et de prédation instituée en système.

Comme ils ont négligé et mis une croix sur d'autres milliers de cadres aux compétences avérées, forcés à l'exil et dont bon nombre d'entre eux, sont employés dans de grandes universités et centres de recherches, comme professeurs et chercheurs, mais aussi ingénieurs et technologues dans des bureaux d'études et des grands groupes où leurs expertises sont fortement recherchées. N'est-ce pas aussi que c'est dans le « royaume » de « fakhamatouhou », qu'un de ses courtisans, de surcroît ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique avait osé déclarer de façon intempestive que : « l'Algérie n'avait nul besoin d'avoir de prix Nobel » ?

Eh, oui ! Ainsi pensent les « canassons » qui n'arrivent pas à se défaire de leurs « littières », après avoir chassé les étalons à grands coups de sabots par traîtrise, pour rester seuls dans la quiétude de leurs pitoyables « écuries » de la régression. Dans tout cela, le souci premier du président déchu qui se soignait en France et en Suisse, était la réalisation de la grande mosquée d'Alger, la troisième au monde avait-il exigé et celle au minaret le plus haut possible. Tout cela, pour ne glorifier que sa seule postérité, sans songer à aucun moment à impliquer nos grandes entreprises publiques et nos artisans dans ce grand « projet pharaonique ». N'aurait-il pas été opportun de faire de cette méga-mosquée, un pôle d'excellence ouvert à l'entre-aide médicale internationale, dès lors qu'il dispose de tous les atouts et commodités nécessaires ? N'est-ce pas là aussi, une belle manière de restaurer l'image d'un pays totalement inscrit dans les principes d'un Islam tolérant, ouvert à la solidarité entre les peuples ?

Pour ne prendre que l'exemple du secteur de la santé sur lequel tous les phares sont actuellement braqués, nos médecins en exil participent à la lutte contre les « déserts médicaux » français, à défaut de n'avoir pas pu disposer des conditions idoines pour l'exercice de leurs spécialités dans les établissements hospitaliers algériens, gérés de façon lamentable et avec une incompétence crasse. Cette situation ne touche pas que nos régions les plus reculées des Hauts Plateaux et du Sud qui souffrent au quotidien, le calvaire de l'indigence sanitaire et de bien d'autres frustrations à caractère socio-économique. Oui ! Ils n'auraient certainement pas été de trop en ces moments difficiles, aux côtés de ce corps médical et para médical courageux et animé d'une volonté de fer qui, au risque de sa vie, mène vaillamment sans répit et en dépit de toutes les insuffisances observées, un combat sans merci pour sauver des vies, même s'il faut souligner que certains énergumènes inconscients ne lui facilitent pas la tâche, passant outre les mesures prises de confinement et qu'il faudra bien sanctionner sévèrement pour leur incivilité et la mise en danger de la vie d'autrui.

Cette communauté savante de l'engagement du cœur qui accomplit son devoir avec courage et abnégation, mérite bien toute notre reconnaissance et notre soutien moral et matériel. Elle mérite largement les félicitations qui lui ont été adressées dernièrement par le Président de la République.

Quand on voit cela, nous sommes pris par ce sentiment de regret de tout ce que nous n'avons pas su, voulu et pu faire, ou dont on nous a privés pour traverser sans grands dégâts, les situations difficiles auxquelles nous pouvons être confrontées. Mais aussi, pour faire face au moins à la crise économique qui pointe à l'horizon, lorsqu'on sait tout l'intérêt que portent nos concitoyennes et concitoyens aux valeurs humanistes de l'entre-aide et à la solidarité agissante.

QUAND LE COVID-19 STIMULE LA SOLIDARITÉ ET L'ESPRIT D'INITIATIVE

Réussir dans la vie, c'est donc être conscient de cette chose importante que chacun de nous se doit de développer, à savoir : que toute réussite passe par la croyance en soi, sans avoir besoin d'emprunter la voie de la rapiere, du détournement de la chose publique, du passe-droit, de la corruption et de toutes ses tares qui ont valu à notre pays, d'être classé dans le haut du tableau des États nuisibles pour leurs peuples. Il est certain que chacune et chacun de nous se demande ce qu'il adviendra quand nous remettrons le nez dehors, après la levée de notre confinement. Notre avenir de communauté utile et solidaire autour des valeurs vraiment humanistes, se dessine donc aujourd'hui après avoir tout d'abord tiré, tous les enseignements. Il ne faut pas que notre sortie de l'épreuve de la pandémie soit, comme de coutume, un coup pour rien.

La première leçon est que la pandémie du coronavirus a provoqué de salutaires prises de conscience chez notre jeunesse instruite et active qui s'est promis de bâtir un monde meilleur, celle qui doit être à l'avant-garde du Hirak en marquant sa disponibilité à se mettre au service du bien et en portant toujours haut le secours à autrui et à ceux qui en ont besoin. Quand les plus pessimistes parlent sur des convulsions sociales et l'inefficacité du confinement, les optimistes, très nombreux parmi la frange juvénile, ont déjà commencé à multiplier les initiatives citoyennes pour venir en aide aux professionnels de la santé, lorsque les inconséquents jouent aux dominos dans leurs quartiers populaires et se mettent en danger.

Tel est le cas par exemple de l'*« Infinity Dental Club »* ce club de jeunes dentistes dynamiques et bénévoles, mais aussi, bien d'autres associations qui collectent à l'échelle nationale du matériel médical pour les hôpitaux mal équipés. Il y a également, ces entreprises qui se mettent à produire du gel hydro alcoolique, ces micros entreprises de jeunes et ces centres de formation professionnelle qui fabriquent des masques, des bavettes, des blouses et des visières pour le corps médical et paramédical, lui qui dès les premiers jours de la pandémie se trouve en première ligne du front de résistance et de lutte pour juguler le mal.

Notre Armée Nationale Populaire n'est pas aussi en reste dans cet effort de solidarité agissante en direction d'un peuple qui ne rate aucune occasion pour exprimer comme il se doit, ses valeurs humanistes. Des remerciements doivent être adressés aux équipages de ces deux avions qui en 48 heures, ont pu ramener aux hôpitaux un premier lot d'équipements à partir de la Chine. Mais aussi, à ces policiers et à ses gendarmes qui veillent parfois sans masque au respect des mesures de confinement et aux pompiers toujours débordés, qui risquent leurs vies au contact des personnes atteintes, ainsi qu'aux agents de nettoyage qui dans des conditions pas toujours adéquates veillent eux aussi, à la propreté de nos villes et villages et à la désinfection des espaces publics ...

Les scientifiques commencent à prendre des initiatives, à l'instar de ces professeurs de l'université Moulood Mameri de Tizi-Ouzou qui se sont lancés dans la production locale de solutions hydro-alcooliques, pour parer la « petite pénurie » constatée dans le sillage de la prévention contre le coronavirus. Cette initiative est à généraliser à l'ensemble de nos universités dont les laboratoires de chimie, de médecine, de biologie et de pharmacie doivent se décarcasser pour apporter leur contribution à l'effort de solidarité nationale.

En plus de cette université, il est à mentionner les activités de l'équipe du service de Microbiologie du CHU de Tlemcen, Faculté de médecine de l'université Abou Bakr Belkaïd qui a installé elle aussi, un laboratoire de biologie moléculaire de dépistage et diagnostic du

Covid-19. À signaler que le premier essai de validation de la technique a été couronné de succès, ce lundi 6 avril 2020. Six autres universités s'apprêtent à lancer le dépistage du coronavirus, dès la réception des kits et des réactifs nécessaires, prévu au cours des très prochains jours. C'est ce qu'a souligné le Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

NE DIT-ON PAS QU'À QUELQUE CHOSE MALHEUR EST BON ?

L'entreprise nationale de l'industrie électronique (ENIE) s'est lancée dans la conception et la fabrication d'insufflateurs artificiels et de respirateurs automatiques pour faire face aux déficits des hôpitaux en équipements. Le prototype a été spécialement conçu, développé et configuré pour répondre aux besoins des patients dont les capacités respiratoires auraient été affectées des suites d'une infection virale, ce qui nécessite une assistance automatisée pour le maintien de la fonction respiratoire. De même, Le groupe public Textiles et cuirs (Getex) qui dispose de 23 unités et de 8.000 travailleurs, a lancé à travers ses unités, la fabrication de masques de protection en vue de participer à l'effort national de lutte contre la pandémie du coronavirus. Saidal le fleuron public de notre industrie pharmaceutique va aussi produire de la « chloroquine » une fois les matières premières reçues de l'étranger. Le groupe fabrique déjà des quantités importantes de gel hydroalcoolique indiqué le directeur marketing.

Ces exemples sont là pour dire, que se pose avec acuité la question de la nécessaire réhabilitation et transformations structurelles du secteur public que les politiques anciennes ont démantelé et désarmé au profit du système de « l'import-import », grand générateur de profits colossaux pour les oligarques et avec les ressources publiques. Le processus de ré industrialisation de notre espace économique doit être lancé à la lumière d'un bilan sérieux, afin d'augmenter la résilience économique et sociale de la population, tant du côté de la demande sociale en matière de santé, d'éducation, de formation et d'emplois, que du côté de l'offre en biens et services.

Oui ! Il faut croire que le coronavirus a quelque chose de positif. Il a remis en cause le néolibéralisme sauvage cette sangsue des peuples démunis. Après l'effacement des solidarités en Europe, les États décomposés, appliquent la fermeture drastique de leurs frontières aériennes et terrestres, même s'ils sont moins regardants sur les frontières maritimes, sachant que 90 % des échanges mondiaux passent par les océans. Pour ce qui est de la circulation des personnes, il en va autrement et il y a fort à parier que leurs frontières ne rouvriront pas de sitôt, dans un contexte de peur accrue en Occident, de vagues migratoires en provenance d'Afrique.

Quand le monde se remettra à tourner, il est attendu de nos pouvoirs publics, une « réparation » urgente des dysfonctionnements dans les services publics et particulièrement dans les domaines de la santé, de la solidarité, de l'éducation, de la Recherche ... Une fois la peur passée, il ne faut pas chercher à revenir aux positions habituelles. Cette crise sanitaire renforce un peu plus le sentiment d'impuissance que nous éprouvons face à la mondialisation et aux risques majeurs, comme la sécheresse par exemple. Tout doit changer ! L'enjeu, est de retrouver notre souveraineté, de reprendre le contrôle de notre destin, en nous inscrivant dans une politique du compte-sur-soi (nous y reviendrons dans de prochains articles). L'élan du cœur y est ! Il va falloir le nourrir et le faire grandir !

Il nous faut protéger la communauté des abeilles qui font du miel pour la « maison Algérie » en dressant un rempart infranchissable pour, ces bourdons nuisibles qui empêchent le pays d'avancer. Il nous faudra sortir de notre « complexe du colonisé » dont la virulence est supérieure à celle du COVID-19. Nos jeunes sont capables de créer pour peu qu'ils considèrent que l'esprit du Hirak mis entre parenthèses, doit prévaloir cette fois-ci, dans la réalisation du travail productif, dans l'innovation et dans la moralisation de la vie publique. Il faut finir par se convaincre que la meilleure des richesses est dans l'investissement humain. Il faut savoir que l'avenir n'est plus du côté des nations européennes vieillissantes qui ne procréaient plus. Il appartient aux pays jeunes comme le nôtre ...

* Professeur

SPA TAHLYAT MYAH MAGTAA

Siège Social : Cité Emir Abdelkader, Coopérative El Masset,
Saada, N°17, Ilot II, Oran 31000, Algérie.
Tél : +213 (0) 41.24.77.52 - Fax : +213 (0) 41.24.77.53

Avis d'Appel d'Offres Restreint National
N°001/TMM/2020

En deux (02) étapes technique et financière

La société par actions Tahlyat Myah Magtaa, par abréviation [« TMM SPA »], société au capital social de 13 155 600 000 DA, désignée ci-après par l'expression [« la Société »] lance le présent Appel d'Offres Restreint National en deux [02] étapes technique et financière pour la [« Sélection d'un Cabinet de Conseils et d'Assistance Juridique »] selon les conditions exigées dans le Dossier d'Appel d'Offres.

Important :

Le présent Appel d'Offres s'adresse exclusivement aux Cabinets de conseils nationaux exerçant en partenariat avec un Cabinet étranger spécialisé dans le domaine requis et disposant de références professionnelles pour la prise en charge d'une Procédure d'Expertise par-devant la Chambre de Commerce Internationale [« C.C.I. »] de Paris, France.

Les Soumissionnaires intéressés peuvent recevoir le Dossier d'Appel d'Offres par courriel électronique ou le retirer auprès de la Société à l'adresse suivante :

Spa Société Tahlyat Myah Magtaa
Cité Emir Abdelkader, Coopérative El Masset, Saada,
N°17, Ilot II, Oran 31000, Algérie,
Tél : +213 (0) 41.24.77.52 - Fax : +213 (0) 41.24.77.53 - Mobile : 0770982509

Le présent Appel d'Offres Restreint National est réalisé en deux [02] étapes distinctes :

- Première étape : technique ;
- Deuxième étape : financière.

Les offres techniques doivent être déposées à l'adresse indiquée ci-dessus, sous pli anonyme et scellé, avec la mention :

Appel d'Offres Restreint National N°001/TMM/2020
« Sélection d'un Cabinet de Conseils et d'Assistance Juridique »
Offre Technique « Confidential / à ne pas ouvrir »

La date limite de dépôt des offres techniques est fixée au **28 avril 2020 à 13 h 00**, toute offre technique déposée après le délai fixé, ne sera pas prise en considération. La séance d'ouverture des offres techniques est fixée le même jour, soit le **28 avril 2020 à 14 h 00** au siège social de la Société et en présence des Soumissionnaires qui désirent d'y assister.

Les Soumissionnaires ayant été retenus à l'étape technique, seront invités à soumettre leurs offres financières à la date et heure fixées par la Société.

Les Soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant une période de trente [30] jours à compter de la date d'ouverture des offres financières.

Le Directeur Général

ANEPE N° 2031100235 Le Quotidien d'Oran 09/04/2020

■ A louer Appartement grand standing dans une Maison de Maître : 3 Pièces - Cuisine - SDB - entre Protin et Choupot (ORAN) pour couple et un enfant ou sans -
Tél : 0661.21.12.31

■ A vendre un Appartement F5 plus Terrasse 175 m² à Akid Lotfi Cité Batior Bloc « GA - 4A » 7^{ème} étage - N° 29 (ORAN) - Prix après visite
Tél : 0550.27.35.33

■ A vendre Hawch de 80 m² sans dalle - Acté - situé au N° 60, Avenue St-Eugène - ORAN - Tél : 0796.98.72.71

■ Grande Villa à vendre ou à échanger à SIG contre similaire ou grand Appartement à ORAN - Sup. 252 m² - R+1 - 2 façades - des grands balcons - grand garage (4 voitures) - Actée + Livret foncier - Possibilité de transformer 3 Pièces en 3 Locaux de commerce - Contacter : 0699.62.20.33 ou le 0552.00.64.31

■ Recrutons Couturiers - Couturières - Possédons Machines à coudre résidant à : ORAN - MASCARA - TLEMCEN - SAIDA - NAAMA - Téléphonez au : 0560.47.00.22

■ Recrutons Couturiers - Couturières possédant Machines à coudre résidant à : DJELFA - BATNA - BOUIRA - BOUMERDES - MEDEA - MSILA - GHARDAIA - Téléphonez au : 0560.47.00.04 - 0560.47.00.15

Agence de Publicité Innov.com Tlemcen

N° 24, Boulevard de l'ALN (ex. Bd des 24 mètres) A proximité du jardin public El-Hartoun
Tél/fax : 043.27.25.15 Mob : 0558.617.207

Email : com.innov@yahoo.fr
Insertion de vos annonces et placards publicitaires sur les médias de votre choix.

DÉCÈS
La famille RAHMOUNE a l'immense douleur d'annoncer le décès de son cher regretté père et grand-père RAHMOUNE TAYEB survenu le vendredi 03 avril 2020. Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir le défunt en Son Vaste Paradis.



PENSÉE
Le 11/03/2020 nous a quittés notre chère mariée DEHIEL Wafaa qui a passé deux mois avec moi au mariage et aujourd'hui est le jour de souvenir du 30ème jour déjà que tu n'es plus là, mais dans nos têtes et dans nos coeurs tu es toujours présente et tu resteras toujours dans notre mémoire. Nous prions et implorons Dieu Le Miséricordieux pour son repos éternel au paradis. A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons. Ton mari BENDOUKHA Faouzi qui ne l'oubliera jamais.



CONDOLENCES
I am Ferial KHELFATI. We will never forget Mr BENMORSLI ABDELKADER We will pray for him as he prayed for us. May God give him eternal rest.



PENSÉE

Le 10 avril 2018, déjà deux ans que nous a quittés notre très chère et adorable maman TRIKI HOURIA Veuve KIDARI.

Nous aurions voulu te garder encore plus longtemps auprès de nous, combles de ton amour et guidés par ta bonté et ta sagesse. Tu vivras à jamais dans nos mémoires, nos cœurs et nos vies. Continue à nous protéger et éclairer nos chemins comme tu as toujours su le faire.

Tes enfants demandent à tous ceux qui t'ont connue et appréciée de réciter la Fatiha en ta mémoire. Que le paradis soit ton éternelle demeure.

إنا لله وإنا إليه راجعون



Trump en médiateur dans la guerre des prix du pétrole

Le président américain Donald Trump a fondé sa campagne électorale sur les performances économiques des Etats-Unis mais la pandémie devait fausser son approche parce qu'il a sous-estimé sa propagation. En dépit de son isolement du monde. Il vient de recenser près de 1.500 morts supplémentaires du nouveau coronavirus entre jeudi et vendredi dernier, selon le comptage de l'université Johns Hopkins qui fait référence, soit le pire bilan sur 24 heures enregistré dans un pays, avec 1.480 décès dénombrés entre 20h30 locales jeudi et la même heure vendredi, selon les chiffres de l'université actualisés en continu.

Par Reghis Rabah*



toute la chaîne financière d'abord américaine puis mondial.

1-UN PRIX DE PÉTROLE MOINS CHER INCITE AU STOCKAGE

Pour le businessman qui commence à ressentir le choc, il vient de se rendre compte de la gravité des conséquences économiques dont l'issue n'a pas de visibilité claire. Le ravage que le COVID-19 fait dans le monde quotidiennement a montré que la recherche reste impuissante pour en venir à bout. Au départ, on parle de symptômes de fièvre, toux, déficience respiratoire mais maintenant on l'élargit à la perte des sens du goût et de l'odorat. On annonce des pics de semaine en semaine tout en prolongeant le confinement, lequel confinement affecte l'activité économique. La Chine, la géante usine mondiale, semble maîtriser la situation de cette pandémie. Mais après un coup d'arrêt inédit en février à la production et au fonctionnement des entreprises dans le pays en raison des mesures de confinement.

Techniquement, l'indice des directeurs des achats qui sert de référence pour évaluer l'activité économique était tombé à un niveau historiquement bas à 35,7 points. En mars, le pire semble être passé. Cet indice, un peu à la surprise des analystes, s'est établi à 52 points. Sans entrer dans le détail, il faut savoir qu'un résultat au-dessus de 50 points signifie que l'activité est en expansion.

Le ralentissement de la contagion dans le pays et la levée progressive des mesures de confinement ont permis de redémarrer même au ralenti des usines, comme pour le groupe automobile français PSA. Pour autant, cette reprise de l'activité ne veut surtout pas dire que le pays a retrouvé son rythme d'avant la crise du Covid-19. Il faudra plusieurs mois, selon les analystes, pour retrouver ce niveau. D'autant que la demande intérieure qui a chuté de 20,5 % au cours des deux premiers mois de 2020 va aussi demander du temps avant de reprendre.

Pendant la période de confinement, le revenu de nombreuses personnes s'est littéralement effondré. Combien même, note de nombreux analystes, la Chine dépasserait un indice des directeurs des achats dépassant les 50 points mais pour qui vendra t-elle lorsque plus de 1/3 de la population est en confinement. Pour les compagnies pétrolières américaines, tant que la demande d'énergie reste faible, leur sort reste ficelé notamment avec leurs crédits bancaires qui seront impossibles à rembourser et mettra comme cela a été le cas en 2008 avec ceux immobiliers en difficultés

Suite en page 11

*Consultant, économiste pétrolier

Trump en médiateur dans la guerre des prix du pétrole



Suite de la page 10

2-TRUMP ÉTAIT CONTRAINT D'INTERVENIR DANS CETTE GUERRE DES PRIX MOSCOU/RIYAD

Les conseillers proches du président Donald Trump, l'orientent vers une prise de contrôle du jeune prince Mohammed Ben Salmane qui commence à leur échapper. Ainsi, le 25 mars les Etats-Unis ont nommé la pro-Rumsfeldiste Victoria Coates comme leur envoyée spéciale pour l'énergie, l'envoyant à Riyad prendre le contrôle d'Aramco que Ben Salmane, dans son excès de cécité stratégique a privatisé à hauteur de 1.5 pour cent en décembre dernier. L'intéressée a pour mission d'achever le processus de privation du peuple saoudien et partance, du trône, de leur unique source de revenu qu'est le pétrole et de s'emparer totalement d'Aramco. Pour cette approche, la guerre pétrolière que Riyad a lancée contre la Russie et qu'il est en train de perdre fera le reste. Les USA viennent en effet de décliner l'offre d'alliance que Riyad a faite à leur adresse, arguant que le sujet ne se pose même pas en ces temps de tension avec la Russie. Il y a deux jours Trump s'est entretenu avec Poutine du pétrole et de la Covid-19 et on parie que la teneur des discussions ne plairait guère à Ben Salmane. En effet, selon la Maison Blanche, la formation d'une alliance pétrolière avec l'Arabie saoudite est peut-être envisageable mais la nécessité ne se pose pas pour l'heure puisqu'il faut d'abord gérer le marché mondial du pétrole. La proposition a été donc présentée aux conseillers à la sécurité nationale de la Maison Blanche mais a été classée sans suite. L'idée d'une alternative américano-saoudienne à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, (OPEP) dont l'Arabie saoudite est le chef de facto, a été lancée sans donc être prise au sérieux, et ce, bien que Trump ait nourri les relations avec l'Arabie saoudite avec un toile de fond des centaines de milliards de dollars d'armes américaines vendues à Riyad qui a perfidement compensé les cargaisons de brut perdues de l'Iran, 2ème producteur de l'OPEP, et ce, dans la foulée des sanctions US de 2018.

3- D'ABORD LE CHAUD ET LE FROID SUITE AU TWEET DE TRUMP

Trump serait-il aller trop vite dans son Tweet «Je viens de parler à mon ami le prince héritier Mohammed ben Salmane, d'Arabie saoudite, qui a parlé avec le président Poutine.. J'espère et je m'attends à ce qu'ils réduisent d'environ dix millions de barils, et peut-être nettement plus», a-t-il ajouté, sans précisions sur la nature de cette réduction. Cela pourrait même aller jusqu'à 15 millions de barils. Bonne (excellente) nouvelle pour tout le monde!». Immédiatement après cette annonce, les cours du pétrole ont rebondi de manière spectaculaire, regagnant une partie du terrain perdu depuis le début de l'année. À Londres, le baril de Brent a repris jusqu'à 40% en séance, alors que le baril WTI a grimpé de plus 30% à New York. Avant d'abandonner près de la moitié de ces gains en l'absence de confirmation officielle en provenance de Moscou et de Riyad. Mais moins de 24 heures après, un porte-parole du Kremlin a assuré que Vladimir Poutine n'avait pas parlé au prince Mohammed ben Salmane. Et qu'aucun entretien n'était prévu entre les deux hommes. De son côté, l'Arabie saoudite a confirmé un échange entre son dirigeant et le locataire de la Maison blanche. Mais appelle simplement à une réunion «urgente» de l'OPEP+, qui regroupe l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et d'autres pays producteurs, dont la Russie. Autre élément qui incite à la prudence face aux déclarations de Donald Trump: l'ampleur de la baisse. Dix millions de barils par jour, l'unité généralement utilisée sur le marché pétrolier, représentent environ la moitié de la production cumulée de l'Arabie saoudite et de la Russie. Une contraction bien supérieure à celle qui avait été discutée lors de la dernière réunion de l'OPEP+. Et donc très improbable. A moins que les Etats-Unis ne s'atteignent également à des quotas de production, pour la première fois depuis 1970. Ou que le président américain ne parlait pas en barils par jour.

4- LE TEMPS DES GRANDES MANŒUVRES A COMMENCÉ

Après leur réunion le vendredi dernier avec les producteurs de pétrole notamment

du schiste américain qui lui recommandé de procéder à une manœuvre agressive contre l'Arabie Saoudite et la Russie pour les obliger de réduire leur production afin de soutenir les prix du brut qui les ont mis en difficultés. Ils ont même refait appel à Rick Perry, le fameux secrétaire à l'énergie qui a récemment quitté l'équipe de Trump. De part sa position offensive, les producteurs américains lui préconisent de commencer par un blocage des expéditions de brut saoudien vers les grandes raffineries du Nord. «L'idée qui gagne le plus de succès est de cibler Motiva», la plus grande raffinerie d'Amérique du Nord, a déclaré un cadre d'un producteur de schiste. En fonction des résultats obtenus par ce premier moyen de pression sur le royaume, les compagnies proposent carrément de suspendre l'aide militaire américaine à l'Arabie saoudite et d'imposer de nouvelles sanctions à l'énergie russe - ou de lever celles existantes si le Kremlin coopère. Les États-Unis ont récemment imposé des sanctions à une unité commerciale de Rosneft, la société russe d'énergie contrôlée par l'État. Le 3 avril, tard dans la soirée, on apprend par une dépêche de «RT France» que Donald Trump «était prêt à tout pour sauver l'industrie pétrolière américaine». «Si Rosneft Trading n'a rien à voir avec le Venezuela, alors les sanctions qui sont basées sur sa conduite au Venezuela ou à l'égard du Venezuela devraient être levées», a déclaré le 2 avril, en conférence de presse, le représentant spécial des Etats-Unis pour le Venezuela, Elliott Abrams. Un «deuxième responsable américain» cité par l'agence Reuters et parlant sous couvert d'anonymat a ajouté que la levée des sanctions pourrait être étendue à TNK Trading, autre filiale de Rosneft basée à Genève. Washington a en effet sanctionné entre février et mars ces deux entreprises du groupe Rosneft contrôlées par le gouvernement russe, mais dont une filiale de British Petroleum et un fond d'investissement qatari détiennent respectivement 19,75% et 18,93% du capital.

5- LES MEMBRES DE L'OPEP+ BUTENT SUR LA DISTRIBUTION DES QUOTAS

La réunion lancée en grande pompe par vidéo conférence des 23 membres de l'OPEP+ auquel devrait probablement pren-

dre part selon l'agence TASS le régulateur américain, a été reportée sans aucune date précise sinon des sources anonymes la situent pour ce jeudi 9 avril selon Reuters. L'objectif de cette réunion entre l'OPEP et ses alliées serait prêts de conclure un accord sur une baisse de production équivalant à 10% de la demande globale soit près de 10 millions de barils par jour pendant que Moscou et Ryad continuent de se rejeter la responsabilité de la chute des cours du brut. En effet, Vladimir Poutine a accusé vendredi l'Arabie saoudite d'avoir déclenché la guerre des prix, ce qui a entraîné une vive réponse de Ryad samedi. «Le ministre russe de l'Energie a été le premier à déclarer dans la presse que tous les membres de l'OPEP+ n'auraient plus à respecter leurs engagements de baisse de la production à partir du 1er avril, ce qui a incité ces pays à augmenter leur production», a déclaré le ministre saoudien de l'Energie, le prince Abdoula bin Salman, dans un communiqué diffusé par l'agence SPA. Les deux pays semblent cependant vouloir de nouveau coopérer. Le président russe a ainsi déclaré vendredi dernier qu'il était «nécessaire d'unir les efforts pour équilibrer le marché et réduire la production». Un accord «permettrait de rééquilibrer le déficit de la demande, de ramener les prix à des niveaux plus rentables et d'éviter les arrêts de production», a souligné Per Magnus Nysveen, analyste de Rystad, qui décrit une véritable «partie de poker». Il se trouve justement que le point d'achoppement est surtout «la quantité que chaque producteur sera prêt à prendre pour lui», a-t-il ajouté. Il faut reconnaître que l'incertitude entourant l'attitude des Etats-Unis complique aussi la recherche d'un accord, les membres de l'OPEP+ souhaitant que Washington contribue à la baisse de la production avec son pétrole de schiste. En définitif, combien même cette réunion aurait lieu à la date fixée soit le 9 avril et qu'un accord serait trouvé sur une ponction de 10 millions de barils/jour, les prix continueront leur yo-yo 30-40 dollars le baril au moins jusqu'au mois de septembre prochain, le temps d'éponger le stock constitué et la reprise de la demande qui se situerait aujourd'hui autour de 70 millions de barils/jour avec un surplus d'offre supérieur à 4 millions de barils/jour.

Reghis Rabah

Planète corona !

**Beaucoup de certitudes ont été balayées et les choses impossibles adviennent, c'est ça la grande leçon du nouveau virus !
Un petit machin microscopique. Il est appelé dans un premier temps, corona virus, il a bouleversé la planète !**



Par Cherif Ali

Il a suffit de quelques jours pour que la certitude devienne incertitude, que la force devienne faiblesse et que le pouvoir devienne solidarité et concertation.

Il a suffit de quelques jours pour que l'humanité prenne conscience qu'elle n'est que souffle et poussière ; que la science est parfois impuissante et qu'elle n'en est qu'à ses balbutiements.

La peur a envahi les Etats. Elle a quitté les pauvres pour aller « nicher » chez les riches et les puissants. Elle leur a rappelé leur vulnérabilité et les limites de leur puissance.

Il a suffit de quelques jours pour que l'humanité entière réapprenne à se familiariser avec le concept de cette adversité inouïe : Le Covid-19 !

C'est le nom que les scientifiques ont donné à cet ennemi invisible ! Avec lequel, les 5 continents sont rentrés en guerre. Par devers-eux et à armes inégales !

Pour l'heure, il impose sa loi : Il remet tout en question et chamboule l'ordre établi ; tout se remet en place, autrement, différemment.

L'ÉCONOMIE DES ETATS EST BOULEVERSÉE TOUT COMME LEURS PRIORITÉS

Ce que l'ONU et les grandes puissances n'ont pu obtenir en Syrie, en Libye, au Yémen, il l'a imposé : un cessez-le feu !

Ce que les pouvoirs n'ont pu obtenir en France avec les Gilets Jaunes et en Algérie avec le Hirak, il l'a imposé : une suspension des manifestations !

Avec lui, le travail n'est plus une priorité, les voyages et les loisirs ne sont plus la forme d'une vie accomplie.

En un temps record, il a saturé les hôpitaux et éreinté les médecins et les personnels soignants.

Il est au centre d'une polémique entre les politiques et les scientifiques, les uns affirmant qu'il constitue un problème médical, mais dans la mesure où il n'a pas d'antidote et que ses effets néfastes pourraient être d'une ampleur inédite sur les populations, il est devenu par la force des choses, un problème politique.

Le masque est devenu une « arme géopolitique » !

La pénurie des masques s'est installée dans le monde. On s'arrache les stocks disponibles. On paye en cash. Les colis sont détournés de leurs destinations. Des matériels périmés et vétus sont vendus par des malfrats.

C'est la foire d'empoigne ! Et la polémique s'est installée en Europe notamment où les citoyens reprochent à leurs gouvernements leur manque d'anticipation. Il est question, présentement, de réévaluer la doctrine des masques dans ces pays : Faut-il doter les médecins, les soignants et les personnels de 2^e ligne ou doter l'ensemble des citoyens ? On en vient à parler de masques « grand public » et de masques « alternatifs » ! Et aussi de « masques de plongée » pour contrer la pénurie.

Les petites mains et les manufactures artisanales en fabriquent, mais pas suffisamment !

Pékin en a fait un « outil diplomatique » !

Comme pour d'autres produits, la Chine, plus particulièrement Wuhan l'épicentre du Corona virus, est devenue le centre mondial de production des masques hygiéniques.

Elle a exporté près de 4 milliards de masques. Elle distribue ses équipements médi-

caux et les masques en fonction d'intérêts géostratégiques bien définis. L'Algérie, pays allié de la Chine a reçu son quota.

Le président des États-Unis, Donald Trump, a sorti sa botte secrète : Il a décidé d'utiliser une loi datant des premières années de la guerre froide pour contraindre General Motors à fabriquer des matériels médicaux nécessaires face à la prolifération du virus Covid-19 : « *Le Defense Production Act* » qui permet de contrôler la production et la distribution de matériels rares, jugés « essentiels à la défense nationale ».

LA CHLOROQUINE

Didier Raoult en est persuadé : il a trouvé « le » remède le plus efficace pour traiter les patients atteints du Covid-19. Directeur de l'Institut hospitalo-universitaire Méditerranée Infection de Marseille (Bouches-du-Rhône), cet infectiologue, spécialiste des maladies infectieuses tropicales émergentes, affirme que la chloroquine, un antipaludéen utilisé depuis des décennies et bien connu des voyageurs sous le nom de Nivaquine, a des effets spectaculaires sur l'épidémie en cours.

Six jours après en avoir administré à des patients atteints de Covid-19, dit-il, seulement 25 % d'entre eux étaient encore porteurs du virus, quand 90 % de ceux qui n'avaient pas reçu ce traitement étaient toujours positifs. Si certains de ses confrères ne le prennent pas au sérieux, remettant en cause ses méthodes et les résultats de ses essais thérapeutiques, ses partisans qui l'ont surnommé « *le Gilet jaune de la médecine* » voient en lui un sauveur malgré l'opposition de la superstructure française de médecine mue par des conflits d'intérêts et aussi de jalousie.

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, le Pr. Abderrahmane Benbouzid, a affirmé pour sa part, que les résultats de traitement des premiers cas soumis au protocole à base de chloroquine étaient « satisfaisants ».

Evoquant le débat actuel autour de protocole, le ministre a affirmé que les scientifiques restent encore partagés sur le réel potentiel de cette molécule. Il a précisé, à ce propos, que ce traitement fait l'objet d'une « surveillance médicale stricte » et d'une « évaluation ».

Il a souligné, à ce titre, que ce traitement est « encadré dans le milieu hospitalier par des spécialistes dans les services qui prennent en charge les personnes atteintes par le Covid-19 ».

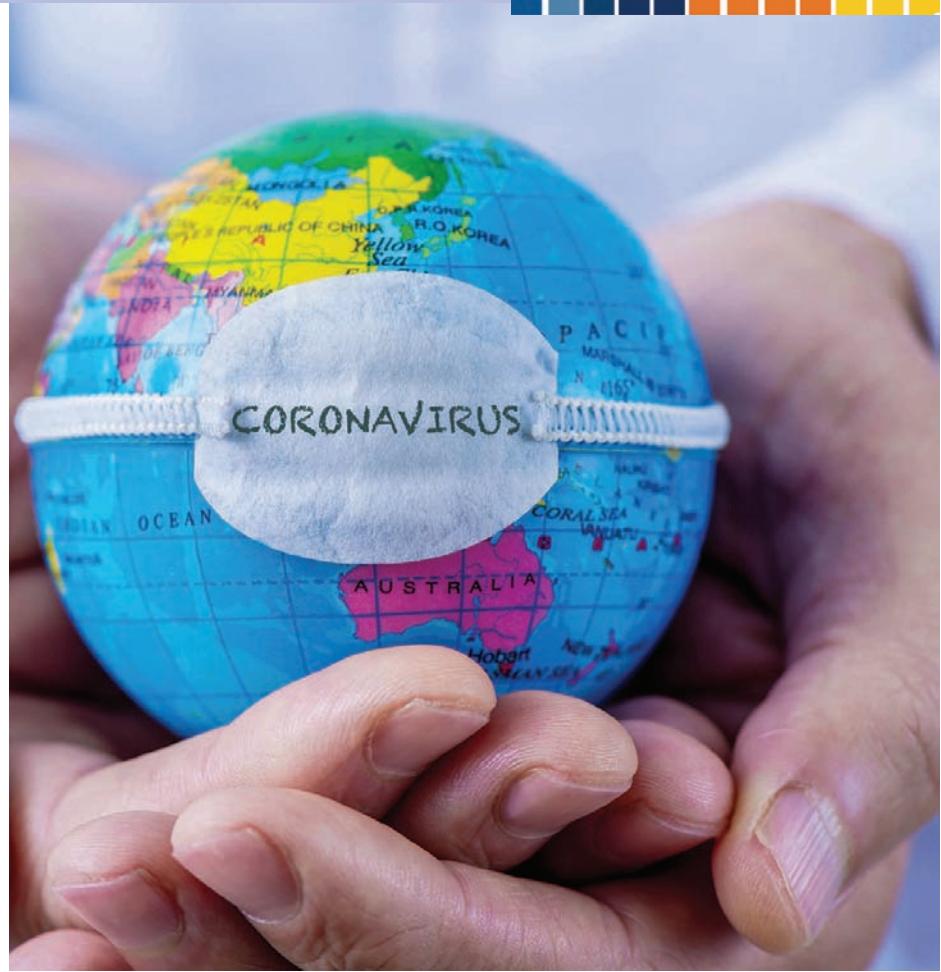
« *Le choix de cet antipaludique pour soigner les malades atteints du Covid-19 s'est fait au regard des expériences menées dans d'autres pays qui ont un système de santé de qualité* », a-t-il expliqué, citant, à ce titre, le cas de la Chine qui « semble avoir réussi à contenir l'épidémie ».

Par ailleurs, M. Benbouzid a insisté, quant à lui, sur « l'isolation » des cas avérés de coronavirus et sur le « respect strict » des mesures de prévention, notamment le confinement et les règles d'hygiène qu'il juge « essentiels » pour lutter contre la propagation de ce virus.

LES AUTRES LEÇONS DU COVID-19

Le télétravail, cette activité professionnelle effectuée en tout ou partie à distance du lieu où le résultat du travail est attendu. Il s'oppose au travail sur site, à savoir le travail effectué dans les locaux de son employeur, notamment en cette période d'épidémie ; il a été mis en œuvre partout dans le monde, sauf en Algérie, ou peu ou prou !

L'indigence numérique : la crise sanitaire l'a mise à nu; l'ampleur et le retard ac-



cumulé par l'Algérie par rapport au reste du monde est sidéral ; faut-il que l'on subisse une crise sanitaire entraînant un confinement exceptionnel pour se rendre compte de l'importance du développement du e-commerce et du paiement en ligne, relégués au second plan dans notre pays ? les spécialistes des TIC estiment que la barrière qui empêche les consommateurs d'aller vers le numérique est désormais prête à céder : « *A l'heure du confinement, les consommateurs algériens sont prêts à reconstruire leur choix. Il est essentiel, aujourd'hui, d'encourager les gens à aller vers cette solution* ». Est-il besoin de rappeler à ce propos, le 25^e engagement du Candidat-Président Abdelmadjid Tebboune concernant la réalisation d'une transformation numérique pour améliorer la connectivité, généraliser l'usage des TIC, notamment dans les administrations de service public et améliorer la gouvernance du secteur économique (fin de citation).

Le « *backtracking* » - littéralement l'association de back (arrière) et track (suivre la trace) - consiste à conserver la trace des personnes positives au coronavirus afin de réussir à identifier tous ceux avec qui elles auraient pu être en contact. Ce suivi numérique s'effectue grâce aux données GPS présentes dans les téléphones des malades. Ce système a notamment été utilisé en Asie (Corée du Sud, Chine, Singapour) et les résultats ont été jugés satisfaisants, même si ses détracteurs évoquent une atteinte à la vie privée.

« *Le Defense Production Act* » : Faut-il s'en inspirer de cette loi américaine pour obliger les entreprises algériennes, celles notamment affiliées au FCE, pour fabriquer des matériels médicaux nécessaires à la prolifération du virus Covid-19 ? Cette loi qui permet de contrôler la production et la distribution de matériels rares, jugés « essentiels à la défense nationale » aurait été appliquée dans toute sa rigueur « à l'entreprise Algérienne qui, en pleine crise du Covid-19, a exporté 40000 masques ! » Malheureusement, elle ne fait pas (encore) partie du corpus juridique de notre pays.

Les médecins algériens de l'étranger : ils ont fait tous les plateaux de télévision d'Amérique, d'Europe et du Moyen Orient pour dispenser leur savoir ; les hôpitaux et les cliniques privées se les arrachent. Mais comme on dit, nul n'est prophète en son pays !

POUR L'HEURE, IL N'Y A QUE LA PRÉVENTION QUI VAILLE !

Des mesures barrières sont préconisées partout dans le monde : lavage des mains au moyen de gel hydro alcoolique, distanciation sociale et port du masque. L'épidémie n'en a cure, elle s'accélère.

A ses débuts, les « sachants » prétend-

daient que le virus n'était fatal qu'aux séniors. Faux ! Une fille de 16 ans est morte des suites de son infection au coronavirus. A l'hôpital Fundacio-Sant-de-Lleida en Espagne, un homme de 93 ans a guéri du Covid-19 après des soins intensifs qui ont duré plusieurs jours. Dans un autre hôpital, des Pays-Bas, une femme, centenaire âgée de 101 ans, est sortie entièrement guérie de la maladie aussi. En Italie, c'est un homme du même âge qui est sorti guéri de l'hôpital Rimini de Rome, il y a dix jours.

LE BILAN NE CESSE DE CROITRE !

Le Covid-19 a fait plus de 75000 morts ! 80% enregistrés en Chine et en Europe ou les pics attendus pour voir les courbes letales infléchir, tardent à arriver. Aux Etats-Unis, le compteur macabre n'est pas prêt de s'arrêter après avoir affiché 10000 morts !

En Algérie, le bilan des contaminés est, provisoirement, de 1468 cas, celui des personnes guéries s'élève à 113, quant aux personnes décédées, elles atteignent le chiffre de 193. Toujours provisoirement, malheureusement.

LE CONFINEMENT

Pour les pays qui enregistrent les plus grands taux de contamination et partant de décès, c'est le confinement, voire le couvre-feu qui est imposé aux populations qui, nonobstant de fortes amendes, en viennent parfois à enfreindre les consignes et ainsi, se contaminer par milliers !

En Algérie, 45 wilayas y sont astreintes, en attendant, à Dieu n'y plaise, un confinement total, dès lors que la courbe des contaminations par le virus du Covid-19 prend les airs et les pics espérés ça et là, ne sont pas pour demain.

Il faut dire que le confinement qui reste pourtant la seule contre attaque valable pour limiter la propagation du virus est mal accepté voire incompris par les populations du monde entier et a fortiori en Algérie. Ce qui a poussé les pouvoirs publics à durcir la réglementation par des amendes et des peines de prison pour les réfractaires.

Le pire n'est peut-être pas arrivé, écrivait notre éditorialiste mais néanmoins patron du Quotidien d'Oran. Mais le meilleur, immuable pourrait, sans doute être tapi au fond de chacun si la pandémie est acceptée comme une grande leçon de vie. Elle enseigne aussi dans son terrifiant passage pourquoi la plupart des grands hommes de ce monde ont bâti leur grandeur dans de longs ermitages. Leurs respectifs confinements volontaires ont été les plus conséquents des terrains pour anoblir leurs consciences et fertiliser leurs désirs d'aider leurs prochains.

Alors, restez chez vous !

Après le coronavirus une autre Algérie est possible et ce n'est pas une utopie*



Depuis le début de l'épidémie de coronavirus en Chine, et devenant en mars 2020 une pandémie mondiale, le monde a enregistré plus de 70 000 morts avec une récession économique qui pointe du nez et qui intéressera l'ensemble des pays, même les plus riches.

Par Mohammed-Brahim
Farouk**

Le survol par des caméras des sites les plus visités dans le monde où l'on ne voit âme qui vive comme la place Saint Marc à Venise, la place de l'étoile et les Champs-Elysées à Paris, la plage de Copacabana au Brésil, ou pour les musulmans la mosquée al Haram et la Kaaba donne l'image d'un film de science-fiction relatant la fin du monde. Jacques Attali écrit : «aujourd'hui rien n'est plus urgent que de maîtriser les deux tsunami, sanitaires et économiques qui s'abatent sur le monde. Il n'est pas assuré qu'on y parvienne... si on échoue des années sombres nous attendent et il rappelle que chaque épidémie majeure depuis 1000 ans a conduit à des changements essentiels dans l'organisation politiques des nations et dans la culture qui sous-tendait cette organisation.»

Cette pandémie dont l'on est loin de sa fin, même si certains signes de son recul sont sensiblement visibles dans certains pays durement touchés comme la Chine, l'Italie, ou encore l'Iran, rien ne vient scientifiquement exclure un autre pic à venir.

Dans cette contribution je ne veux pas aborder des problèmes économiques et sociaux induits par cette pandémie n'étant pas dans mes compétences, mais je souhaite aborder la situation des systèmes de santé de par le monde, lesquels sont dépassés par le nombre de victimes mettant à nu ainsi les défaillances de ces systèmes.

Devant cette guerre mondiale que livre le monde contre le coronavirus la solidarité entre états, même les plus proches idéologiquement fait nettement défaut. L'exemple le plus concret est l'histoire du manque de masques. Devant ce manque on assiste à une véritable «foire d'empoigne» à la porte de la Chine laquelle n'honore pas les pays se réclamant de la démocratie et des droits de l'homme. (Surenchère des prix, même sur les tarifs des aéroports, détournement de stocks par les USA, ajoutant à cela les certitudes sur leur qualité et les problèmes de logistiques pour leur acheminement à temps). Selon l'hebdomadaire le canard enchaîné du premier avril, l'Espagne s'est vu livrer des tests bidons ! Cependant signalons quand même l'aide de la Russie à l'Italie et celle de Cuba à ce même pays puis aux départements français d'outre-mer. Cette petite île de 11 000 000 d'habitants a fait preuve de la performance de son système de santé, qui malgré plus de 60 années d'embargo est à même avec ses 150 hôpitaux, ses 95 000 médecins et 85 000 paramédicaux d'endiguer efficacement la pandémie.

Aux Etats Unis où l'épidémie viens de les frapper de plein fouet et avec célérité a ébranlé les certitudes de Donald Trump comptabilisant près de 10 000 morts.

L'américain Douglas Kennedy, auteur du livre «à la poursuite du bonheur», dans une tribune au journal Le Monde le premier avril écrit : «cette crise mondiale a révélé l'impréparation totale du gouvernement fédéral américain à aider les citoyens à survivre.

Viendra la dévastation personnelle .Aux États-Unis il ne reste plus rien du filet de protection sociale après des décennies de coupes et où l'Oba-

macare bien qu'essentiel, était un système de santé national largement inadéquat. Le cauchemar qui atteint des milliers de personnes sera terrible». Pour illustrer ce cauchemar en plus du nombre de morts les Etats Unis ont enregistré en 2 semaines 6 600 000 de chômeurs en plus. Le système de santé français réputé comme l'un des meilleurs du monde tant au plan prise en charge des patients, qu'aux plans en organisationnel et social, devant cette crise sanitaire ont été mises à jour toutes ses insuffisances. Pourtant les professionnels de santé toutes catégories confondues n'ont jamais cessé de tirer la sonnette d'alarme à la face des pouvoirs tant de droite que de gauche, qui sont restés muets ou se sont contenté de replâtrage. Devant les déficits budgétaires des hôpitaux en 2005 a été introduite la réforme dite T2A ou «tarification à l'acte» et ce après «le prix de la journée» de 1945 à 1981, puis le «budget global» de 1982 à 2004, inspiré du «New public management» ou «nouvelle gestion publique» entrée déjà en vigueur quelques années auparavant aux États-Unis.

Après la diminution de lits de malades par la fermeture de maternités, de certains services dans les hôpitaux régionaux et la diminution des personnels paramédicaux et le numerus clausus pour les études médicales, des promesses du candidat macron ont été faites mais passées aux oubliettes dès son élection. Le système français a commencé à s'essouffler.

Devant cette crise sanitaire, le président Macron reconnaît les effets positifs de l'état-providence.

Le 25/4/2018 dans «le Journal du dimanche» le docteur Patrick Bouet, président du conseil national de l'ordre des médecins demande une réforme globale du système de santé lequel est jugé à bout de souffle. Nous sommes arrivés en fin de cycle. Il y-a urgence à tout repenser de fond en comble. Il ajoute que si la machine continue de tourner c'est grâce à l'engagement des aides-soignantes, des infirmiers, des kinés, des médecins, des étudiants, libéraux ou salariés du public ou du privé. C'est miraculeux qu'ils continuent de croire en leur mission.

Cette déclaration est prémonitoire, car deux ans après, cet engagement se concrétise sur le terrain pendant cette urgence sanitaire. Une année après cette déclaration Madame Agnès Buzyn (ancienne ministre de la santé) remet en cause la réforme des T2A dont selon elle les effets pervers de cette réforme surpassent les avantages. Nous sommes arrivés au bout d'un système ajouté-t-elle.

Mais il faut reconnaître que s'il est urgent de repenser tout le système de santé français, celui-ci ne s'est pas encore effondré. Vu des États-Unis par le professeur Romain Perracchio chef de service de réanimation à l'hôpital de San Francisco, déclare dans lemonde.fr du 05/04/20 «le système français est capable d'une plasticité assez extraordinaire dans les moments de crise à l'échelle des établissements de santé, à l'échelle de la réponse sanitaire globale, la France a cette capacité de se mettre en ordre de marche très rapidement et de manière très centralisée, ce qui permet de réorganiser très vite les structures en fonction des besoins». Le corona est une pandémie mondiale impliquant une urgence sanitaire mondiale contre laquelle chaque état lutte en tenant compte de ses capacités humaines, matérielles et financières, et parfois demandant selon la situation une éventuelle aide étrangère.

J'ai tenu avant d'aborder le cas de l'Algérie de

citer les difficultés rencontrées et les réponses apportées par deux puissances économiques.

Depuis la survenue de la pandémie en Algérie, je suis étonné par les déclarations de certains professionnels de la santé qui semblent découvrir à cette occasion les défaillances de notre système de santé et sa déstructuration. Je souhaite par cette contribution rafraîchir les mémoires quant au début de la dégringolade de notre système de santé et d'appeler à se projeter dans l'avenir.

Les deux premières décennies post indépendance et surtout les années 70 peuvent être qualifiées de l'âge d'or du système de santé. Grâce à la loi sur la médecine gratuite, simultanément sera instituée la démocratisation de l'enseignement. Ces deux décisions vont se dérouler dans un contexte de recouvrement du droit du pétrole, une croissance économique élevée et la distribution équilibrée des richesses en termes de revenu aux différentes couches de la population, parallèlement des progrès importants ont été enregistrés au niveau de l'emploi et des revenus, de l'éducation et la formation, des logements et des commodités : eau, électricité, gaz, voiries...

Les résultats de cette double décision, gratuité des soins et démocratisation de l'enseignement vont très vite être palpables.

Malheureusement à la fin des années quatre-vingt le système de santé est en crise. Il est soumis par les Algériens à de sévères critiques

- L'incapacité à les prendre en charge quand ils sont malades

- La qualité des prestations faible à tous les niveaux

- Exclus de plus en plus les citoyens à faible revenu et même ceux à revenu moyen.

Comment le système national de santé qui se plaçait dans le peloton de tête des pays en voie de développement avec ses atouts et ses potentialités au lieu d'aller en s'améliorant est entré en crise ?

Les tentatives d'explication de cette dégradation du système de santé par la médecine gratuite, par l'économie de marché, par les injonctions des organismes financiers internationaux ou par le manque de ressources financières, ont conduit à un certain fatalisme induisant une inertie, empêchant ainsi un débat sur le système national de santé basé sur les réalités d'aujourd'hui et structurant sa transformation dans une perspective débattue claire et transparente.

Pourtant ce ne sont pas les états d'alerte qui ont manqué, provenant de la société civile mais aussi du ministère de la santé dès janvier 1990. Un rapport général sur l'organisation de la santé fait par une commission intersectorielle sous l'égide du ministère de la santé a énoncé «les insuffisances de la politique du système de santé basé sur des objectifs précis à atteindre. Cet état de fait à abouti à la désarticulation de ses principales composantes.»

10 ans après, soit en mai 2001 dans un rapport émanant du ministère de la santé intitulé «développement du système national de santé stratégie et perspectives» a énoncé «la situation actuelle est caractérisée par une accumulation de problèmes évoluant depuis la fin des années quatre-vingts et conduisant à une destruction progressive du système de santé et ceci bien qu'un processus d'adaptation à l'évolution socio-économique a été entamé et des réformes dans le cadre de la santé ont été initiées.»

En ce début des années 2000 les citoyens, l'ensemble des acteurs de la santé et les pouvoirs pu-

blics sont conscients de l'impérieuse nécessité d'agir pour améliorer le système de santé. Ainsi le gouvernement a inscrit dans son programme comme priorité la réforme hospitalière, renonçant de fait à une réforme profonde du système de santé. Il est énoncé dans son programme, apporter les correctifs indispensables pour une réelle adaptation des structures de santé au changement socio-économique ainsi qu'à l'évolution épidémiologique. «C'est dans la réforme des structures publiques de santé que réside le noeud gordien de l'amélioration du système national de santé.» Décision louable, pour la réalisation de laquelle est installée une commission nationale de la réforme hospitalière sous la direction du ministre de la santé de l'époque, le professeur Aberkane et présidée par le professeur Zitouni, ancien ministre de la santé et actuel coordonnateur du plan national de lutte contre le cancer.

Cette commission mettra en exergue l'ensemble des dysfonctionnements et fera pour chaque dossier des propositions pertinentes et urgentes en énonçant à chaque fois les avantages et les inconvénients. Dans son rapport final la commission énonce que «la réforme hospitalière doit s'inscrire dans le cadre d'une politique globale de santé» et d'ajouter, «les capacités du secteur de santé de la population s'améliorent à condition que les contraintes externes soient levées.» et l'important est dit dans la phrase qui termine le rapport, «à la condition que la volonté politique soit au rendez-vous». Malheureusement les recommandations de cette commission resteront à ce jour lettre morte.

Il faut souligner et rendre hommage à toutes les catégories des personnels de santé qui malgré les dysfonctionnements et les carences du système sont restés ces 20 dernières années mobilisées et faisant preuve d'un engagement total tant dans leurs fonctions quotidiennes que dans leurs mouvements de revendications (n'oublions pas la grève des résidents) pour l'amélioration du système de santé. Aujourd'hui devant cette crise sanitaire et malgré les risques, ils font preuve d'un engagement encore plus grand.

Ces 20 dernières années jamais le problème de fond de la refonte du système de santé n'a été effleuré par les responsables politiques. L'aisance financière des années 2000 du pays a permis d'acheter à tout va, des équipements et particulièrement des appareils de radiothérapie indispensables, mais l'impression qui se dégage était celle d'une «fièvre acheteuse» sans stratégie aucune et ce doublée d'une démagogie éhontée et qui a fait dire à un ministre de la santé à l'ENTV que nos hôpitaux étaient meilleurs que ceux suédois !

Cette crise et urgence sanitaire que notre pays partage avec le monde, et que les médecins, les paramédicaux affrontent avec courage et abnégation et compétence avec une solidarité sans faille de toute la population serait, je l'espère, le point de départ d'une réflexion profonde sur la refonte du système de santé.

La santé est un facteur de cohésion de la société favorisant la paix sociale. C'est pourquoi les sociétés modernes d'aujourd'hui rangent la santé parmi les quatre valeurs majeures qui les fondent avec l'emploi, la sécurité et le développement durable. Ainsi on ne peut faire l'économie d'un débat national. L'organisation d'un débat véritable suppose le développement d'une démocratie sanitaire réelle ouverte aux usagers, au mouvement associatif, aux professionnels du secteur public et privé et aux organismes en charge de l'assurance maladie. Toutefois il est important de souligner que ce débat comme tout autre, ne peut réussir que s'il y a une démocratisation de la vie politique c'est à dire une transformation en profondeur du système politique actuel. C'est par les débats démocratiques qu'avancent les nations modernes.

Kako Nubukpa, Économiste togolais écrivait le 4/4/2020 dans le journal Le Monde: «j'appelle toutes les bonnes volontés, les forces vives de nos pays à rejoindre le débat, nous éclairer de leurs réflexions, de leurs talents, de leurs propositions, il nous faut fixer un cap. Une autre Afrique est possible et ce n'est pas une utopie. L'Histoire nous jugera.»

En conclusion c'est ce même appel que je souhaite transmettre aux Algériennes et aux Algériens, cela est d'autant plus possible que depuis l'émergence de la «révolution du sourire», laquelle vise pacifiquement à aller vers une nouvelle Algérie, une Algérie démocratique et sociale.

Tant qu'il y a des femmes et des hommes de bonne volonté l'espoir demeure. Comme le disait le poète turc Nazim Hikmet : «l'espoir est en l'Homme».

*Ce titre est tiré de l'écrit de l'économiste togolais Kako Nubukpa. Afrique a été remplacée par Algérie.

**Professeur. Chef de service au CHUO en retraite.

Pour une meilleure intégration du secteur médical privé

Par Bouchikhi Nouredine*

S'il ya un mérite à cette épidémie c'est qu'elle a montré et démontré que la gestion de la santé est l'une des premières priorités que chaque gouvernement doit avoir dans sa feuille de route et que faire une distinction entre secteur libéral et public est un leur- re qu'il faudrait définitivement oublier.

Si les établissements publics sont dans ce contexte très sollicités il n'en demeure pas moins que le secteur privé à l'avant des lignes de ce combat il a un rôle primordial à jouer dans la lutte contre l'épidémie du coronavirus qui sévit dans notre pays et pour preuve trois médecins libéraux ont déjà payé de leurs vies leur engagement alors que beaucoup d'autres sont contaminés avec toutes les conséquences sur leur santé celle de leur proches et éventuellement leur patients.

Les médecins libéraux ne veulent pas polemiquer au sujet de calomnies et diffamations à leurs encontre de tous bords , la situation ne prête pas à disserter pour répondre à ces allégations infondées ;ils ne veulent pas non plus d'hommages posthume ou d'oraison funèbre vantant leur mérite ni de médailles décernées au champ d'honneur leur préoccupation est de poursuivre leur mission dans les conditions de sécurité et efficacité qu'exige une situation épидémique à laquelle personne n'est à l'abri ; la gravité de cette épidémie et ses conséquences ne sont pas encore complètement évaluées et la visibilité est loin d'être tout à fait claire; le temps presse et il faudrait être à la hauteur de ce challenge ; la responsabilité incombe d'abord aux pouvoirs publics qui sont tenus de prendre des dispositions pour permettre aux médecins de ville de jouer pleinement et efficacement leur rôle dans la prise en charge des malades et de la lutte contre cette épidémie.

La situation est une occasion pour penser la refonte de l'organisation du secteur médical libéral qui est resté confiné dans une réglementation qui

n'a pas su s'adapter aux exigences de la modernité et des aspirations de la corporation et de la société

Des dispositions matérielles, juridiques et réglementaires sont absolument nécessaires afin d'arriver à cet objectif ; certaines doivent être mises en œuvre dans l'immédiat afin de parer au plus urgent c'est-à-dire répondre aux doléances du malade tout en évitant au professionnel d'être contaminé et source de contamination.

1- A COURT TERME :

Il faut assurer la disponibilité en matériel et consommable indispensables à la prévention de la contamination virale.

- Masques FFP2, Calots, Sur blouses, Gants, Gel hydro alcoolique.

- Définir des circuits d'approvisionnement réguliers et diversifiés en impliquant les structures syndicales, les associations professionnelles, les pharmacies, les distributeurs de matériel médical ou paramédical.

- Réquisition de tous les stocks encore disponibles et la mise à disposition de façon prioritaire au profit du personnel médical et paramédical.

- Assurer les moyens de déplacement aux médecins et à leurs personnels paramédicaux, assistants, agents d'hygiène.

● Priorité dans la distribution du carburant pour ceux qui disposent de véhicules particuliers.

● Pour ceux qui n'en disposent pas ; autoriser les taxis, les bus, les véhicules de transport avec chauffeurs organisés dans des sociétés et même s'il le faut « les clandestins » à assurer leur transport dans des conditions de sécurité et d'hygiène.

(Pour les véhicules de tourisme course avec une ou deux personnes de la même famille avec port du masque, réduction du nombre de personnes dans les bus afin de respecter les exigences de distanciation)

- Toute décision impliquant le secteur doit faire associer les professionnels concernés représentés par leur syndicat, conseil déontologique, associations professionnelles car ils sont mieux placés pour juger des intérêts du malade tout en pré-

servant l'exercice dans la sécurité.

- Mesures simplifiées des déclarations fiscales et charges sociales, tâches gourmandes en temps et en énergie.

- Assurer un support médiatique éducatif des citoyens par le biais de tous les moyens de communication internet, réseaux sociaux, audiovisuel en préconisant :

- la prise préalable du rendez-vous par téléphone.

- D'éviter d'aller voir son médecin si le patient présente des signes suspects d'attente virale et de contacter plutôt les numéros mis à disposition à cet effet.

- D'éviter de ramener plusieurs membres accompagnateurs d'autant qu'il s'agit d'enfants.

- De conseiller d'voir sur soi le gel hydro alcoolique à usage personnel et en cas de toux d'une bavette même faite maison.

- se conformer aux règles d'hygiène préconisées dans les cabinets en évitant par exemple de s'installer dans une salle d'attente occupée ne serait ce que par une seule personne.

- Inciter les personnes véhiculées à attendre dans leur voiture ce qui est plus sûr que d'attendre dans une salle d'attente malgré les mesures d'hygiène et de propreté qu'assurent les cabinets sachant que les dernières données sur le virus indiquent qu'il peut être transmis par l'air ambiant sans que le porteur tousse ou éternue.

2- A MOYEN TERME

- Mettre en œuvre une réglementation de prise en charge des risques inhérents à la contagion qui définit les mesures compensatoires en cas d'arrêt de travail ou de décès . ; Un volet tout à fait occulté par la réglementation actuelle.

- établir un cadre réglementaire pour la consultation à distance (téléconsultation) et les moyens de son application (réseau internet performant, plateforme dédiée, mécanismes d'encaissement).

* Docteur.



mes sont claires. Chez nous, elles sont contenues dans les articles 377 et s. du code de la santé publique. Les affabulateurs, les ont-ils consultés ?

La recherche biomédicale (en vue de produire une molécule) consiste en des études sur l'être humain en vue de développer les connaissances épidémiologiques, diagnostiques, biologiques et thérapeutiques et d'améliorer les pratiques médicales. Ces études peuvent être observationnelles ou interventionnelles, et portent notamment, sur : - les études thérapeutiques, diagnostiques et préventives ; - les études de bioéquivalence et de biodisponibilité ; - les études épidémiologiques et pharmaco-épidémiologiques (art. 377).

Les études cliniques autorisées (par le ministère de la santé/ art. 381) ne peuvent être effectuées sur l'être humain que si :

elles se fondent sur le dernier état de la recherche clinique, des connaissances scientifiques et sur une expérimentation préclinique suffisante ; le rapport bénéfice-risque prévisible est favorable à la personne incluse à l'étude ; elles sont menées sous la direction et la surveillance d'un médecin investigator, justifiant d'une expérience appropriée ; elles sont appliquées dans des conditions humaines, matérielles et techniques adaptées à l'étude clinique et compatibles avec les impératifs de rigueur scientifique et de sécurité des personnes qui se prêtent à l'étude clinique (art. 380). et qu'il n'existe pas de méthode alternative à la recherche sur des êtres humains, d'efficacité comparable.

Les recherches cliniques ne peuvent être menées qu'après avis d'un comité d'éthique médical (art. 383) au niveau des services extérieurs chargés de la santé (art 382). A cela s'ajoute les clauses éthi-

- Faciliter la création de caisses et mutuelles complémentaires spécifiques au corps médical privé qui y contribuera pour prendre en charge les aléas des arrêts de travail prolongés pour cause de maladie, d'incapacité temporaire ou définitive sachant qu'aujourd'hui même si le médecin est à jour de ses cotisations il est livré à lui-même sans aucun revenu en cas d'interruption de travail pour cause de maladie ou de maternité! seules les malades à long court ouvrent droit à une indemnité dérisoire allouée par la caisse de sécurité sociale des non salariés (CASNOS).

- Reconsidérer l'utilisation du véhicule personnel qui n'est pas reconnu par l'administration fiscale comme outil de travail ouvrant droit aux déductions de charge et amortissement alors qu'il s'avère indispensable dans le contexte que nous vivons pour se rendre à son travail.

- Impliquer effectivement le secteur dans toute politique de santé publique notamment dans les stratégies de dépistage, de prévention et de mutualisation des moyens matériels.

- Reconsidérer la réglementation fiscale et douanière très rigides et contraignantes pour permettre aux médecins s'agissant d'un secteur stratégique de profiter des opportunités pour s'équiper sur les marchés internationaux comme c'est le cas dans de nombreux pays y compris développés même avec du matériel rénové , souvent en bon état, performant et parfois jamais utilisé et que le professionnel mieux averti et connaisseur pourra acquérir au meilleur prix et en faire profiter ses patients ou bien permettre aux importateurs d'investir ce créneau beaucoup plus prioritaire que celui des véhicules d'occasion autorisés à l'importation par ces temps de disette en devises.

Il était grand temps d'intégrer un secteur jusque là marginalisé et qu'on veut caricaturer à outrance et infantiliser à coup de circulaires et de notes répressives contreproductives et inefficaces.

Les hâbleurs du temps du corona

Par Abdelhafid Ossoukine*

Ils ne s'arrêtent pas de s'exprimer, trouvant dans les chaînes privées un terrain propice pour le délit et la diffusion de l'imposture. Certains iront plus loin. Ils menacent le gouvernement de « non assistance à personne en danger ». Malgré leur ignorance du droit, et de la médecine, ils continuent dangereusement à alimenter les faux espoirs et ameuter les citoyens, dont certains voient déjà en eux les heureux Nobel 2020, comme l'a été dans ses délires un certain T. Z. avec son *Rahmet Rabbi*. Certains Raoult algériens, encore qu'il n'y a aucun élément de comparaison, si ce n'est, peut-être leur transgression des règles élémentaires inhérentes aux essais cliniques, ont même été reçus à l'Institut Pasteur et au ministère de la santé, mais personne n'a osé les rappeler à l'ordre. Ce genre d'énergumènes, ne peuvent pas être ces praticiens exerçant la médecine morale que décrit Cadet de Gassicourt au XVIII^e: ces *praticiens instruits et spirituels* (qui) s'emploient à donner de l'espoir et de la sécurité à un malade destiné à languir longtemps sans jamais guérir.

Le charlatan est ancré dans la sociologie algérienne. Othman Ariouet l'a magistralement incarné dans le film *Taxi el Makhfî* de Benamar ben Bekhti. Il fait partie de son folklore en tant que culture originelle authentique.

Dépôts l'apparition du coronavirus, un charlatanisme nouveau, se retranchant derrière la confusion des genres – car exercé aussi par des scientifiques- est naît dans les réseaux sociaux. Il prolifère à la faveur de l'ignorance et de la crédulité des gens face à la mort, mais surtout face à l'impuissance de la médecine moderne à endiguer le virus. Sur le terreau du *Jah*, se développent toutes les formes du charlatanisme dont « *l'ignorance est sa mère nourricière* » comme l'écrivait en 1854 un rédacteur de *La Santé*, « *c'est elle qui le fait naître, qui le fait grandir, c'est par elle enfin, qu'il se multiplie [...]* ». Egalement c'est sur le terreau de l'indulgence du pouvoir judiciaire et ordinal, que le

charlatanisme médical défie au grand jour l'autorité du droit et celle de la science. Nous ne comprenons toujours pas pourquoi le président de l'Ordre des médecins les laisse faire. Les télévisions privées sont-elles devenues plus puissantes au point de braver l'autorité de régulation de l'audiovisuel (Arav) ? Mais pourquoi s'en étonner lorsqu'il y a quelques années, le « roi des exorcistes », le John Romulus Brinkley algérien, sous la couverture de l'association « Bachaïr Chifa », reçoit en 2008 des pouvoirs publics, un budget colossal de six milliards de centimes et un terrain de plus de 500 mètres carrés pour ériger une « clinique spécialisée dans la rugya et la médecine traditionnelle coranique».

Nos héros d'un jour, ont pris beaucoup d'assurance. Ils sortent de l'ombre. Ils ont leurs télévisions attitrées et parlent ouvertement de leurs « exploits » et visions du monde. Ils s'adressent à tous avec aisance et en ce sens, produisent un discours « métta-culture », sur leurs pratiques.

Dans toutes les définitions juridiques du charlatanisme, on y trouve hélas le spectre de nos affubulateurs. Dans la loi belge, le charlatanisme est défini comme « *la déclaration frauduleuse faite par une personne au sujet de sa compétence et de son expérience touchant le diagnostic et le traitement d'une maladie ou les effets recherchés par le traitement offert* ». Dans le code pénal brésilien (art. 283), le charlatan est celui qui *persuade ou annonce un traitement secret et infaillible*. En Hongrie, l'article 285 du code pénal dispose que le charlatan est : *celui qui, sans titre juridique, s'engage dans des activités relevant de la sphère de la pratique médicale ... de façon régulière...* En Macédoine, est qualifié de charlatan *celui qui, sans la qualification requise, prescrit un traitement ou fournit une assistance médicale*, (art. 209 du code pénal... Bonne Terre est-il au courant qu'il agit dans l'ignorance de l'ilégalité. Présenter un médicament miracle et mystérieux sans passer par les épreuves de la validation scientifique, éthique et administrative (AMM), ne serait-il pas possible de poursuites judiciaires au lieu d'accéder aux honneurs de certains internautes qui affirment avoir été guéris grâce à son médicament.

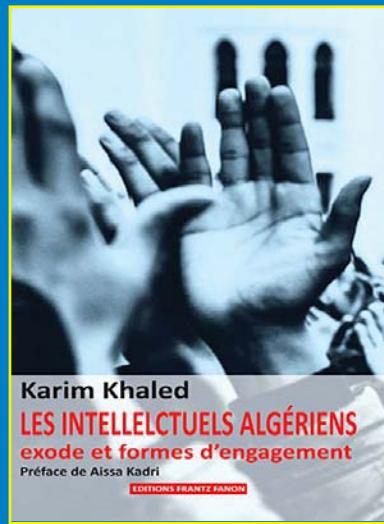
Dans toutes les législations du monde, notamment française d'où le droit algérien puise ses règles régissant l'éthique de la recherche, les nor-

mes classiques. Le médecin investigator doit déclarer tout événement grave susceptible d'être dû à une recherche sur un produit pharmaceutique au ministre chargé de la santé, au promoteur et au comité d'éthique médical pour les études cliniques (art. 396).

En 2000, les bio-éthiciens Emmanuel Wendler et Grady ont élaboré sept critères pour garantir le caractère éthique d'une recherche : Valeur : de la recherche doit découler une amélioration de la santé ou des connaissances; validité scientifique: la recherche doit adopter une méthodologie rigoureuse; procédure d'évaluation indépendante; respect des sujets enrôlés (notamment confidentialité, droit de se retirer de l'essai clinique, prise en charge de leur bien-être).

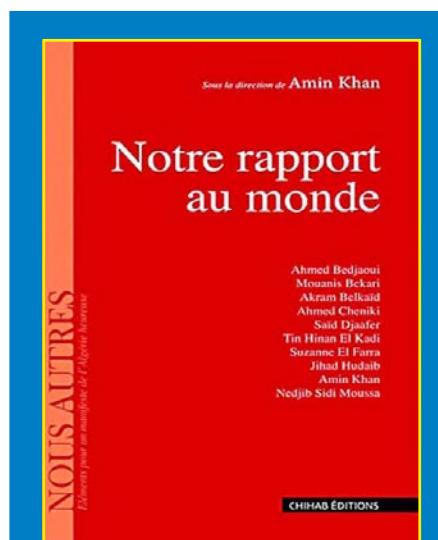
Des journaux médicaux de haut niveau refusent aujourd'hui de publier les articles faisant état de travaux expérimentaux infidèles aux « standards » éthiques en vigueur. Mieux encore, à la suite de mouvements de contestations relatifs aux risques potentiels des manipulations génétiques, le très sérieux *New York Times Magazin* est allé jusqu'à réclamer que le prix Nobel ne soit jamais attribué pour des recherches portant sur l'ADN recombinant. Comment peut-on venir en Algérie, et sans avoir rien publié, ne serait-ce que dans le moins cotés des journaux scientifiques, affirmer avec une aisance incroyable avoir trouver le traitement contre le corona virus ? Lorsque les pouvoirs publics laissent faire, ils la porte aux prédateurs à la Madame Soleil.

*Professeur de droit médical



LES INTELLECTUELS ALGÉRIENS.
Exode et formes d'engagement. Essai de Karim Khaled (préface de Aïssa Kadri). Editions Frantz Fanon, Tizi Ouzou, 2019, 248 pages, 800 dinars

La migration intellectuelle algérienne. Comment mais surtout pourquoi ? Telle est la problématique de l'ouvrage. Jusqu'ici, beaucoup, tout particulièrement les «producteurs des savoirs sur commande» et «les logiques scientifiques des institutions internationales» ont travaillé sur des catégories d'analyses centrées surtout sur la crise sécuritaire des années 90 et/ou la précarité socioéconomique. Une voie de recherche facile ou, surtout, arrangeant bien des «pouvoirs» d'ici et d'ailleurs. Chez nous, on (un officiel, ministre de son état) est même allé (décembre 2011) jusqu'à accuser la «fuite des cerveaux» d'acte relevant de la «trahison envers la mère patrie». C'est tout dire !



NOTRE RAPPORT AU MONDE.
Éléments pour un manifeste de l'Algérie heureuse. Essais (11) sous la direction de Amin Khan. Chihab Éditions. Alger 2017, 145 pages, 1.000 dinars (pour rappel : déjà publié)

La mondialisation ? Un bien grand mot pour les uns, tout particulièrement ses promoteurs qui la présentent comme une ère de grande liberté et de croissance puissante des moyens économiques et matériels et de l'accès de l'humanité aux biens de cette nouvelle «ère». Mais, il est bien trop gros (comme mot) pour bien des analystes (et des citoyens du monde) qui n'y voient, tout particulièrement ces dernières décennies, qu'une accélération démente de la dilapidation des ressources naturelles (de la planète, l'Algérie comprise), qu'une aggravation des inégalités entre les pays (et à l'intérieur des pays, européens y compris), qu'une augmentation de la violence (y compris verbale), du terrorisme et de la criminalité, qu'une prolifération des conflits armés et des guerres «civiles», un démantèlement de bien des pays (Yougoslavie, Irak, Soudan, Libye) et une décomposition parfois spectaculaire de nombreux autres

«DÉCHIREMENTS» D'INTELLOS ?

L'auteur remonte à bien loin pour chercher, trouver et livrer les causes profondes et réelles de l'exil, que celui-ci soit vers l'extérieur ou dans son propre pays. Comme le précise d'emblée le préfacier, le champ d'analyse a abordé l'analyse dans les années 80, les catégories sociales concernées ayant été très vite objets, lieux et enjeux de débats idéologiques, notamment à partir de l'avancée du processus d'arabiséation. Mais pas que, tant il est vrai que l'intellectuel, et/ou tout ce qui lui est apparenté, a toujours été mal considéré. En fait, l'attitude anti-intellectuelle face à la migration algérienne date des années 20. On a eu d'abord le sentiment de méfiance durant la crise dite «berbériste». Puis, durant la guerre de libération nationale, on a eu, notamment dans l'affaire dite «la bleuité», beaucoup de lycéens et d'étudiants ayant rejoint les maquis, subissant un sort funeste. L'Algérie indépendante va, dans la foulée, connaître un syndrome anti-intellectuel qui ne l'a pas encore totalement quittée. Les années 90 ont vu l'assassinat par les terroristes islamistes de tous ceux qui portaient une cravate, ou portaient un cartable ou écrivaient ou pensaient différemment... On a alors assisté à de nouvelles migrations fuyant les menaces, le nationalisme politique hégémonique, une université prise aux pièges de son fonctionnement idéologico-administratif et de la «recherche utile». Mais il n'y a pas que la migration des intellectuels qui est interrogée. Il y a, aussi, la question de l'autonomie intellectuelle -par rapport à l'Etat et la société- qui est analysée. C'est évident, l'effet le plus marquant de l'émigration est d'avoir modifié les frontières sociales qui séparent les groupes en donnant aux émigrés, particulièrement les catégories intellectuelles, les moyens d'une promotion venant de l'extérieur» (Aïssa Kadri). Et ce n'est pas peu, d'autant que cette autonomisation s'inscrit généralement dans la rupture avec l'unanimité national et les mythes nationaux jusque-là prégnants. On le remarque bien cette dernière décennie et tout par-

ticulièrement depuis février 2019, avec le rôle et la présence (tout particulièrement au niveau des réseaux sociaux et des télévisions) de personnalités -des diasporas ayant une certaine «épaisseur» intellectuelle et politique..., que l'on soit pour ou contre.

L'Auteur : Docteur en sociologie (Paris 8/France). Chercheur au Cread (Alger, 1998-2018) puis à l'Institut national de recherche en éducation, Inre (Alger).

Table des matières : Les «quatre âges» de l'émigration intellectuelle algérienne/Etat «épistémique» et usage pratique de l'identité en Algérie / Dynamique des formes identitaires du nationalisme algérien et crise de médiation politique/Crise de médiation dans le «nationalisme hégémonique» et émergence des «identités clandestines» / La migration intellectuelle algérienne / L'enseignement supérieur et la formation des «foyers migratoires intellectuels dormants» / Les identités sociales et professionnelles aux sources de la migration intellectuelle en Algérie / Crise des transactions sociales au sein des systèmes institués et l'émigration intellectuelle en Algérie / Conclusion/Bibliographie.

Extraits : «Le nationalisme et son avatar, le populisme, ont été les principaux supports de processus qui ont gelé et contrecarré l'émergence de la conscience de la citoyenneté» (Aïssa Kadri, p13). «L'interférence du politique depuis les réformes des années 1970 a dénaturé et domestiqué les savoirs en Algérie» (p 20). «L'émigration intellectuelle algérienne n'a rien d'économique. Elle est purement politique, amorcée et «boostée» par un nationalisme hégémonique qui empêche l'émergence des individus pensants, censés prendre librement leur destin social en main» (p 109). «La gestion des institutions de savoirs a, à vrai dire, perverti le fonctionnement naturel des métiers intellectuels. Elle les a privés d'autonomie, de liberté d'entreprendre et d'organisation individuelle et collégiale. Ces dysfonctionnements d'ici et le contact d'ailleurs»,

suis». Ahmed Bedjaoui nous présente les «Images de nous autres» notre image se trouvant, 55 ans après l'indépendance, amputée en bonne partie par des décisions destructives prises au cours des années 60.

Enfin, Tin Hinan El Kadi nous raconte ses études et sa vie en Chine («L'Algérie est le pays qui a battu la Corée du Sud») et Suzanne El Farra, Algéro-Palestinienne, son «intégration» et ses déchirements avec «Algérie/Palestine, une histoire de miroirs». Quant à Jihad Hudaib, le poète palestinien né en Jordanie (et décédé en 2015), «oiseau voyageant continuellement entre les deux rives», sa contribution est un court poème, au titre évocateur : «Etrangers». Un critique a affirmé que «le lecteur a maintenant tous les outils entre les mains pour discerner la passion de la raison... et on ne lui fera plus avaler des couleuvres». Pas si sûr, tant les dégâts et les cassures causés -d'abord et avant tout par les «décideurs»- à la conscience et aux comportements des citoyens sont nombreux et profonds, la folie l'emportant (presque) toujours sur la raison ! Là-bas. Ici.

Les auteurs : Mouanis Bekari, Amin Khan (Introduction et texte), Said Djaja, Nedjib Sidi Moussa, Akram Belkaïd, Ahmed Cheniki, Ahmed Bedjaoui, Tin Hinan El Kadi, Suzanne El Farra, Jihad Hudaib. Une bio-bibliographie des auteurs est présentée (avec date et lieu de naissance tous des 1954 et plus (avec une naissance en 92); Ahmed Bedjaoui étant la seule exception, en fin d'ouvrage, ce qui est assez nouveau, donc original et utile pour une meilleure compréhension des styles et des contenus (assez «engagés» pour ne pas dire militants).

Extraits : «La vérité est qu'il n'y a jamais d'identité fixe, ni d'altérité autre que relative et datée. Il n'y a jamais de sang pur ou de sang impur, pas plus qu'il n'y a de nation éternelle, de nature humaine, ou de vérité absolue. Les humains, ou les peuples, ne sont ni bons ni mauvais. Leur histoire est le résultat, toujours provisoire, de mille déterminations et de mille circonstances» (Amin Khan, introduction, p 12). «Le tabou du métissage tout comme l'internationalisme borné font partie des limites si-

dans le cadre des politiques de formations et de recyclages depuis les années 1970-1980, ont alimenté davantage le désir d'émigration» (p 160). «Les augmentations salariales en 2008 ont contribué à la perte du sens du mérite et de la compétition intellectuelle au sein de l'institution universitaire; l'université a, à cette occasion, achevé de perdre son esprit académique» (p 171).

Avis Destiné beaucoup plus aux chercheurs et aux étudiants en anthropologie (politique) et sociologie ainsi qu'aux (nouveaux) décideurs politiques afin qu'ils puissent -si possible- réparer les profonds dégâts déjà causés et entreprendre une véritable «refondation».

Citations : «La culture politique en Algérie, comme produit de l'histoire, est soumise à l'impensé et à l'impensable. Ce processus d'occultation systématique et systémique est un mécanisme de perpétuation à la domination hégémonique de la société par le pouvoir d'Etat» (p 58). «Oublier ou vouloir faire oublier l'histoire réelle de la société, c'est vouloir «instituer le mensonge» (p 64). «Le problème de l'intelligentsia algérienne est un problème purement politique. Il ne peut y avoir des corps sociaux intermédiaires réflexifs dans une ambiance idéologique unanimiste qui s'est forgée dans les institutions au nom du nationalisme statutaire» (p 86). «La formation sociale réflexive (de l'individu) ne peut se réaliser sans la liberté, elle-même entretenu et garantie par le droit» (p 90). «Il n'y a pas d'individus dans le peuple, corps homogène et compact qui n'a pas besoin du droit pour se reproduire» (Lahouari Addi cité, p 91). «L'exil et l'asile des intellectuels sont des caractéristiques sociohistoriques qui ne concernent que des Etats dictatoriaux. Les systèmes politiques autoritaires instaurés juste après les indépendances sont les causes principales et le noyau central de l'effritement et de l'hémorragie du champ intellectuel dans ces pays» (p 133).

gnificatives du populisme algérien, jadis révolutionnaire, aujourd'hui réactionnaire» (Nedjib Sidi Moussa, p 63). «Venant après l'oppression agraire des Ottomans et les expropriations françaises, on ne peut se demander si la réforme agraire menée en 1974 par Boumediene n'a pas un peu plus accentué la cassure de l'Algérien avec sa terre, créant un fossé difficile à combler» (Ahmed Bedjaoui, p 100).

Avis Deuxième ouvrage sous la direction de Amin Khan (le premier étant «Nous autres. Éléments pour un manifeste de l'Algérie heureuse», déjà présenté dans Média). Ecrits globalement assez pessimistes (mis à part le texte «piquant et frais» de la benjamine des contributeurs, Ti Hinan), le bonheur n'étant, en réalité, ni «dans le pré» ni tout près. Lutter, encore lutter, toujours lutter. Décidément, on ne s'en sortira jamais. Peut-être, s'en foute ou se limiter à gérer son quotidien ? Mais, jusqu'à quand ? Et, pour les plus jeunes, comment ?

Citations : «Dans la phase actuelle de la mondialisation, le consensus est une des techniques de gouvernance internationale privilégiées des dominants» (Amin Khan, p 31). «Contrairement à la «tolérance», notion paternaliste, hypocrite, conservatrice, discriminatoire et raciste, qui maintient l'état moral en l'état, le respect est une condition nécessaire du dialogue, de la cohabitation, de la coopération, du vivre ensemble, de la démocratie et du développement» (Amin Khan, p 43). «Les frontières les plus hideuses sont bien celles qui s'érigent sur le béton armé de l'amnésie historique et de l'ignorance» (Saïd Djaja, p 51). «Un publi-reportage, c'est-à-dire de la publicité payante maquillée en reportage, ne profite jamais à celui qui le commande, mais à celui qui le commercialise» (Akram Belkaïd, p 69). «L'authenticité est un ghetto» (Ahmed Cheniki, p 76). «Il n'y a pas de culture vierge. Toute culture emprunte à une autre des traits et des éléments correspondant à son vécu et à son besoin social. On ne peut pas vivre hors du / le monde» (Ahmed Cheniki, p 79).

Le confinement, idéal pour se confronter à l'absurdité de nos existences



"Je m'adresse à vous, oui, vous là-bas, qui vous abrutissez devant Netflix une fois rentré de votre Open space." Pour Maria Cezar, le confinement doit nous aider à repenser la société, à commencer par l'utilité de nos métiers, notre finitude et nos conséquences directes ou indirectes sur la nature.

Marianne

"Les hommes, n'ayant pu guérir la mort, la misère et l'ignorance, se sont avisés, pour se rendre heureux, de n'y point penser", écrivait Pascal. Frères et sœurs confinés, vous êtes à présent seuls face à vous-mêmes. Les lumières sont éteintes, le spectacle est terminé, et les masques tombent. Rideau. Désormais, il n'est plus possible de noyer votre mal-être dans le divertissement, le consumérisme ou l'océan administratif des bureaux. Les publicités se taisent, et l'unique injonction que vous recevez de toutes parts, c'est celle de rester chez vous. Impossible d'échapper à votre condition d'êtres vivants et mortels, de roseaux pensants. C'est maintenant que surgissent les monstres, ces pensées que vous essayez de chasser chaque jour de votre esprit. Il ne faut pas les mettre à mort, mais les voir pour ce qu'ils sont. Le fantôme dans la machine est un ange gardien déguisé.

Soyons honnêtes, et venons-en au fait pour exhumer les questions existentielles que beaucoup d'entre nous se posent à juste titre. A quoi sert votre vie, à quoi passez-vous vos journées exactement, vous qui faites des tableaux Excel et rédigez des rapports que personne ne lira ? Êtes-vous brisé, votre existence vous semble-t-elle foncièrement absurde et inutile ? Avez-vous un bullshit job, comme les appelle David Graeber ? Êtes-vous un cocheur de cases ? Un laquais moderne, un démarcheur téléphonique pour courtier véreux ? Un petit chef dont l'activité consiste à se rehausser en assignant des tâches inutiles aux autres ? Un consultant chargé de faire des études de marché pour une multinationale du fast-food qui rend obèse ou l'une de celles qui exploitent des enfants en Chine parce que c'est rentable ? Où sont passés vos rêves et vos espoirs, vous qui vous reconnaisez dans des mèmes ? L'innocent en vous réclame son dû, car on le leurre depuis trop longtemps avec des films de super-héros en lui imposant un quotidien répugnant. Avec le confinement, il nous faut repenser trois choses :

l'utilité de nos métiers, notre finitude, et nos conséquences directes ou indirectes sur la nature, que l'on voit se régénérer partout sans la pollution des voitures et les flots de touristes.

PÉRIODE DE CRISE : UNE FENÊTRE POUR LE CHANGEMENT

Je m'adresse à vous, oui, vous là-bas, qui vous abrutissez devant Netflix une fois rentré de votre Open space. Ce bureau de fortune dépourvu de toute intimité qui vous force à passer votre journée assis devant un écran à côté d'un collègue insupportable. Vous qui faites semblant de sourire lorsque vous avez envie de vous tirer une balle. Je pense à toutes ces journées moroses que vous vous infligez sous Prozac, pour cause de "burn-out" ou dépression majeure, comme on dit aujourd'hui. A ces journées grises rythmées par une séance de yoga avant l'insomnie. On vous dit de vivre dans l'instant présent, de positiver, mais il n'y a rien de plus sain que de devenir fou dans un environnement toxique. Maintenant, heureusement, c'est fini, suspendu. Votre cauchemar a temporairement cessé, mais pour quelque temps seulement si nous ne faisons rien, tous ensemble, pour changer la situation. Cette crise majeure est une sonnette d'alarme, la preuve qu'il doit y avoir un avant, et un après.

AVANT D'ÊTRE DES CONSOMMATEURS ET DES STATISTIQUES, NOUS SOMMES DES êTRES HUMAINS

Voulez-vous continuer à être le maillon d'une chaîne qui conduit à des pandémies mondiales et à engendré la destruction de 60% des espèces animales en seulement 40 ans ? D'un système capitaliste qui fait de nous les responsables de la sixième plus grande extinction de masse ? Pourquoi avez-vous choisi de faire une école de communication ou de commerce, cédé à la pression sociale mortifère qui vous faisait croire que le pouvoir et le prestige s'y trouvaient ? Êtes-vous satisfait d'une société où le désespoir conduit à l'humiliation, à exhiber son petit déjeuner sur Instagram dans l'espoir d'obtenir quelques likes ? Les directeurs financiers et autres métiers payés à prix d'or pour brasser de l'argent, des images, et vous pousser à consommer sans fin vous diront que la planète est assez forte pour s'en remettre. Histoire qu'on les laisse perpétuer l'illusion, perpétuer leur mode de vie nihiliste et destructeur.

Appliquons le rasoir d'Ockham. Les métiers rémunérés à prix d'or sont-ils seulement utiles à notre espèce ? Ne séparent-ils pas la société en deux : riches et pauvres, acteurs et spectateurs, bourreaux et victimes ? Avant d'être des consommateurs et des statistiques, nous sommes des êtres

humains. Des créatures vivantes pourvues d'émotions, de sentiments, et d'un instinct de survie qui saura s'organiser pour expulser le virus de son organisme.

LE VIRUS DE LA MONDIALISATION ET DU NARCISSISME

Généraux et officiers des délocalisations et de la mondialisation : le virus, c'est eux. Les non-valeurs qu'ils portent dans notre société doivent périr dans le néant. Il n'y a pas si longtemps de cela, la vénalité, l'avareuse et l'usure n'étaient pas considérées comme des vertus. Preuve que l'essor de la bourgeoisie commerçante et son actuelle hégémonie n'est pas une fatalité, quoi qu'en disent les experts payés à naturaliser le capitalisme et à nous faire croire qu'il est notre seule possibilité. Si nous sommes malades, c'est du productivisme, du consumérisme et de l'individualisme narcissique qui polluent l'air que nous respirons et empoisonnent notre Terre.

Il est plus que jamais temps de se poser les bonnes questions. Quand les bourgeois vivent la quarantaine comme un mois de vacances dans leur maison de campagne idyllique et comparent leur confinement à un conte de fées, tous les autres, privés de leur liberté, suffoquent dans la misère. Misère affective, matérielle, souvent les deux à la fois. C'est à cette misère que nous devons déclarer la guerre, et à ses causes. La crise sanitaire est révélatrice d'une réalité crue : celle de l'inégalité fondamentale devant la vie dans notre pays, masquée par des valeurs républicaines aujourd'hui frelatées, transformées en psalmodies hypocrites.

IL EST DES MÉTIERS INDISPENSABLES À NOTRE SOCIÉTÉ, ET D'AUTRES, NON SEULEMENT SUPERFLUS, MAIS PARASITES

Le mode de vie prédateur que prône la bourgeoisie capitaliste n'est, de fait, réservé qu'à une minorité de la population. Les soignants, les petits commerçants qui travaillent de 6h à 23h, les SDF abandonnés à leur sort, et ceux qui vivent dans une chambre de bonne ou une cave sans fenêtre souffrent profondément pendant que certains prennent le soleil dans leurs refuges bucoliques. Or, comme d'habitude, on entend davantage le petit nombre de ceux qui se fantasment en Sylvain Tesson loin du champ de bataille que les 90% qui ne peuvent pas se le permettre.

Cette crise sanitaire nous ramène à l'essentiel, qui est peu de choses. Car là où croît le poison croît aussi ce qui sauve. Ne devrait-on pas payer les gens à hauteur de leur utilité sociale et écologique ? Indexer les salaires sur la contribution de chacun à la survie de l'espèce et de la pla-

nète ? Epicure classifiait les désirs en deux catégories : d'un côté, les désirs naturels et nécessaires à la vie, et de l'autre, les désirs vains et artificiels. De même, il est des métiers indispensables à notre société, et d'autres, non seulement superflus, mais parasites.

MÉTIERS UTILES ET INUTILES : TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET JUSTICE SOCIALE

S'il est une réalité que le coronavirus illustre brillamment, c'est que seuls quelques uns des nombreux métiers de l'hyperspecialisation capitaliste sont indispensables à la survie de notre espèce. Les agriculteurs nous nourrissent, les médecins, infirmiers et travailleurs sociaux nous soignent, les enseignants nous éduquent, les chercheurs nous orientent, et les éboueurs nettoient nos rues pour ne pas que nos villes ressemblent à des déchetteries à ciel ouvert. Pourtant, ce sont eux que l'on sacrifie sur l'autel des coupes budgétaires. Eux que les jeunes dirigeants de start-up inventeurs d'une énième application pour smartphone inutile méprisent. A la fin de la crise, nous ne devrons pas céder à l'amnésie collective, mais agir en conséquence, et faire justice à ces métiers sans lesquels nous ne serions plus. Les mettre au cœur de notre système de valeurs. Rendre à l'altruisme, fleuron de la noblesse d'âme, son lustre d'antan.

CE QUI TOMBE, DISAIT NIETZSCHE, IL FAUT ENCORE LE POUSSER

En attendant, on nous demande de travailler plus, toujours plus, sous prétexte d'intérêt général. On supprime les 35 heures, et on instaure le travail le dimanche. Après la quarantaine s'annonce l'austérité, pour couvrir ceux qui nous ont conduits à notre ruine, comme à celle de la planète toute entière. Or l'austérité n'est pas la décroissance, ni le chemin vers l'autonomie alimentaire. C'est la condition nécessaire à la survie moribonde d'un système économique qui a failli. Après avoir été de nouveau plongés dans le chaos et la ruine, il nous faudrait ramasser les pots cassés et payer à la place des coupables, comme en 2008. Mais qu'on se le dise tout haut : cela n'arrivera pas, car l'heure est à la prise de conscience. Et bientôt, elle sera à l'action, lorsque les Marie-Antoinette affublées de leurs maris barons de la finance reviendront à Paris après avoir courageusement quitté le navire. Le peuple français ne se laissera plus sacrifier sur l'autel du profit de quelques uns, socialement inutiles, au détriment de tous les autres qui ne demandent qu'à aider et donner un sens à leur vie. Ce qui tombe, disait Nietzsche, il faut encore le pousser.

Comment la France imagine une possible implosion de l'Afrique face au Covid-19

La crise du Covid-19 pourrait être en Afrique "la crise de trop, qui déstabilise durablement, voire qui mette à bas des régimes fragiles (Sahel) ou en bout de course (Afrique centrale)", estime le Quai d'Orsay. (Crédits : Reuters) Le Quai d'Orsay s'interroge sur l'impact terrible que pourra avoir la crise du Covid-19 en Afrique. Le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie évoque un possible effondrement des Etats en place et cherche d'ores et déjà des interlocuteurs fiables et légitimes.

LA TRIBUNE

Chronique d'une implosion annoncée... Dans une note du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS), titrée "L'effet pangolin : la tempête qui vient en Afrique ?", que La Tribune a consultée, le Quai d'Orsay estime que la crise du Covid-19 pourrait être en Afrique "la crise de trop, qui déstabilise durablement, voire qui mette à bas des régimes fragiles (Sahel) ou en bout de course (Afrique centrale)". En tout cas, la crise du Covid-19 sera probablement le révélateur des limites de capacité des Etats, incapables de protéger leur population. En Afrique, elle va également amplifier les facteurs de crise des sociétés et des Etats. Un nombre élevé de morts, le décès d'une personnalité ou, enfin, la comparaison entre Etat fragiles (Sahel et Afrique centrale) et solides (Rwanda, Sénégal). Ce qui pourrait déclencher une contestation.

La crise du Covid-19 va révéler de nouveaux rapports de force politique pour le contrôle de l'Etat, pendant et après la crise. "Anticiper le discrédit des autorités politiques signifie accompagner en urgence l'émergence d'autres formes d'autorités africaines crédibles pour s'adresser aux peuples afin d'affronter les responsabilités de la crise politique qui va naître du choc

provoqué par le Covid-19 en Afrique", fait valoir le CAPS. Pour l'heure, l'Afrique était mercredi encore peu touchée par le virus avec 200 décès (5.778 cas). Mais l'ouragan est en approche.

LE COUP FATAL À CERTAINS RÉGIMES AFRICAINS

"Face au discrédit des élites politiques, il convient de trouver d'autres interlocuteurs africains pour affronter cette crise aux conséquences politiques", affirme ce groupe de réflexion du ministère des Affaires étrangères, chargé de mener des missions d'analyse de l'environnement international. D'autant que le risque d'infection d'un dirigeant âgé et déjà malade pourrait avoir de lourdes conséquences et obligerait la France "à se positionner clairement et rapidement sur la fin d'un système et sur une transition". Pour le CAPS, il est clair que l'onde de choc à venir du Covid-19 en Afrique pourrait être "le coup de trop porté aux appareils d'Etat". Pourquoi ? Parce que le taux de médicalisation est quasi-nul et les systèmes de santé nationaux peuvent être considérés comme saturés d'office, estime-t-il.

La plupart des Etat africains vont faire "massivement la preuve de son incapacité à protéger ses populations. Cette crise pourrait être le dernier étage du procès populaire contre l'Etat, qui n'avait déjà



pas su répondre aux crises économiques, politiques et sécuritaires", souligne le Quai d'Orsay.

Selon le CAPS, en Afrique de l'Ouest, les mesures de confinement saperont l'équilibre fragile de l'informel, économie de survie quotidienne essentielle au maintien du contrat social. En Afrique centrale, "le choc pourrait précipiter la crise finale de la rente pétrolière au Cameroun, au Gabon et au Congo-Brazzaville (effondrement d'un prix du baril déjà en crise avec la demande, aggravé par un ralentissement de la production, et risque d'accélération de la réflexion d'opérateurs pétroliers - Total au premier chef - de quitter ces pays), là aussi au cœur des équilibres sociaux", précise le Quai d'Orsay. Dans les deux cas, cela pourrait constituer le facteur économique déclencheur des processus de transition politique.

DES POPULATIONS ABANDONNÉES MAIS MANIPULÉES

Certains pays africains devront faire face à ce qu'appelle le CAPS, un "virus politique". Il part du principe que les villes seront l'épicentre des crises et que très rapidement, la question du ravitaillement des quartiers se posera pour l'eau, la nourriture et l'électricité. "Des phénomènes de panique urbaine pourraient apparaître : elles sont le terreau sur lequel se construisent les manipulations des émotions populaires. Cette recette fait le lit d'entreprises politiques populistes", explique le CAPS. Ce sont les classes moyennes en cours de déclassement qui seront les premières

fragilisées, car leur quotidien risque de s'effondrer, précise-t-il.

Résultat, la question de la sélection ne portera pas sur les personnes à sauver sur le plan médical (faute de capacités d'accueil), mais "sur les besoins de premières nécessités : quel quartier ravitailler ? Quelles autorités locales crédibles peuvent être les relais d'organisation de la distribution ? Quels produits de première nécessité fournir dans une phase attendue de pénurie ?

Le poids des réseaux sociaux va considérablement peser, a fortiori avec le confinement qui va couper littéralement les sociétés des institutions publiques. Faute de parole publique crédible, "les théories complotistes commencent déjà à fleurir et s'ajoutent aux simples fausses informations pour participer d'une perte de contrôle des opinions publiques. A cela s'ajoutent les dynamiques de rumeurs populaires, lesquelles sont tout autant susceptibles d'être instrumentalisées pour orienter des violences collectives", avertit le Quai d'Orsay.

QUELS INTERLOCUTEURS POUR LA FRANCE ?

Pour la France, dans ce chaos, il s'agit de trouver des interlocuteurs à la fois fiables et légitimes pour compenser la possible faillite des Etats. "L'immanquable détournement de biens publics (à commencer par des masques) et de l'aide sanitaire internationale à venir (déjà dénoncée sous le terme « Covid-business ») peut facilement cristalliser l'ultime perte de crédit des dirigeants", justifie ainsi le CAPS. A ce stade, quatre catégories d'acteurs ont la capacité de mobiliser des foules. Ils doivent "donc d'ores et déjà constituer des interlocuteurs pour nos efforts de gestion de la crise en Afrique", estime le Quai d'Orsay.

Quels sont ces interlocuteurs ? Les premiers sont les autorités religieuses. Si des institutions ont accepté d'accompagner les premières consignes (Église catholique, certaines confréries musulmanes), d'autres, qui ont fondé leur succès sur la canalisation politique des émotions populaires, pourraient vouloir défier l'ordre public pour imposer le leur dans ce moment de faiblesse de l'Etat. Les deuxièmes sont les diasporas, qui peuvent avoir un devoir d'information civique. Les troisièmes sont les artistes populaires : "ils restent - à quelques exceptions près - des autorités morales crédibles et façonnent les opinions publiques", assure le CAPS.

Les quatrièmes peuvent être des entrepreneurs économiques et des businessmen néo-libéraux. "Ils peuvent jouer un rôle s'ils décident d'engager leurs moyens ou de se poser en intermédiaires entre le système de gouvernance mondiale et l'Afrique, mais dans tous les cas, ils souligneront la faillite de l'Etat", note le Quai d'Orsay. Enfin, face à l'incapacité de l'Etat à protéger ses populations et face aux possibles ambitions opportunistes de certains, il convient, selon le CAPS, de "soutenir des paroles publiques d'experts africains scientifiques et spécialistes de la santé". Il existe une communauté scientifique médicale africaine qui peut être mobilisée et soutenue.

Coronavirus : des corps abandonnés dans les rues, le drame de Guayaquil

L'Équateur est l'un des pays d'Amérique latine les plus touchés par le coronavirus. Dans la ville de Guayaquil, la crise sanitaire est telle que des corps sont abandonnés dans les rues.



l'extérieur des cimetières. Officiellement, Guayaquil n'a enregistré que 82 morts dues au coronavirus. Mais les autorités elles-mêmes ont reconnu qu'il pourrait y en avoir beaucoup plus de victimes qui n'ont pas été officiellement diagnostiquées. Et dans le même temps, un nombre inconnu de citoyens succombent à d'autres maladies faute de pouvoir être soignés et pris en charge dans des hôpitaux surchargés.

Jeudi, le président Lenin Moreno a annoncé qu'environ 150 corps étaient collectés quotidiennement dans la ville, rapporte «El Universo». Des chiffres très inquiétants puisque le nombre de personnes infectées et

mortes qui figure dans le registre officiel dépasse à lui tout seul les chiffres du Pérou, de l'Argentine ou encore le Venezuela.

"NOUS L'AVONS ENVELOPPÉ DANS UN SAC EN PLASTIQUE"

Julieta Sagñay, médecin psychiatre, qui dirige des programmes de réhabilitation pour les jeunes toxicomanes, a été infectée par le coronavirus. Elle a eu la chance de pouvoir être traitée avec un médicament habituellement donné aux malades du cancer et qui a amélioré ses défenses immunitaires. Hospitalisée huit jours, elle a été témoin des lacunes des services de santé et reste encore profondément choquée. «J'ai entendu des patients tousser tous les jours. Il y avait mes collègues. Les cris que j'ai entendus étaient terribles», confie-t-elle à «El Universo». Elle explique également avoir tout fait pour être renvoyée chez elle et ne pas être intubée, consciente qu'ici, peu de malades sortent vivants de réanimation.

Dans le «New York Times», une veuve raconte elle aussi la tragédie qu'elle vient de vivre. Lundi, son mari Daniel Larrea est mort du coronavirus. Une semaine plus tôt, il avait commencé à avoir une forte fièvre et des difficultés à respirer. Après son décès, personne n'est venu chercher son cadavre. «Nous l'avons enveloppé dans un sac en plastique. Il est là, dans le salon», confie-t-elle. Jeudi, le Corporation pour la sécurité des citoyens de Guayaquil (CSCG) s'est jointe aux travaux menés par la Force opé-

rationnelle interarmée pour la prise en charge des cadavres. Mais les corps ne sont pas seulement abandonnés dans les rues, ils s'accumulent également dans les morgues. Le «New York Times» explique que de nombreuses entreprises funéraires ne fonctionnent pas et que celles en service sont forcées d'envoyer leurs employés chez les gens sans aucune protection. La loi stipule également que les corps ne peuvent pas être récupérés tant qu'un médecin n'a pas confirmé la cause de la mort. Problème, les médecins sont surchargés de travail dans les hôpitaux et les corps restent donc en attente.

D'après Esteban Ortiz, spécialiste de la santé, la province de Guayas compte 70% des personnes infectées dans le pays mais ne dispose que de 175 respirateurs artificiels. Jorge Wated, porte-parole en charge du coronavirus en Equateur, a prévenu que les autorités s'attendaient à de nombreuses autres morts et a affirmé qu'elles feraient tout pour que les victimes soient enterrées dignement. «Nous demandons pardon pour ceux qui ont dû attendre des jours que leur être aimé soit récupéré», a-t-il déclaré en conférence de presse mercredi. D'après Jorge Wated, le nombre de morts dans la région pourrait osciller entre 2500 et 3500.

L'Équateur a identifié son premier cas officiel de coronavirus le 29 février. Il s'agissait d'une femme de 71 ans qui avait voyagé en Espagne. Jeudi, les autorités ont annoncé que 3160 personnes avaient été testées positives, tout en reconnaissant qu'il y en avait sans doute beaucoup plus.

PARIS MATCH

Guayaquil a perdu ses belles couleurs. La ville balnéaire d'Équateur, qui compte 2,6 millions d'habitants, est devenue l'une des zones d'Amérique latine les plus touchées par le coronavirus. Derrière les murs jaunes et bleus des petites maisons en hauteur, des malades meurent seuls chez eux. Dans les rues, des corps sont abandonnés. Et ceux qui ont pu leur offrir des funérailles font la queue à

Vingt-quatre personnes ont répondu positivement au CHU d'Oran Résultat encourageants du protocole de traitement à la chloroquine

J. Boukraâ

Vingt-quatre personnes atteintes du coronavirus ont répondu positivement au protocole de traitement à base de chloroquine, a indiqué le Pr Mouffok Nadjet chef du service des maladies infectieuses du Centre hospitalier universitaire d'Oran, dans un entretien accordé à la radio locale.

Au CHUO, le nouveau protocole de traitement à base de chloroquine a été lancé, il y a une douzaine de jours, à Oran, suite aux instructions du ministère de la Santé. Le traitement a donné des résultats encourageants pour la plupart des malades. Le service qui prend en charge plus de la moitié des cas avérés du coronavirus à Oran, a déjà libéré les 4 premiers cas complètement guéris, a indiqué la chef de service. Il s'agit de quatre hommes dont la moyenne d'âge est de 40 ans. Selon la même intervenante « 20 autres malades ont répondu positivement au traitement et se trouvent dans un très bon état (tous les symptômes ont disparu). Ces derniers seront dépistés, une

autre fois, avant de les libérer ». Le service continue à traiter les cas porteurs du 'Covid-19' avec de la chloroquine, dans l'espoir d'avoir autant de guérisons, surtout que des résultats encourageants et satisfaisants apparaissent dès les premiers jours du traitement, pour la plupart des cas. « Il n'est, toutefois, pas possible, à l'heure actuelle, d'affirmer que la chloroquine est l'unique cause du rétablissement des ces patients, la guérison du coronavirus pouvant être parfois spontanée », a-t-elle souligné. La chloroquine est un médicament utilisé habituellement contre le paludisme. Parmi les personnes atteintes à l'échelon national, 113 sont guéries, dont 20 patients ont quitté l'hôpital de Blida et 18 l'hôpital d'Alger mardi, tandis que 626 sont toujours sous traitement à la chloroquine. Notons que la wilaya d'Oran a comptabilisé, depuis l'apparition de la maladie et jusqu'au 7 avril 83 cas et 6 décès. La wilaya d'Oran est classée 3^e après celles de Blida et Alger, en ce qui concerne le nombre de cas de coronavirus, selon la carte épidémiologique, publiée sur le site du minis-

tère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Le 1^{er} cas de coronavirus a été confirmé à Oran, le 18 mars par les services de la Santé. Le patient était un médecin hématologue, âgé de 39 ans, résidant et exerçant en France. Renté en Algérie le 13 du même mois ce dernier, s'est rétabli. Actuellement les cas de coronavirus sont pris en charge dans l'établissement hospitalo-universitaire '1^{er} Novembre 1954' EHU, à USTO et au Centre hospitalier universitaire d'Oran 'Dr Benzerdjeb'. Cette mesure aide à regrouper toutes les capacités matérielles et humaines, dans ces 2 hôpitaux, pour lutter efficacement et réduire les points de contact avec ce virus afin de limiter sa propagation. Toutefois en dépit des moyens financiers et médicaux mis en place par l'Etat, l'Algérie ne peut pas faire face et lutter contre cette pandémie ayant touché tous les pays du monde, si les citoyens ne respectent pas les recommandations des autorités publiques. Pour rappel, au 07 avril, le bilan de coronavirus Covid-19 en Algérie a atteint 1.468 cas confirmés et 193 décès.

Université USTO-MB

Plus de 1.400 masques de protection livrés aux hôpitaux

Un nouveau lot de plus de 1.400 masques de protection confectionnés par l'Université des Sciences et de la Technologie d'Oran 'Mohamed Boudiaf' (USTO-MB) a été distribué, ces 2 derniers jours, aux différents hôpitaux et établissements sanitaires de la wilaya d'Oran, dans le cadre de la prévention face au coronavirus, a-t-on appris mardi du coordinateur de cette opération. « Toutes les structures sanitaires de la wilaya d'Oran ont bénéficié de cette action de solidarité, lancée lundi, au profit du personnel médical et paramédical mobilisé en cette conjoncture marquée par la propagation du virus 'Covid-19' », a précisé à l'APS le directeur de la plate-forme technologique

de l'USTO-MB, Amine Ilès. Avec cette nouvelle distribution, plus de 2.000 visières protégeant les yeux et le visage ont été livrées depuis le lancement de la fabrication, a-t-il indiqué, ajoutant que la production se poursuit dans l'espoir de « renforcer davantage la protection des professionnels de la santé, à Oran ». D'autres wilayas sont également ciblées, à court terme, notamment Tlemcen, Aïn Témouchent et Blida qui est la plus affectée par le coronavirus, a fait savoir M. Ilès.

A Oran, les masques de l'USTO-MB ont été distribués, entre autres, à l'Etablissement hospitalier '1^{er} Novembre 1954' (EHU), au Centre hospitalo-universitaire (CHUO), à l'Hôpital pédiatrique de Canastel, à la Protection

civile, aux Etablissements publics de santé de proximité (EPSP), à l'équipe de confinement du Complexe 'Les Andalous', et aux hôpitaux d'Aïn El-Baida, Aïn El-Turck et El-Mohgoun.

La capacité de production de la plate-forme de l'USTO-MB varie entre 250 et 300 masques par jour, mobilisant 12 étudiants de cette université, un autre de l'Ecole nationale polytechnique d'Oran 'Maurice Audin' (ENPO-MA) et des bénévoles du secteur économique. L'équipe s'attelle également à la conception d'un prototype de cabine protégeant le praticien au moment de l'intubation du patient au bloc opératoire, et d'autres équipements intervenant dans le système d'oxygénation, a-t-on signalé.

Direction des Services agricoles

4.000 tonnes de lait en poudre pour approvisionner les laiteries de l'Ouest

Les entrepôts de l'Office interprofessionnel du lait et dérivés de l'ouest du pays, ont été renforcés de 4.000 tonnes de lait en poudre pour l'approvisionnement des laiteries de la région, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction des Services agricoles d'Oran. Une cargaison de 4.000 tonnes de lait en poudre importée a été réceptionnée, lundi, au port d'Oran, afin d'alimenter 24 laiteries à travers 14 wilayas et approvisionner le marché en sachets de lait subventionné par l'Etat, a indiqué à l'APS, Harizi Maamar. Les entrepôts de l'Office disposent de quantités suffisantes de lait

en poudre, a-t-il affirmé, assurant que des efforts ont été accentués pour assurer un approvisionnement régulier en ce produit, surtout avec les conditions sanitaires actuelles résultant du 'Covid-19' et en prévision du mois de Ramadhan. Cette cargaison de lait en poudre intervient dans le cadre de l'application du programme annuel d'importation de cette matière première et sa distribution aux laiteries de l'ouest du pays, suivant des quotas fixés dans l'accord tripartite, conclu entre ces unités, l'Office et la direction Services agricoles (DSA), a déclaré, pour sa part, le directeur ré-

gional de l'Office. Hamou Mohamed a souligné, dans ce contexte, que l'approvisionnement en cette matière première se déroule de manière régulière et normale, et que toutes les mesures ont été prises pour éviter un déséquilibre dans la distribution ou une pénurie. Les services douaniers au port d'Oran ont accordé toutes les facilités pour la réception de cette cargaison estimée à 4.000 tonnes de lait en poudre en un temps record, son transport vers le site de chargement et de déchargement de la zone industrielle d'Es-Senia et sa distribution aux laiteries de l'ouest du pays

Marché de gros des fruits et légumes d'El-Kerma

Aucune baisse d'activité n'est enregistrée

Aucune baisse de l'activité commerciale n'est enregistrée au marché de gros des fruits et légumes d'El-Kerma, a affirmé mercredi, le directeur du Commerce de la wilaya d'Oran. Dans une déclaration à l'APS, Ahmed Belarbi a souligné qu'aucune baisse d'activité commerciale n'est enregistrée au marché de gros des fruits et légumes d'El-Kerma, indiquant que 45 mandataires verbalisés pour des infractions liées au défaut de facturation et d'affichage des prix ont repris le travail après s'être acquittés de leurs amendes. Le marché est approvisionné de 800 à 900 tonnes de fruits et légumes, quotidiennement, sans compter d'autres quantités qui arrivent d'autres wilayas dont notamment Mostaganem, a-t-il fait savoir. Selon le même interlocuteur, tous les produits de grande consommation tels que la semoule, la farine, l'huile de table, lait sont disponibles et en quantités suffisantes dans différents sites de commerce de gros, notamment ceux de Sidi El Hasni, d'Es-Seddikia et d'Es-Senia. Pas moins de 300 grossistes, répartis à travers le territoire de la wilaya, assurent quotidiennement, l'approvisionnement des consommateurs et tout s'effectue dans de bonnes conditions, en cette période de confinement sanitaire partiel pour la prévention et la lutte contre la pandémie du coronavirus, a-t-il déclaré. Le dispositif de surveillance du circuit commercial mis en œuvre dans la wilaya d'Oran contre la spéculation a mobilisé une trentaine de brigades de contrôle du commerce, a souligné la même source.

ILS NOUS ONT QUITTÉ... HIER
Youcfi Tahar, 80 ans, Cité Petit
Nedjar Fatma, 86 ans, Sid El Chahmi
Senouci Abdelmalek, 6 ans, Mostaganem
Kharoubi ACA, 1h, Arzew

Horaires des prières pour Oran et ses environs

15 chaâbane 1441
El Fedjr 05h11 Dohr 13h05 Assar 16h43 Maghreb 19h36 Icha 20h57

CORONAVIRUS

COURS-FEU de 15h-7h



OUVRE-FEU de 7h-15h



Suite aux travaux d'aménagement du Bureau de poste de Bouisseville

Une infrastructure de substitution suscite la satisfaction des usagers

Rachid Boutelis

Spacieuse, aérée et inondée de soleil, qui entre par les baies vitrées garnissant ses deux façades, l'infrastructure de substitution, bien de la commune, qui fait temporairement office de Bureau de poste, offre toutes les commodités des conditions de travail pour les employés et d'accueil pour les usagers. Elle a suscité beaucoup de satisfaction et autant d'approbation chez le personnel, au même titre qu'aux usagers. Les vives tensions, enfantées par l'exiguité dans l'ancien Bureau de poste de la localité de Bouisseville, qui fait actuellement l'objet d'un grand aménagement, d'où les raisons de son transfert, à titre provisoire, dans ladite infrastructure nouvellement réceptionnée, faisant face à l'entrée principale de l'hôpital 'Dr Tami Medjbeur', ont été bannies par le vaste espace des lieux en question, a-t-on constaté sur place. « Le wali d'Oran a aussi pris acte, en réponse à notre requête relative au transfert provisoire du Bureau de poste de Bouisseville. Il a instruit les responsables locaux à satisfaire nos doléances », a déclaré en substance M. Abbès, receveur du Bureau de poste en question. Nécessité fait loi, ce transfert, qui est intervenu dans une conjoncture cruciale, a reçu une

approbation unanime. « L'appréciation étendue du bureau, notamment la salle d'attente jouxtant les guichets, facilite énormément le respect des règles de distanciation entre les usagers en ces temps de crise sanitaire. Le rush de la fin du mois a pu, ainsi, être aisément maîtrisé par les employés et la fluidité était de mise dans la file des usagers, ce qui n'était pas le cas, dans la pénible étroitesse du bureau initial », a encore fait remarquer notre interlocuteur.

Il importe de signaler dans ce même contexte l'état de déliquescence avancé du Bureau de poste du chef-lieu de la daïra d'Aïn El-Turck, situé Place '1^{er} Novembre 1954', qui s'embourbe insidieusement, au fil des jours, dans le sordide le plus exécable.

Sur transfert vers la nouvelle infrastructure n'est à priori pas pour demain. L'entreprise chargée des travaux de réalisation du projet d'un nouveau bureau de poste, qui a été installée, plus d'une année auparavant, bute toujours sur de stupides impondérables. La réalisation de ce projet, qui a été inscrit sur le plan de la relance économique, PRE, au cours du mois de février 2014 et a nécessité un apport financier de 4,5 milliards de cts, avec avenant accordé un an après, somme absurdement depuis près de 7 années.

El Ançor

Deux cambrioleurs arrêtés

K. Assia

Suite à un appel téléphonique via le numéro vert 1055 indiquant que des individus s'apprêtaient à cambrioler son appartement situé dans la commune d'El Ançor, les éléments de la brigade de la gendarmerie de cette localité se sont déplacés sur les lieux et ont constaté que la victime âgée de 78 ans et qui avait donné l'appel téléphonique guettait de

Lutte contre le commerce des stupéfiants Un dealer arrêté et plus de 90 comprimés psychotropes saisis

Un dealer, âgé de 21 ans, a été arrêté par les services de la police judiciaire de la 11^e Sûreté urbaine et plus de 90 comprimés psychotropes, de différentes marques, ont été saisis. Le mis en cause a été appréhendé à la suite d'informations indiquant qu'un jeune écoulait des psychotropes. La perquisition effectuée

loin so suivait de loin l'opération de vol. Une fois à l'intérieur, les gendarmes parviennent à mettre la main sur les 2 auteurs, âgés de 20 ans et qui se trouvaient encore dans l'appartement. Ils ont constaté, par ailleurs que des objets étaient emballés et entreposés dans un coin d'une pièce, prêts à être emportés. Les mis en cause arrêtés, seront présentés au tribunal. Une enquête a été ouverte par les gendarmes d'El Ançor.

K. Assia

TLEMCEN

Covid-19: des soignants protestent, la wilaya les rassure**Khaled Boumediene**

Confrontés au nombre important de patients suspects de coronavirus qui défilent chaque jour devant eux, les médecins résidents, infirmiers, aides-soignants et manipulateurs de radios du CHU « Tidjani Damerdjii » à Tlemcen ne souhaitent plus rentrer dormir chez eux. Mardi dernier, une trentaine de soignants du bloc 470 qui abrite une nouvelle structure Covid-19 ont observé un sit-in devant le siège de la wilaya pour demander la réquisition de chambres d'hôtel.

Il est à rappeler dans ce cadre que le CHU a réorganisé récemment ses services de traumatologie, neurologie et dermatologie, pour être opérationnel en cas de pic de l'épidémie de coronavirus et l'arrivée importante de malades du centre de consultations Covid-19 de l'EPH de Remchi. A cet égard, Belkacem Si Kaddour, un volontaire très fatigué physiquement, a précisé à notre rédaction que cette action intervenait pour revendiquer l'intervention des autorités de la wilaya afin de prendre les dispositions nécessaires contre cette situation sanitaire de plus en plus menaçante pour la santé des soignants. « Nous refusons de rejoindre nos familles car nous avons peur de les contaminer.

Il y a des personnes parmi nous qui passent leur nuit au CHU pour ne pas infecter leurs familles et leurs proches, c'est inadmissible ! Ils ne peuvent pas dormir chez eux ! Moi

par exemple je me suis porté volontaire depuis que cette épidémie est apparue chez nous, mais il faut nous protéger, car nous ne pourrons pas tous dormir à l'hôpital.

C'est donc naturellement que nous nous rassemblons aujourd'hui devant la wilaya », raconte ce coordinateur du service de pneumologie, avant que son collègue, Mohamed Settoufi, responsable des paramédicaux du CHU, explique lui aussi avec frustration que « le personnel soignant se rend au chevet des malades suspects de coronavirus chaque jour avec l'inquiétude d'être contaminé, surtout qu'un médecin des UMC vient d'être infecté de l'épidémie. Certains soignants sont même allés se faire dépister, et on demande à ce que l'ensemble du personnel médical et paramédical qui se relaie chaque jour pour soigner les malades suspects de coronavirus soit testé, pour éviter la contagion au sein même de la structure hospitalière mais aussi au sein de leur propre famille ».

Pour Youcef Hadjou, coordinateur du service de médecine interne du CHU, qui s'est joint aux soignants protestataires, non seulement le nombre de patients qui présentent des problèmes respiratoires dans le bloc 470 est en hausse, mais cette structure pâtit aussi du manque de tests et respirateurs.

En l'absence d'un nombre suffisant de ces matériels, il paraît difficile de savoir combien de patients sont atteints de coronavirus. Mais

selon lui, il serait un peu plus de 50 malades suspects au CHU qui sont soumis aux examens d'écouvillonnage oraux (prélèvements de salive) et aux analyses de sang.

Selon nos informations, cinq représentants des protestataires (un médecin, un pharmacien, deux coordinateurs et membre des corps communs), ont été reçus par le secrétaire général de la wilaya, Djamel Menia, pour débattre des différents problèmes liés à leur quotidien professionnel en présence de la directrice de la santé par intérim, Nabila Allili, et du directeur général du CHU, Nasreddine Mazouni.

Convaincu de la légitimité de leurs inquiétudes, le SG a pris une décision pour héberger tout le personnel soignant à l'hôtel « Agadir » en attendant que l'hôtel « Les Zianides » soit totalement désinfecté et ce, suite au dé-confinement de quelque 84 personnes prises en charge pendant 15 jours dans cet hôtel, après leur retour de Casablanca au pays.

Des instructions ont, par ailleurs, été données aux responsables de la direction de la santé pour mettre à la disposition des soignants du CHU de tout le stock de masques, surblouses et autres équipements de protection contre le nouveau coronavirus. Les représentants du personnel médical soignant ont de leur côté beaucoup apprécié la réaction positive des autorités de la wilaya à leurs revendications et affiché leur détermination à conduire leur mission avec le plus grand professionnalisme.

MOSTAGANEM

Des aides pour 546 familles

Pas moins de 546 familles vivant dans des zones reculées et isolées de la wilaya de Mostaganem ont bénéficié d'aides alimentaires permettant de soulager les ménages dans le besoin et réduire un tant soit peu les effets de la pandémie du coronavirus, a-t-on appris de la directrice de l'action sociale (DAS) Khadija Bouchakour. L'opération de solidarité visant à réduire les effets de l'épidémie du Covid-19 pouvant toucher les familles nécessiteuses et pauvres a jusqu'à présent ciblé 546 familles vivant dans 44 villages et douars des 19 communes de la wilaya.

Ces aides, des denrées alimentaires de base et des légumes, sont des dons de bienfaiteurs et de secteurs publics, administratifs et économiques, notamment la direction des services agricoles de la wilaya, acheminées vers les zones concernées en présence d'une équipe médicale et paramédicale chargée d'examiner certains cas, dont les personnes aux besoins spécifiques et les personnes âgées. L'équipe médicale aura pour mission également de sensibiliser sur la gravité de cette pandémie en mettant l'accent sur l'importance, voire l'impératif respect des mesures de préven-

tion, notamment le confinement sanitaire et la distanciation sociale, a souligné Mme Bouchakour.

Parallèlement à cette campagne de solidarité, les mêmes services ont engagé une vaste opération pour recueillir des personnes sans abri, notamment durant la période de confinement partiel de 19 heures à 07 heures, ce qui a permis jusqu'à présent de prendre en charge 19 personnes, dont 5 femmes et 3 enfants, transférées au service d'assistance sociale des urgences mobiles de Kharouba, spécialisé dans la prise en charge des personnes en situation difficile et sans abri.

MASCARA

Trois spéculateurs condamnés à un an de prison

Le tribunal de Ghriss a prononcé des peines d'un (1) an de prison ferme assorties d'amendes à l'encontre de trois prévenus pour spéulation en produits alimentaires, a-t-on appris du procureur général près la cour de Mascara. Les trois accusés ont été présentés lundi soir devant le parquet de Ghriss pour les chefs d'inculpation de «spéulation en produits alimentaire», «défaut de facturation», «pratique d'une activité commerciale avec un registre de commerce appartenant à autrui» et «délivrance de fausses factures», a-t-on indiqué de même source. Le tribunal de Ghriss a condamné les accusés à un an de prison ferme assortie d'une amende de 200.000 dinars chacun, avec la saisie de leurs marchandises (109,2 quintaux de sucre et 246,5 quintaux de farine).

La police renforce son dispositif**Belkacir Mohamed**

Pour veiller au respect de l'application des mesures de confinement dans la ville de Mascara, la sûreté de wilaya a renforcé son dispositif déployé. Usant de mégaphone, les policiers incitent les habitants à respecter les mesures de confinement en demerant chez soi et en insistant surtout que c'est la

CHLEF

Les assurances de la CNR**Abbad Miloud**

Dans un communiqué de la CNR agence wilaya de Chlef, cette dernière appelle les retraités et assurés sociaux à éviter les déplacements au niveau de l'ensemble de ses structures implantées sur le territoire de la wilaya, et ce, afin de renforcer la prévention de la pandémie du coronavirus. Elle informe les retraités que des applications ont été mises à leur disposition en vue de bénéficier à distance de ses prestations et

La formation professionnelle se mobilise**Abbad Miloud**

Face à la pandémie, la direction de la formation professionnelle n'est pas restée les mains croisées. Elle a exprimé sa solidarité par la confection de bavettes médicales qui demeurent rares. Ainsi, cinq centres de formation (centre-ville Chlef, Cchorfa, Elkarmia, Oued sly et Bouzghaia) ont rouvert leurs ateliers. En l'espace de deux se-

TIARET

Près de 150 quintaux de viande saisis

Au moins 148 quintaux de viande avaient été saisis en mars dernier par les services de sûreté de la wilaya de Tiaret pour différentes infractions, a-t-on appris auprès des services de la sûreté de wilaya. Les opérations de saisie qui interviennent dans le cadre de la préservation de la santé publique, ont permis de mettre la main sur 148 quintaux de viande rouge et blanche et des viscères dont 22,6 quintaux avariés.

Ces quantités destinées à la consommation ont été saisies pour absence du certificat vétérinaire ou transport dans des conditions inadaptées ou encore pour avarie.

seule mesure qui les aide à se préparer de la contamination au Covid-19. Lors de ces opérations menées, les brigades de police ont mis de l'ordre sur la voie publique en interceptant des engins motorisés qui circulaient encore malgré les restrictions. Au total 13 personnes ont été prises en infraction. De même que 18 véhicules et 26 motocyclettes.

services, tous les jours de la semaine et 24 heures sur 24. Pour cela, les citoyens peuvent appeler le numéro vert « 30 11 » pour toute information ou éclaircissement. Elle assure les retraités du versement des pensions de retraite aux dates habituelles. Le renouvellement annuel du dossier ne sera exigé qu'une fois la pandémie endiguée. D'autre part, elle informe tous les assurés sociaux, dont la validité de la carte Chiffa a expiré le 31 mars, qu'elle reste valable jusqu'à la fin avril 2020.

maines, 6.400 bavettes ont été fabriquées et mises à la disposition de la commission de crise de la wilaya. « Dans les prochaines semaines, nos prévisions sont d'atteindre 30.000 bavettes par l'augmentation du rythme de travail. De même, nous prévoyons l'ouverture d'autres ateliers au niveau d'autres centres de formation », a déclaré le directeur de la formation professionnelle.

Par ailleurs, les agents du contrôle de la direction du commerce d'El Baya ont saisi, mardi, plus de 3 quintaux de viande blanche impropre à la consommation.

L'opération a eu lieu lors du contrôle d'un abattoir au chef-lieu de wilaya où la quantité de viande blanche a été saisie après son contrôle par un vétérinaire qui a confirmé que le produit est avarié. Il s'est avéré que cette quantité n'a pas été soumise au contrôle sanitaire et mise dans des conditions ne respectant pas les conditions d'hygiène. Une procédure judiciaire a été engagée contre le contrevenant.

BOUIRA

Collecte de sang aux malades

Farid Haddouche

La fédération des donneurs de sang de Bouira, en collaboration avec le CTS, le Croissant rouge, les Scouts, l'Association des auxiliaires médicaux algérienne (SAMA), l'association des psychologues et les habitants du quartier des 140 logements de la ville, a organisé une collecte de sang au profit des malades avant-hier dans l'après-midi. Cette action pour laquelle 2 camions de collecte ont été réservés, a été soumise à la contrainte des mesures préventives contre le coronavirus.

Pour une première initiative, les donneurs de sang habitant la cité des 140 logements ont répondu à l'appel, avec discipline, organisation, esprit coopératif et patience, compte tenu des mesures préventives qu'il fallait prendre.

Le docteur Abdelmalek Sayah, président de la fédération nationale

des donneurs de sang de la wilaya de Bouira et qui est en même temps secrétaire général de la Fédération internationale des organisations des donneurs de sang (FIODS), nous donnera un aperçu sur cette action respectable qui est appelée à se renouveler, « Pour cette première action de collecte de sang qui a pris une petite durée, une cinquantaine de citoyens sont parvenus à donner du sang. S'il n'y avait pas les contraintes préventives du confinement sanitaire et autres obligations dues à la pandémie du coronavirus, nous aurions eu plus de donneurs ». Notre interlocuteur ajoutera : « L'association des donneurs de sang de Bouira remercie au nom des malades de notre wilaya tous les citoyens qui ont répondu présents pour donner de leur sang afin de sauver des vies. Car, l'histoire retiendra qu'ils n'ont pas abandonné nos malades

même dans des moments difficiles ». Le docteur Sayah nous admettra qu'il n'était pas du tout certain de la réussite de cette première action de collecte de sang et d'une telle présence remarquable de donneurs, même si toutes les mesures sanitaires avaient été prises. Cependant, le docteur Sayah, encouragé par cet engouement citoyen au don de sang, nous rassurera que cette action sera renouvelée régulièrement, vu que le besoin de sang se fait toujours sentir. A cet effet, ce dernier lance un appel au niveau de la wilaya de Bouira afin de sensibiliser les citoyens voire la société civile à donner du sang aux malades dans le besoin urgent.

Il souhaiterait également que toutes les wilayas en fassent de même, d'autant plus que la fédération nationale des donneurs de sang lance des campagnes présentement à travers tout le pays.

Le confinement, de plus en plus respecté

La mesure de confinement prise dans le cadre de la prévention et de lutte contre la propagation du Covid-19 est de plus en plus respectée à Bouira grâce à une série de campagnes de sensibilisation menées par les différents services de la wilaya et la société civile, a-t-on constaté. Au chef-lieu de la wilaya, la ville a perdu son ambiance depuis quelques jours en raison du confinement que beaucoup de citoyens appliquent par précaution et pour se prémunir contre le Covid-19, qui a fait une dizaine de cas confirmés par les services médicaux de l'hôpital Mohamed Boudiaf.

Dans la matinée, la ville était déserte et le silence remplissait les rues malgré l'ouverture de quelques rares commerces et boutiques afin de permettre aux citoyens de s'approvisionner en produits alimentaires nécessaires comme notamment le lait, la semoule et les légumes. « Je suis sorti à 9h00 du matin pour juste faire mes courses et je rentre, parce que la situation devient de plus en plus critique », a avoué Azzedine, sur un ton inquiet. « Le virus s'est déjà propagé dans notre wilaya, il a fait une dizaine de cas et j'espère qu'avec le respect du confinement la situation va s'améliorer. A Bouira, les gens

respectent le confinement car il n'y va que de leur intérêt », souhaite de son côté le jeune Sidali rencontré par l'APS à la cité Cadat 2. Les campagnes de sensibilisation sur les risques de cette pandémie et sur les mesures de prévention se poursuivent toujours.

Les services de la protection civile axent depuis quelques jours leurs actions de sensibilisation autour des marchés afin d'inciter les gens à respecter la distanciation sociale ainsi que les mesures d'hygiène afin d'éviter toute contamination. « Nos actions de sensibilisation sont axées essentiellement sur les marchés de fruits et légumes, notamment celui de la ville. Nous incitons les citoyens au respect de la distanciation sociale et des mesures d'hygiène afin de ne pas propager plus le virus », a expliqué à l'APS le chargé de la communication de la protection civile, le sous-lieutenant Youcef Abdat. « Grâce à ces campagnes de sensibilisation, les gens ne sortent que rarement. La majorité respecte ce confinement malgré quelques actes d'insouciance (regroupements) enregistrés au niveau de certaines cités de la ville, mais sinon la plupart des citoyens sont conscients de ce défi », a souligné le sous-lieutenant Abdat. A travers les autres com-

munes de la wilaya, à l'image de M'chedallah, El Adjiba et Chorfa (Est de Bouira) ainsi que Lakhdiria (Ouest), les villes sont presque désertées par leurs habitants confinés par crainte d'être touchés par le virus. A M'chedallah et Ahnif, les citoyens sont de plus en plus vigilants et prudents notamment après l'annonce d'un cas confirmé à Ahnif. Dans ces régions, un climat d'inquiétude et de silence s'est installé depuis quelques jours et tous les discours se tournent qu'autour de cette question d'actualité mondiale. « Les gens ont peur, c'est normal, le virus a décimé des milliers de personnes en Chine, en Italie et en France », s'est inquiété Massinissa, un jeune d'Ahnif. La ville d'El Adjiba était elle aussi déserte et les rues étaient vides. Quelques commerces d'alimentation générale étaient ouverts. Quelques nombreuses personnes se précipitaient à faire leurs courses du jour pour rentrer chez elles tout en espérant qu'elles n'aient pas contracté le virus. « C'est vrai que le confinement est dure épreuve pour nous, mais nous n'avons pas autre choix pour stopper cette maladie mortelle », a estimé le jeune Elyes.

ALGER

Semant la terreur, une bande de délinquants arrêtée

Les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) ont procédé au niveau de la cité El Malha dans la commune de Gué de Constantine (Alger) à l'arrestation d'une bande de délinquants composée de neuf repris de justice « bardés de différentes armes blanches » ayant semé la terreur parmi les citoyens, a indiqué lundi un communiqué de ce corps de sécurité.

« Agissant sur informations parvenues au centre d'opérations du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale (GN) de la wilaya d'Alger, à travers le numéro 1055, faisant état d'une bagarre aux armes blanches entre un groupe de délinquants, au niveau de la cité AADL 1516 d'El Malha, dans la commune de Gué de Constantine, une patrouille renforcée par la Section de sécurité et d'intervention (SSI) s'est rendue

sur les lieux en vue de neutraliser ce groupe qui menaçait un citoyen à l'arme blanche pour s'introduire dans son domicile ».

La même source a, en outre, indiqué que « cette opération + qualitative + s'est soldée par l'arrestation de neuf individus en possession de différentes armes blanches consistant en une épée de fabrication traditionnelle, une machette et des couteaux de grande taille ainsi que des bâtons à clous ».

« Les personnes impliquées seront présentées devant le procureur de la République territorialement compétent pour association de malfaiteurs, violation de domicile, entrave aux institutions et agressions de leurs agents, menace aux armes blanches, destruction des biens d'autrui et port d'armes blanches », a ajouté la même source.

Contrairement à la version des faits qui a été relayée sur les réseaux sociaux faisant état d'arrestation de délinquants ayant refusé de se conformer aux mesures de confinement, ces individus ont été appréhendés car impliqués dans des crimes de droit commun en semant la terreur et portant atteinte à la sécurité des citoyens, ont expliqué les services de la Gendarmerie nationale.

Cette opération qui s'est soldée par la mise hors d'état de nuire de cette bande criminelle dénote, d'une part, de la conscience des citoyens qui participent à l'instauration de la paix et, d'autre part, de l'efficacité du numéro vert (10-55) permettant l'intervention rapide des forces de la GN afin d'empêcher les crimes avant qu'ils ne se produisent, a conclu le communiqué.

MILA

Plus de 3 quintaux de viande blanche saisis et détruits



B. Bousselah

La fermeture des principaux acquéreurs de la production avicole, à savoir les rotisseries et les restaurants ainsi que les ventes promotionnelles qui circulent à l'occasion sur les réseaux sociaux, n'ont pas été sans impact sur la qualité des produits agricoles et alimentaires livrés au consommateur. Raison qui poussé la police de la sûreté urbaine de Ferdjoua

en coordination avec les services de l'inspection et la répression des fraudes à saisir plus de 3 quintaux de poulets impropre à la consommation lors d'un contrôle effectué mardi dernier dans l'un des magasins spécialisés dans la vente du poulet du centre-ville. Ces poulets dont la viande est impropre à la consommation ont été détruits et un procès-verbal a été dressé au contrevenant pour poursuites judiciaires.

OUARGLA

Plus de 100 véhicules mis à la fourrière pour infraction aux règles de confinement

Au moins 107 véhicules et 90 motocyclettes ont été mis à la fourrière communale d'Ouargla pour infraction aux règles de confinement partiel décidé par les pouvoirs publics dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19, indique mercredi un communiqué de la sûreté de wilaya. De même, 82 personnes ont été soumises aux procédures d'identification et les cas de 20 autres soumis à examen, a fait savoir la source en signalant que l'opération a excepté les détenteurs d'autorisation de circuler.

Ces opérations ont été opé-

réées au deuxième jour du confinement partiel au niveau des points de contrôle fixes, aux barrages dressés sur les grands axes routiers de la wilaya, et via les patrouilles véhiculées et pédestres à travers les quartiers d'habitation, est-il précisé. Les services de la sûreté de wilaya appellent les citoyens à faire preuve d'esprit responsable et de veiller au strict respect des mesures de prévention et de confinement, notamment en restant à la maison et ne sortant qu'en cas de grande nécessité, afin de freiner la propagation de la pandémie.

CFPA de Rouïssat : confection de bavettes et tenues de protection

Un atelier de confection de bavettes et de tenues de protection médicale a été ouvert au Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) « Chahid Ahmed Mahdjoubi » à Rouïssat (Ouargla), dans le cadre des efforts de lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-on appris mercredi de la direction de wilaya du secteur de la formation. Doté de plusieurs machines à coudre, l'atelier est encadré par une équipe d'enseignants du secteur qui supervise la confection de ces articles de protection médicale par les filles stagiaires du centre et des femmes au foyer (anciennes stagiaires), a affirmé le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Ali Houassi.

La capacité de production hebdomadaire est d'environ 4.000 bavettes, en plus d'un certain nombre de blouses et de charlottes médicales destinées au per-

sonnel de la santé, a-t-il précisé en signalant que cette capacité peut être augmentée en fonction de la disponibilité de la matière première, actuellement ramenée du nord du pays. Les articles produits sont remis à la commission de wilaya chargée de la coordination intersectorielle de la prévention du Covid-19, qui déterminera les priorités de leur répartition aux différents services et établissements concernés, à leur tête les structures hospitalières en première ligne de la lutte contre la pandémie, a expliqué M. Houassi. Le secteur de la formation professionnelle envisage l'ouverture d'ateliers similaires dans certains autres de ses établissements à travers la wilaya, si la matière première venait à être disponible en grande quantité, et ce dans le but de couvrir la demande croissante sur ces articles de protection, en cette conjoncture de pandémie, a-t-il assuré.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

15 chaâbane 1441

El Fedjr 04h52	Dohr 12h50	Assar 16h28	Maghreb 19h21	Icha 20h43
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



FAF - Paiement des frais et amendes L'opération ajournée

Le paiement des frais d'engagement et des amendes des clubs est ajourné jusqu'à la reprise de la compétition, suspendue depuis le 16 mars en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a annoncé mardi soir la Fédération algérienne de football (FAF). «La FAF a saisi toutes les Ligues (LFP, LNFA, LIRF, Ligues régionales et de wilayas) à travers une circulaire du secrétaire général (N 290/SG/2020

du 06/04/2020) à l'effet de surseoir au paiement des frais d'engagement et des amendes des clubs jusqu'à la reprise de la compétition et ce, en raison de la situation difficile que traverse le pays due à la pandémie du COVID-19», indique l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel.

Le ministère de la jeunesse et des sports (MJS) avait prolongé la suspension de toutes les manifestations sportives,

dont les différents championnats de football, jusqu'au 19 avril, en raison de la situation sanitaire au pays.

Selon le dernier bilan établi mardi par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, 45 nouveaux cas confirmés de Covid-19 et 20 nouveaux décès ont été enregistrés en Algérie, portant le nombre des personnes infectées à 1468 et celui des décès à 193.

LFP

La Ligue augmente sa contribution à 3 milliards

La Ligue de Football Professionnel (LFP), a décidé d'augmenter à 30 millions de dinars (3 milliards de centimes), sa contribution au fond spécial de solidarité créé par la fédération algérienne (FAF), dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus (Covid-19), a-t-elle rapporté sur son site officiel. Lors de la dernière réunion de son Bureau exécutif tenue mercredi dernier, la LFP a fixé à 10 millions de dinars son aide, versée dans le compte d'aide

de solidarité ouvert par l'instance fédérale. La décision d'augmenter la contribution «a été prise par la LFP suite à une consultation des clubs de Ligue 1 professionnelle, invités à participer à ce mouvement de solidarité. Tous les présidents ont accueilli l'initiative et ont soutenu la démarche de la Ligue et la fédération», précise la LFP dans un communiqué. L'instance dirigeante de la compétition a précisé que «ces 20 millions de dinars supplé-

mentaires seront prélevés du chapitre des droits TV et cette somme sera par la suite amputée des futurs montants qui devraient être versés aux clubs de ce chapitre». Le président de la LFP, Abdelkrim Medouar a indiqué mardi aux médias «qu'il prendrait contact avec les présidents des clubs pour trouver une formule qui permettrait, à partir des entrées financières de la télévision nationale (EPTV) saison 2019-2020, à accroître la contribution de la LFP».

MC Alger

Neghiz pessimiste pour la reprise du championnat

L'entraîneur du MC Alger (Ligue 1 de football), Nabil Neghiz, a estimé mercredi qu'il était très difficile de reprendre le championnat national, suspendu depuis plus d'un mois, en raison de l'épidémie de coronavirus.

«Cela sera très difficile de reprendre la compétition dans ces conditions. Le championnat est à l'arrêt depuis un plus d'un mois.

Les entraînements collectifs sont suspendus et les joueurs s'entraînent depuis leur maison. Ce n'est pas suffisant car comme tout le monde le sait, le joueur algérien n'a pas les moyens d'un joueur professionnel en Europe. Chez nous, on va se contenter du minimum», a déclaré Neghiz au site spécialisé DZFoot. Et d'ajouter : «Si l'on ne reprend pas les entraînements collectifs au mois d'avril, cela va être une vraie catastrophe pour nous car il va falloir beaucoup de temps afin de pré-



parer l'équipe à nouveau pour la reprise.

C'est pour cette raison que je ne serai pas surpris, si les instances du football décident de suspendre définitivement le championnat de football de Ligue 1 est à l'arrêt depuis plus d'un mois.

cette saison». A cause du Covid-19, toutes les compétitions sportives en Algérie sont suspendues. Le championnat de football de Ligue 1 est à l'arrêt depuis plus d'un mois.

ASM Oran

Le programme de préparation individuel pose problème

Les joueurs de l'ASM Oran trouvent toutes les peines du monde pour mettre en application le programme de préparation individuel concocté par leur staff technique après la suspension des compétitions sportives et des entraînements collectifs à cause de la pandémie de coronavirus, a-t-on appris mercredi du capitaine de cette équipe de Ligue 2 de football. Le meilleur de jeu, Tayeb Berrama, a estimé d'ailleurs qu'il était très difficile pour les joueurs, notamment ceux habitant dans des immeubles, de respecter le programme de préparation qu'ils sont censés appliquer pendant cette pérío-

de de «trêve forcée». «On essaie tant bien que mal de maintenir la forme, mais au fil des jours, les choses se compliquent de plus en plus, notamment pour les joueurs résidant dans des immeubles, puisque l'exiguité des lieux ne leur permet pas de s'entraîner convenablement», a déploré le capitaine asémiste.

Estimant que ce problème n'est pas propre aux joueurs de l'ASMO, le même interlocuteur a fait savoir que depuis la fermeture de la forêt «El Menzah» (ex-Canastel) dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, «beaucoup de mes coéquipiers ne trouvent plus où s'en-

Arabie Saoudite La direction d'Al Ahly conforte Belaïli



L'international algérien Youcef Belaïli sera finalement payé par la direction d'Al Ahly (Arabie Saoudite), après avoir menacé les dirigeants de son équipe de résilier son contrat suite à un salaire qu'il n'a pas reçu,

rapportent mercredi des médias locaux.

Selon la même source, les dirigeants ont décidé de verser l'équivalent d'un mois de salaire aux joueurs du club, afin d'éviter une situation critique qui aurait

pu causer la résiliation de plusieurs contrats.

Belaïli avait donné jusqu'au 10 avril à sa direction pour régler la situation. Cette histoire est maintenant derrière lui et il devrait rester au club.

Jeux d'échecs

Un tournoi à distance du 10 au 14 avril à Mostaganem

Un tournoi de jeux d'échecs sur internet sera tenu à Mostaganem du 10 au 14 avril, a-t-on appris des organisateurs. Ce tournoi, qui comprend deux compétitions, Blitz (3 minutes avec ajout de 2 secondes) et Rapid (10 min et ajout de 5 sec) est ouvert aux échiphiles de la wilaya de Mostaganem.

La direction de la jeunesse et des sports, la ligue de

wilaya des jeux d'échecs et la ligue de wilaya du sport de proximité (organisateurs) appellent ceux qui désirent participer à s'inscrire sur le site de jeux d'échecs à distance «lichess.org», a-t-on fait savoir. Placé sous le slogan «De ma maison je joue», ce tournoi vise à augmenter les capacités des joueurs locaux, à améliorer leur niveau technique et à les pré-

parer à différentes compétitions, en plus de créer une ambiance sportive de compétition entre amateurs et professionnels des jeux d'échecs en cette conjoncture que vit le pays, marquée par le confinement sanitaire pour prévenir contre la propagation du coronavirus. La ligue de wilaya de Mostaganem des jeux d'échecs compte 10 clubs et plus de 100 pratiquants.

Judo - Challenge d'arbitrage sur le net

La FAJ dévoile les premiers résultats

La Fédération algérienne de judo (FAJ) a dévoilé mercredi les résultats provisoires du challenge d'arbitrage qu'elle a lancé vendredi via les réseaux sociaux, se disant prête à étudier les recours des candidats ayant contesté les notes qui leur ont été attribuées jusqu'ici. La Commission nationale d'arbitrage de judo a lancé ce challenge via les réseaux so-

ciaux pour maintenir le secteur en activité en cette période de confinement, due à la pandémie du nouveau coronavirus. Plusieurs dizaines de candidats, entre athlètes, entraîneurs et dirigeants se sont prêtés au jeu, qui consiste à visualiser un combat de judo et donner la note appropriée. Selon les règles du jeu, une bonne réponse équivaut à un point, mais si le candi-

dat se trompe, en accordant par exemple un Ippon alors qu'il s'agit en vérité d'un Waza-ari, il n'aura droit qu'à un demi-point. Pour l'heure, ce challenge n'en est qu'à ses débuts, car les participants devront s'affronter sur un total de 20 vidéos. A la fin, le candidat qui aura récolté le plus de points sera déclaré vainqueur et recevra un trophée symbolique.

Jeux Olympiques 2020

Les qualifications suspendues jusqu'en décembre

La Fédération internationale d'athlétisme a annoncé mardi que les performances réalisées jusqu'au 30 novembre ne compteront pas pour se qualifier aux Jeux Olympiques de Tokyo, ayant été reportés à l'été 2021, en raison de la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19). «La période de qualification est suspendue du 6 avril au 30 novembre inclus», a indiqué World athletics (ex-IAAF) dans un communiqué, publié une semaine après l'annonce des nouvelles dates des JO2020, reportés finalement du 23 juillet au 8 août 2021, en

raison du coronavirus.

Les athlètes peuvent se qualifier pour les Jeux soit en réalisant les minima, soit en étant repêchés, grâce au classement mondial, lui aussi gelé jusqu'au 30 novembre. World athletics précise que les athlètes qui ont déjà réalisé les minima en garderont le bénéfice. La période de qualification s'était ouverte entre janvier et mai 2019, selon les disciplines, et sera repoussée au 31 mai (marathon et 50 km marche) ou au 29 juin 2021 pour les autres épreuves.

La pandémie du coronavirus a bouleversé le calen-

drier du sport olympique N.1, qui a déjà repoussé d'un an ses Mondiaux en salle de Nankin (De mars 2020 à mars 2021, en Chine) et ses Mondiaux en plein air à Eugene (aux Etats-Unis, de l'été 2021 à l'été 2022).

Le début de saison est prévu pour l'instant en juin, après le report des compétitions majeures d'avril et mai. Mais toute compétition qui se tiendrait avant décembre, comme l'Euro de Paris maintenu pour l'instant du 25 au 30 août, devient donc caduque pour la chasse aux tickets olympiques.

TF1

20.05 Mais où est donc passée la 7e compagnie ?



Comédie - France - Italie - 1973
Avec Jean Lefebvre, Pierre Mondy, Aldo Maccione, Pierre Tornade

Lors de la débâcle de mai 1940, les hommes de la 7e compagnie du 108e régiment de transmission sont capturés par une colonne d'artillerie allemande. Seuls trois bataillons partis en éclaireurs dans un cimetières voisin en réchappent de justesse : le téléphoniste Pitvier, le fusil-mitrailleur Tas-sin et le sergent Chaudard.

•2

20.00 Envoyé spécial



Présenté par Élise Lucet

A travers des reportages qui nécessitent parfois plusieurs semaines d'enquête en France ou à l'étranger, le magazine aborde un large éventail de sujets (politique intérieure ou étrangère, faits de société, santé publique, environnement, progrès techniques, portraits de personnalités, face-à-face...). En prise avec l'actualité, il permet de mieux comprendre les enjeux auxquels est confrontée la société.

3

JEUDI

6

20.05 Les hommes du feu



Drame - France - 2017
Avec Roschdy Zem, Brian Messina, Emilie Dequenne, Michaël Abiteboul

Dans une caserne de pompiers du Sud de la France, Philippe, le capitaine, envoie ses hommes à la poursuite de faux pompiers qui effectuent des collectes d'argent frauduleuses auprès des riverains. Peu de temps après, la vie, très masculine, de la caserne est transformée par l'arrivée de Bénédicte Meursault, adjudante-chef.

RTL 9

19.45 Batman Forever



Film fantastique - Etats-Unis - 1995
Avec Val Kilmer, Tommy Lee Jones, Nicole Kidman, Jim Carrey

Gotham City. Harvey Dent, ancien juge devenu truand, entend se venger du justicier Batman, qu'il tient responsable de l'accident qui l'a défiguré, ce qui lui a valu d'être surnommé "Double-Face". Dent s'allie bientôt au criminel Edward Nygma qui en veut à Batman depuis que ce dernier lui a refusé son aide pour fabriquer une machine qui peut endormir les gens tout en lisant leurs pensées.

20.05 Why Women Kill



Série humoristique - Etats-Unis - 2019
Saison 1 - Episode 4/10

- Tu m'as poussée au meurtre
Avec Lucy Liu, Ginnifer Goodwin, Alexandra Daddario, Sam Jaeger

Duke, l'ancien petit ami violent de Jade, fait irruption chez Taylor et Eli. Alors que le ton monte rapidement entre les deux hommes, Taylor trouve un moyen efficace de l'éloigner de la maison.

CINE + PREMIER

19.50 Public Enemies



Film policier - Etats-Unis - 2009
Avec Johnny Depp, Christian Bale, Marion Cotillard, Jason Clarke

En 1933, Chicago est devenu le repaire de tous les gangsters d'envergure. John Dillinger, qui vient de s'évader de prison, reprend ses attaques de banque si bien préparées qu'il lui faut moins de deux minutes pour en dévaliser une. Mais John Edgar Hoover, chef du Bureau d'investigation, exaspéré, déclare la guerre aux hors-la-loi, confrontant la branche de Chicago à un policier ambitieux, Melvin Purvis.

CANAL+

20.05 L'amie prodigieuse



Série dramatique - Italie - 2020

Saison 2 - Episode 3/8

- Effacer

Avec Gaia Girace, Lia Zinno, Giovanni Amura, Valentina Acca

Lila donne son accord pour exposer son portrait de mariage dans le magasin de chaussures du centre-ville, tandis qu'elle prend la direction de la nouvelle épicerie Carracci du quartier. Elena, quant à elle, est invitée à une fête chez sa professeure, Mme Galiani. Lila demande à l'accompagner.

CINE + FRISSON

19.50 Furious



Film d'aventures - Russie - 2017

Avec Ilya Malakov, Aleksandr Iljin, Timofey Tribuntsev, Yuliya Khlynina

Au tout début du XIIIe siècle en Russie, au moment où naît Evgaty Kolvrat, Gengis Khan met à mal l'armée russe à Kalki. C'est à cette époque de domination mongole que grandit Kolvrat, bien résolu à devenir un vaillant guerrier. Désormais un jeune homme, marqué par une enfance difficile, Kolvrat vit à Riazan, une ville fortifiée qui résiste à l'envahisseur mongol.

TF1

20.05 Koh-Lanta, l'île des héros



Présenté par Denis Brogniart

L'eau se resserre pour les naufragés devant survivre sur l'archipel des Fidji, en Océanie. Toujours tirailles par la faim et la fatigue, ils ne doivent rien lâcher pour espérer poursuivre l'aventure et, peut-être, atteindre la finale et monter sur les mythiques poteaux.

•2

20.00 Astrid et Raphaëlle



Série policière - France - 2019
Saison 1 - Puzzle

Avec Lola Degaere, Sara Mortensen, Benoît Michel, Daniel Lobé

Après avoir retiré 8 000 euros à la banque, un médecin s'asperge d'essence et s'immole sur le parking d'un immeuble. Chargé d'enquêter sur cette mort suspecte, le commandant Raphaëlle Coste fait le rapprochement avec un suicide survenu deux ans plus tôt : un homme s'était ouvert les veines dans sa chambre d'hôtel, peu de temps après avoir retiré une forte somme d'argent en liquide.

3

VENDREDI

6

20.05 La boîte à secrets



Présenté par Faustine Bollaert

A l'aide d'une boîte placée devant eux et abritant des souvenirs étonnantes relatifs à leur carrière ou leur vie intime, trois artistes replongent dans leurs secrets. Une photo, un disque, un parfum... les célébrités sont invitées à piocher dans le fameux contenu et à dévoiler des anecdotes savoureuses pour lever le mystère lié à cet objet.

RTL 9

19.45 Ghost Rider : l'esprit de la vengeance



Film fantastique - Etats-Unis - 2011
Avec Nicolas Cage, Idris Elba, Ciarán Hinds, Anthony Head

Moreau, un prêtre, demande à Johnny Blaze de sauver Danny, un garçon qui a été capturé par Roarke, un démon. En échange, il purifiera son âme, ce qui le libérera de son double maléfique, le Ghost rider. Blaze accepte.

20.05 NCIS : enquêtes spéciales



Série policière - Etats-Unis - 2017
Saison 14 - Episode 11/24

- Opération Willoughby

Avec Mark Harmon, Pauley Perrette, Wilmer Valderrama, Sean Murray

Vance annonce à Gibbs que l'opération Willoughby est relancée après que de nouvelles informations sur un terroriste sont révélées. Toute l'équipe du NCIS est mobilisée ainsi que l'agent britannique Clayton Reeves. Hélas, un drame se produit et Reeves est grièvement blessé.

OCS MAX

19.40 Gangs of New York



Drame - Grande-Bretagne - Italie - Etats-Unis - 2002

Avec Liam Neeson, Daniel Day-Lewis, Leonardo DiCaprio, Cameron Diaz

En 1846, les Dead Rabbits, des immigrés irlandais regroupés derrière le père Vallon, et les Natifs, emmenés par l'inquiétant Bill le Boucher, se disputent le contrôle de Five Points, un quartier interlope de New York. Au terme d'une rixe, Bill abat Vallon.

CANAL+

20.05 Chamboultout



Comédie - France - 2019
Avec Alexandra Lamy, José Garcia, Guillaume Briat, Michaël Youn

Après un accident de la route qui l'a rendu aveugle, Frédéric n'a plus de mémoire immédiate. Désormais obsédé par la nourriture, le quadragénaire a perdu presque toute inhibition ce qui provoque des situations embarrassantes pour ses proches. Sa femme Béatrice publie un livre pour raconter sa nouvelle vie avec son époux et ses enfants.

CINE + FRISSON

19.50 Matrix



Film de science-fiction
- Etats-Unis - 1999

Avec Keanu Reeves, Gloria Foster, Laurence Fishburne, Hugo Weaving

Programmatrice anonyme dans une administration le jour et pirate informatique la nuit, Thomas Anderson, alias Neo, est contacté par un certain Morpheus. Ce dernier lui propose de percer le mystère de la Matrice. Intrigué, Neo se rend peu après à son bureau où l'attendent des hommes du FBI conduits par l'agent Smith.

Bélier 21-03 au 20-04

Un ennui quelconque ne sera pas suffisant pour vous empêcher d'aller où vous voulez aujourd'hui surtout si vous êtes en forme physique. Rien ne vous arrêtera.

Taureau 21-04 au 21-05

Vous allez apercevoir les choses de la vie d'une façon très différente. Votre bonne humeur vous permet de tirer habilement votre épingle du jeu.

Gémeaux 22-05 au 21-06

Vous pourrez saisir certaines opportunités bienvenues. De nouveaux rapports amicaux vont se créer. Il est indispensable de vous rendre disponible pour vous adapter.

Cancer 22-06 au 22-07

Vous êtes amené à penser à quelqu'un en particulier et vous avez la certitude que c'est quelque chose de très important pour vous de lui en parler.

Lion 23-07 au 23-08

Votre vie va s'illuminer subitement suite à une nouvelle que vous n'attendiez plus. Vous avez la forme des grands jours et vous vous targuez de réussir là où les autres pétinent. Vous ferez la démonstration de votre savoir-faire. Vous en ressentirez une certaine fierté.

Vierge 24-08 au 23-09

Vous pouvez vraiment progresser dans votre vie affective car votre énergie est en constante progression. Des solutions vous apparaîtront. Ne prenez pas d'engagements personnels à la légère.

Balance 24-09 au 23-10

Il va falloir faire preuve de détermination pour remettre de l'ordre là où le désordre règne.

Scorpion 24-10 au 22-11

D'excellentes nouvelles vous parviennent. Profitez de cette opportunité pour honorer les propositions qu'on devrait vous faire. Vous traverserez une phase bénéfique qui se transformera en réussite certaine.

Sagittaire 23-11 au 21-12

Vous aurez l'occasion de discuter très sérieusement de certains problèmes qui vous tracassent. Pour vous faire bien comprendre, prenez votre temps, respirez profondément et parlez le plus calmement possible et vous serez écouté.

Capricorne 22-12 au 20-01

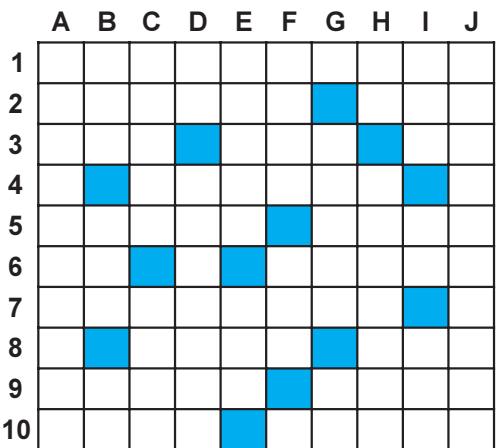
Une opportunité très enrichissante s'offre à vous ce qui vous permet d'atteindre l'objectif ambitieux que vous avez fixé avec beaucoup d'optimisme.

Verseau 21-01 au 18-02

Réfléchissez sérieusement avant d'entamer une action irréversible concernant vos affaires. Nous sommes dans une période où la prudence est de rigueur.

Poissons 19-02 au 20-03

Si vous avez quelque chose de très important à faire, ne le différez pas, faites-le maintenant.

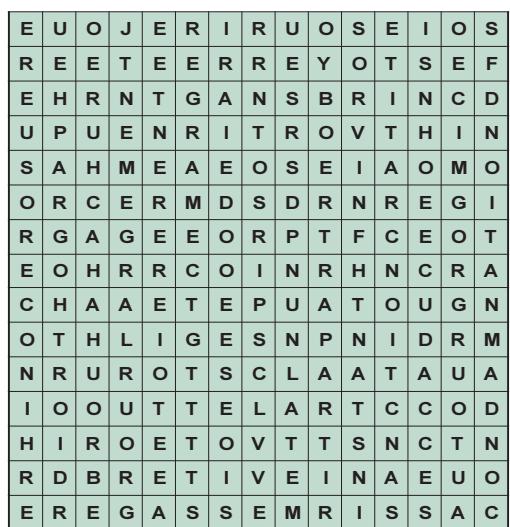


Horizontalement:

- Font tâche d'huile !
- Sont à ne pas croire, trois fois ! Pèze pas lourd.
- Effets de commerce.
- Habitant du blet.
- Attirent l'attention.
- Piaule.
- O désespoir des pique-niqueurs ! Avala.
- Tirée des traditions. Circonscri.
- Tout y converge, tout en rayonne.
- Simple point de vue. Recueil de gros mots.
- Poissons plats. C'est rude mais ça convient au poil !
- Etre attaché à vous. Pigeon.

Verticalement:

- Grossit à vue d'œil.
- On lui fait un prix. Révolutionnaire notoire ! A la lettre.
- A prendre et à rendre. Englouti.
- Environ 576 mètres de Muraille. Mouvementées.
- On l'a à la bouche. Fort de veau.
- F.Y aller. Mesure diététique.
- Détention possible de détention. Ecorce de citron.
- Montant de la note. Méprises.
- Point connu. Indéfini. Infirme.
- Comme par enchantement !

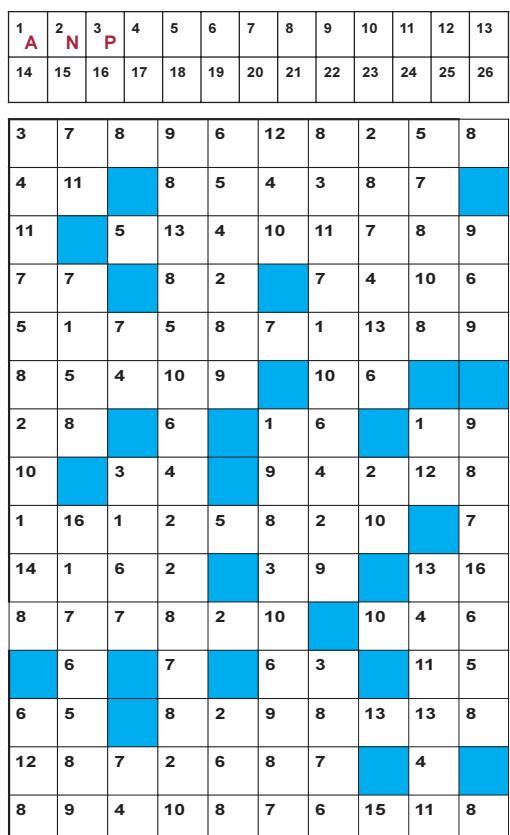


ACCES – ATOLL – AUTOUR – AVIS – BOTTE – BRODER – BROUHAHA – CADUCEE – CHANT – CONDAMNATION – DEVIS – EMARGER – EVITER – FESTOYER – FROID – GOURDE – GRAIN – GROG – HACHURE – HOULE – INSTANT – JOUE – LARGEMENT – MECHANCTE – MESSAGER- METAL – ORTHOGRAPHIE – PARTIR – RAIE – RENTE – RHINOCEROS – SANCTION – SENTIR – SOIE – SORT – SOURIRE – STERE – SUER – SURF – SYSTEME – TAUPE – TIROIR.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

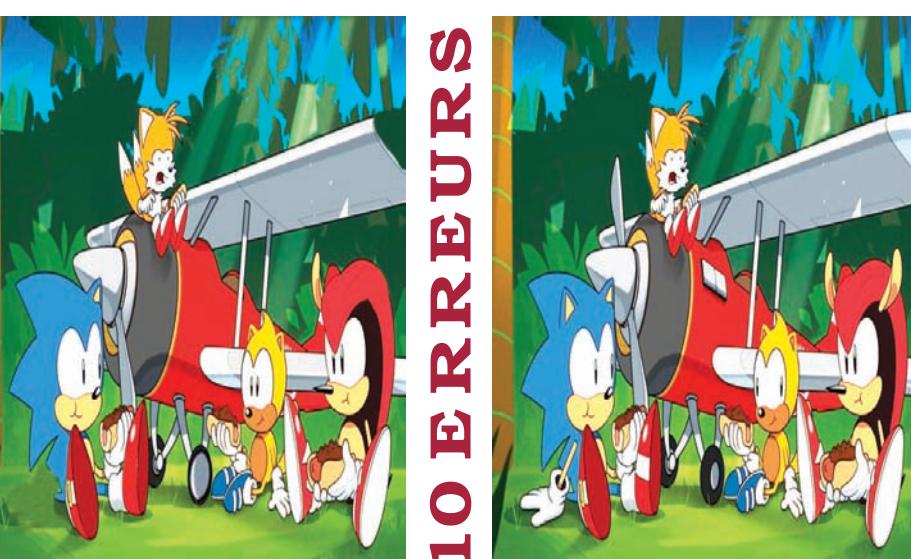
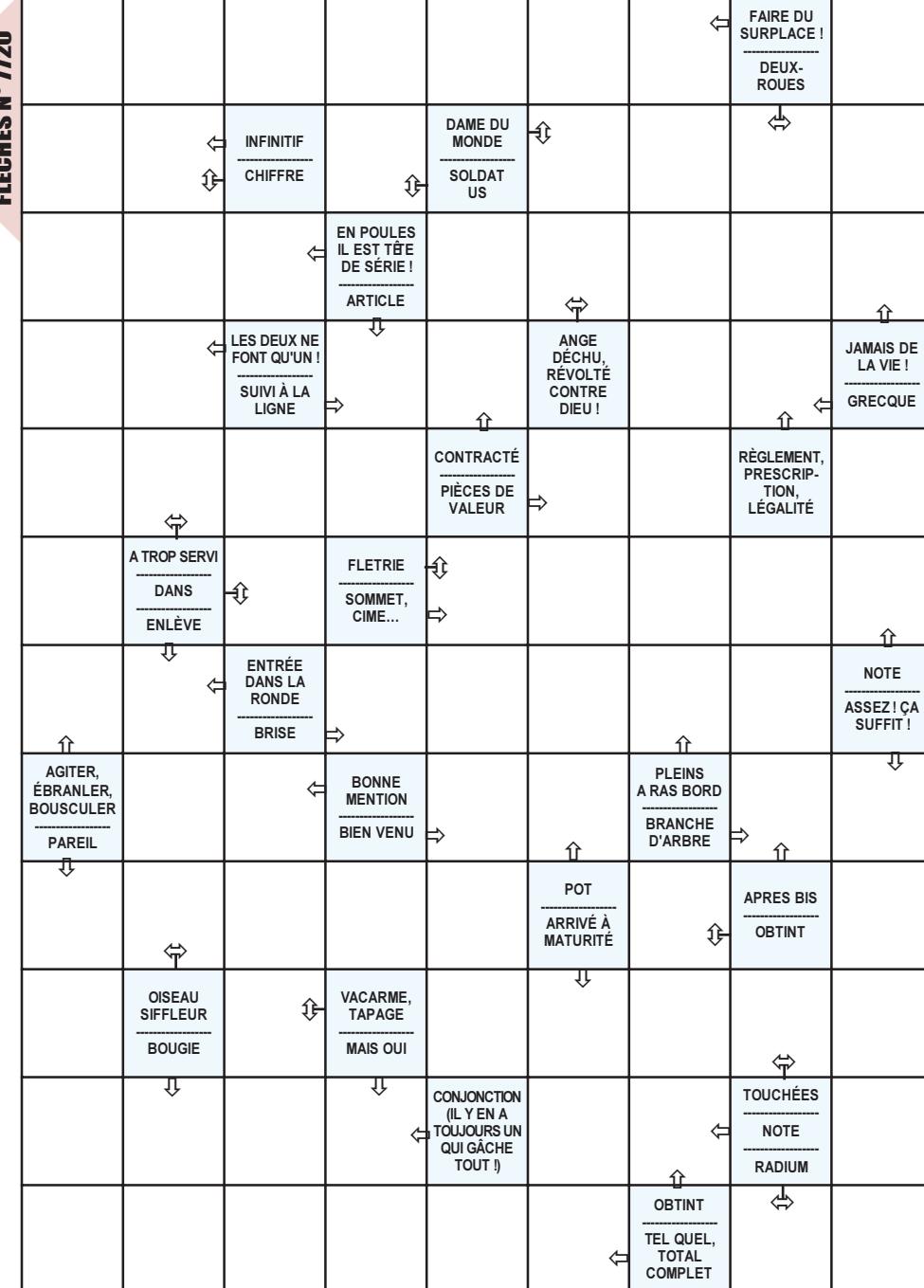
- Mon 1er c'est la marque des points (ou buts) au cours d'un match.
- Mon 2e est un élément simple du jeu de dames ou d'échecs.

Mon tout est un insecte venimeux.



Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÉCHÉS N°7720



10 ERREURS

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°7719

A	T	R	A	P	A	D	E	S
2	N	3	P	4	5	6	7	8
14	15	16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26					

4	6	8	7	2	3	5	1	9
9	7	3	6	1	5	4	2	8
1	2	5	4	9	8	7	6	3
2	5	1	3	8	7	6	9	4
8	4	1	3	8	7	6	9	4
7	3	6	9	4	2	1	8	5
6	1	4	8	5	9	2	3	7
5	9	7	2	3	6	8	4	1
3	8	2	1	7	4	9	5	6

4	6	8	7	2	3	5	1	9
9	7	3	6	1	5	4	2	8
1	2	5	4	9	8	7	6	3
2	5	1	3	8	7	6	9	4
8	4	1	3	8	7	6	9	4
7	3	6	9	4	2	1	8	5
6	1	4	8	5	9	2	3	7
5	9	7	2	3	6	8	4	1
3	8	2	1	7	4	9	5	6

FLECHES N°7719

I	T	R	O	U	G	E	T	S
N	E	O	N	A	G	U		
T	A	U	B	R	M	E		
E	S	I	E	C	L	E		
R	A	P	O	L	A			
R	U	E	E	N	T			
U	T	A	S	E	S			
P	U	S	T	E	I			
T	U	S	A	I	A			
I	L	S	I	E	G			
O	I	E	S	P	L			
N	E	S	C	O	A			

FOUILLYS N° 7719	MYOPIE (Mi - Eau - Pie)										
CODÉS N° 7719											
1	A	2	L	3	P	4	E	5	S	6	R
7	I	8	T	9	O	10	U	11	N	12	D
13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24

4	6	8	7	2	3	5	1	9
9	7	3	6	1	5	4	2	8
1	2	5	4	9	8	7	6	3
2	5	1	3	8	7	6	9	4
8	4	1	3	8	7	6	9	4
7	3	6	9	4	2	1	8	5
6	1	4	8	5	9	2	3	7
5	9	7	2	3	6	8	4	1
3	8	2	1	7	4	9	5	6

4	6	8	7	2	3	5	1	9
9	7	3	6	1	5	4	2	8
1	2	5	4	9	8	7	6	3
2	5	1	3	8	7	6	9	4
8	4	1	3	8				

Nouvelle série d'attaques terroristes au Mozambique

Les groupes terroristes qui sément la terreur depuis plus de deux ans dans le nord du Mozambique ont mené lundi et mardi une nouvelle série d'attaques contre huit villages de la région, a-t-on appris auprès de la police et des autorités locales. Comme la semaine dernière, ces islamistes ont brièvement occupé ces villages, situés dans un rayon de 150 km autour de la capitale provinciale Pemba. Ils y ont détruit des bâtiments publics et des infrastructures avant de s'en retirer, ont précisé ces sources à l'AFP. Cette vague d'attaques a débuté lundi par les localités de Minguieua et Bilibiza, selon un responsable local de la police qui a requis l'anonymat. «Ils ont prévenu la population de leur attaque en leur ordonnant de rester chez eux, de ne pas s'échapper. Ils ont dit qu'ils n'en voulaient qu'aux policiers», a-t-il précisé à l'AFP, «ils n'ont tué personne, ni incendié les maisons comme ils le faisaient avant».

L'Iran exhorte le FMI à lui octroyer un prêt d'urgence



Le président iranien Hassan Rouhani a exhorté mercredi le Fonds monétaire international (FMI) à octroyer à son pays, parmi les plus touchés par le nouveau coronavirus, un prêt urgent de cinq milliards de dollars qu'il avait demandé pour lutter contre la pandémie. «J'exalte toutes les organisations internationales à assumer leurs responsabilités», a dit M. Rouhani en conseil des ministres. «Nous sommes un membre du FMI (...). S'il devait y avoir discrimination entre l'Iran et d'autres pour l'octroi de crédits, ni nous ni l'opinion en général ne tolèreraient cela», a-t-il encore dit dans des propos télévisés. L'Iran avait annoncé le 12 mars en avoir appelé à la responsabilité du FMI, à qui, de manière très exceptionnelle, Téhéran dit avoir demandé de l'aide face au Covid-19. Téhéran n'a plus reçu d'aide du FMI depuis un crédit dont l'Iran a bénéficié entre 1960 et 1962, soit avant l'avènement de la République islamique en 1979, selon les données du Fonds.

Le Quotidien D'ORAN Edition Nationale d'Information

Tunisie: poursuites pénales pour des malades propageant le virus



Le ministre de l'Intérieur tunisien Hichem Mechichi a souligné mardi que les personnes malades du Covid-19 pourraient être poursuivies pénalement si elles ne se pliaient pas aux exigences du ministère de la Santé, et contaminaient ainsi d'autres personnes.

«Si un malade ne respecte pas l'isolement exigé et les instructions du ministère de la

Santé, et qu'il contamine ainsi une autre personne, nous pourrons le poursuivre en vertu du code pénal, et si la contamination entraîne la mort, il pourra être poursuivi pour homicide involontaire», a déclaré M. Mechichi lors d'une conférence de presse. Accompagné du ministre de la Santé Abdellatif Mekki, il a souligné l'importance de continuer à limiter strictement les sorties, alors que le confinement mis en place le 22 mars a été moins bien respecté ces derniers jours. D'importantes foules se sont notamment rassemblées devant les bureaux de poste afin d'aller chercher la prime exceptionnelle promise par l'Etat pour les foyers démunis frappés de plein fouet par l'arrêt de nombreuses activités économiques.

L'ONU condamne les bombardements d'un hôpital à Tripoli



Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a «fermement condamné» les «bombardements intensifs, pour la deuxième journée consécutive, de l'hôpital général Al Khadra à Tripoli», dans un communiqué publié à New York. «Il condamne aussi les attaques continues contre le personnel médical, des hôpitaux et des installations médi-

cales, particulièrement à un moment où ils sont critiques pour prévenir la propagation de la pandémie de Covid-19», précise son communiqué. «Les attaques contre des personnels de santé, des hôpitaux ou des installations médicales, protégés par le droit humanitaire international peuvent constituer des crimes de guerre», rappelle M. Guterres. Le chef de l'ONU avait lancé le 23 mars un appel à un «cessez-le-feu immédiat et mondial» dans les pays en conflit afin de contribuer à la lutte contre le Covid-19. En Libye, les protagonistes du conflit avaient salué cet appel... avant de reprendre les hostilités. Les combats ont redoublé d'intensité ces derniers jours, touchant plusieurs quartiers résidentiels de la capitale.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA TERRE TOURNE EN ROND

la faveur d'une pandémie qui ne fait que passer. Sinon sa définition d'humain avec ses tares et ses faiblesses n'aurait aucun sens et qu'il est probable que le virus n'aurait jamais eu l'impudence de se présenter pour bousculer mortellement l'ensemble de l'humanité.

Il est très significatif que l'Organisation des Nations Unies, érigée pour imposer un large humanisme après le drame des grandes guerres, soit confinée elle aussi dans un silence que ne démentent que quelques saupoudrées de conseils et d'hypothèses dont la stérilité est patente. Malgré les près de 100.000 victimes li-

vrées par l'épidémie, on observe toujours dans ces moments particuliers la raideur des compréhensions débiles de ceux qui disposent des hautes tribunes pour rester bercés dans les harangues et les prétentions décousues.

Un gouvernement du monde, n'en déplaît aux optimismes, n'aura jamais lieu. La redisposition de la planète n'est pas pour demain quand une pacotille de gants et de masques est motif de rapines pour les plus nantis. On en est encore et toujours dans les philosophies des aumônes et on croit sauver l'humanité avec quelques repas alors qu'il s'agit vraiment d'imposer à la terre de changer son sens de rotation. La faiblesse et l'individualisme sauvage des hommes se contenteront encore pour longtemps de la regarder tourner en rond.

La pandémie profite aux arnaques en ligne



L'organisation de régulation des noms de domaine sur internet (ICANN) a appelé à la vigilance contre la prolifération des arnaques qui exploitent les peurs liées à la pandémie de coronavirus. En mars, au moins 100.000 nouveaux sites web ont été enregistrés sous des noms de domaine comportant des mots tels que «covid», «corona» et «virus», a indiqué l'ICANN. Plusieurs milliers de ces sites servent ensuite de base pour des campagnes de hameçonnage ou pour inonder les boîtes mails de spams promouvant des arnaques liées au Covid-19. La société à but non lucratif, basée en Californie, ne peut pas intervenir sur les contenus des sites, «mais cela ne veut pas dire que nous ne soyons pas inquiets ou conscients de ces activités frauduleuses», remarque Goran Marby, le directeur de l'ICANN, dans une rare lettre adressée aux centaines de fournisseurs de noms de domaine agréés par l'organisation. «Le Covid-19 est unique car il est véritablement mondial; et les criminels ne surfent pas sur la vague, ils se sont engouffrés dans la brèche en mode chutes du Niagara», a déclaré à l'AFP John Crain, le chef de la sécurité de l'ICANN.

Turquie: 5 civils tués dans l'explosion d'une bombe



Cinq civils ont été tués mercredi dans l'explosion d'une bombe dans le sud-est majoritairement kurde de la Turquie, ont annoncé les autorités locales, accusant le groupe armé du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). L'explosion s'est produite vers 03H30 GMT «au passage d'un véhicule transportant des civils», a déclaré le gouvernorat de Diyarbakir dans un communiqué, évoquant un «attentat à la bombe artisanale du PKK». Les forces de sécurité turques ont lancé une opération pour retrouver les auteurs de l'attaque, a ajouté le gouvernorat.

Le PKK, un groupe qualifié de «terroriste» par Ankara et ses alliés occidentaux, mène depuis 1984 une sanglante guérilla en Turquie. Les affrontements entre combattants kurdes et forces de sécurité turques ont fait plus de 40.000 morts. Le PKK mène régulièrement des attaques contre les forces de sécurité dans le sud-est, faisant par exemple exploser des bombes au passage de convois de l'armée ou de la police.